

# Correspondance Internationale

N° 8 - mai 1981

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

## La « solution politique » au Salvador

### Une paix plus meurtrière que la guerre ?

La guerre continue de façon acharnée au Salvador mais les deux parties, avec à chaque fois plus d'insistance, déclarent qu'elles sont disposées à négocier. La junte militaire démocrate-chrétienne et ses maîtres de Washington d'un côté, et le Front démocratique révolutionnaire-Front Farabundo Marti de Libération Nationale de l'autre, ainsi que le Mexique et le Venezuela qui servent de médiateurs, se sont clairement prononcés en faveur d'une « solution politique ».

Dans ce numéro de *Correspondance internationale* (voir pages 2 et 3), nous analysons ce que signifie cette « solution politique » et nous citons un fait qu'on ne rappellera jamais assez : cela fait deux ans qu'il y a déjà eu une « solution politique » ressemblante. Celle-ci avait coûté au peuple salvadorien le massacre de 15 000 personnes et l'exil de 100 000 réfugiés.



### Les rhumatismes d'un pachyderme

Toute la vie politique et sociale de l'URSS paraît aujourd'hui en suspens. La seule décision nette du dernier congrès du PC soviétique est l'invitation adressée aux dirigeants polonais d'« inverser le cours des événements », c'est-à-dire de faire reculer les travailleurs. Cette référence faite à la Pologne mettait en évidence le plus flagrant échec enregistré depuis longtemps par la bureaucratie du Kremlin, à savoir la constitution sur son flanc gauche d'un syndicat réunissant plus de dix millions de travailleurs, *Solidarité*. Mais c'est également sur fond de stagnation de la productivité du travail, de faillite agricole, d'austérité et de dégradation des conditions de travail mais aussi de résistance ouvrière croissante que s'est tenu ce congrès (Voir nos articles en page 17 et suivantes).

## La « solution politique » au Salvador

# Une paix plus meurtrière que la

En ce début mai, la lutte continue, mais les deux parties sont disposées à négocier une nouvelle fois au Salvador. La junte militaire démocrate-chrétienne d'un côté, le Front démocratique révolutionnaire/front Farabundo Martí de libération nationale de l'autre, tout comme le Mexique et le Venezuela qui servent de médiateurs, sont pour une « solution politique ».

Tout comme quand un bourgeois parle de morale, nous mettons la main à la poche pour protéger notre porte-monnaie, au Salvador, quand l'impérialisme et le stalinisme parlent de « solution politique », il faut se coucher par terre pour sauver sa peau. Son dernier accord, tout récent, a provoqué le massacre de 15 000 personnes et le départ sans retour de 100 000 réfugiés pendant les deux dernières années.

## I - L'accord antérieur

En octobre 1979, la dictature haïe du général Romero allait courir le risque de celle de son ami Somoza, récemment renversé au Nicaragua. Le peuple salvadorien vibrait d'enthousiasme. Son mouvement ouvrier, le plus fort de l'isthme, faisait grève après grève. Et différentes organisations de guérilla luttaient à la campagne comme à la ville.

Le régime tombait en morceaux, la bourgeoisie et l'armée étaient divisées. Le triomphe des masses, lié à celui de leurs voisins au Nicaragua, paraissait inévitable, et ouvrait des horizons révolutionnaires pour toute l'Amérique centrale.

C'est alors que M. White, ex-ambassadeur américain au Salvador, avec l'Eglise et la démocrate-chrétienne, le colonel Majano et le Parti communiste, proposèrent la première « solution politique ».

### Le stalinisme entre au gouvernement

Le colonel Majano fit un coup d'Etat, destitua le général Romero et appela à former une junte civilo-militaire, promettant la démocratisation économique (nationalisations, réforme agraire) et politique du pays.

L'insolite ne vient pas du putsch préventif, destiné à empêcher le triomphe des masses et à tenter de les freiner au moyen d'une contre-révolution « démocratique ». Cette technique politique réactionnaire est « de mode » depuis

qu'elle a été appliquée, comme modèle, le roi Juan Carlos d'Espagne, et qu'elle fut préconisée par l'administration Carter.

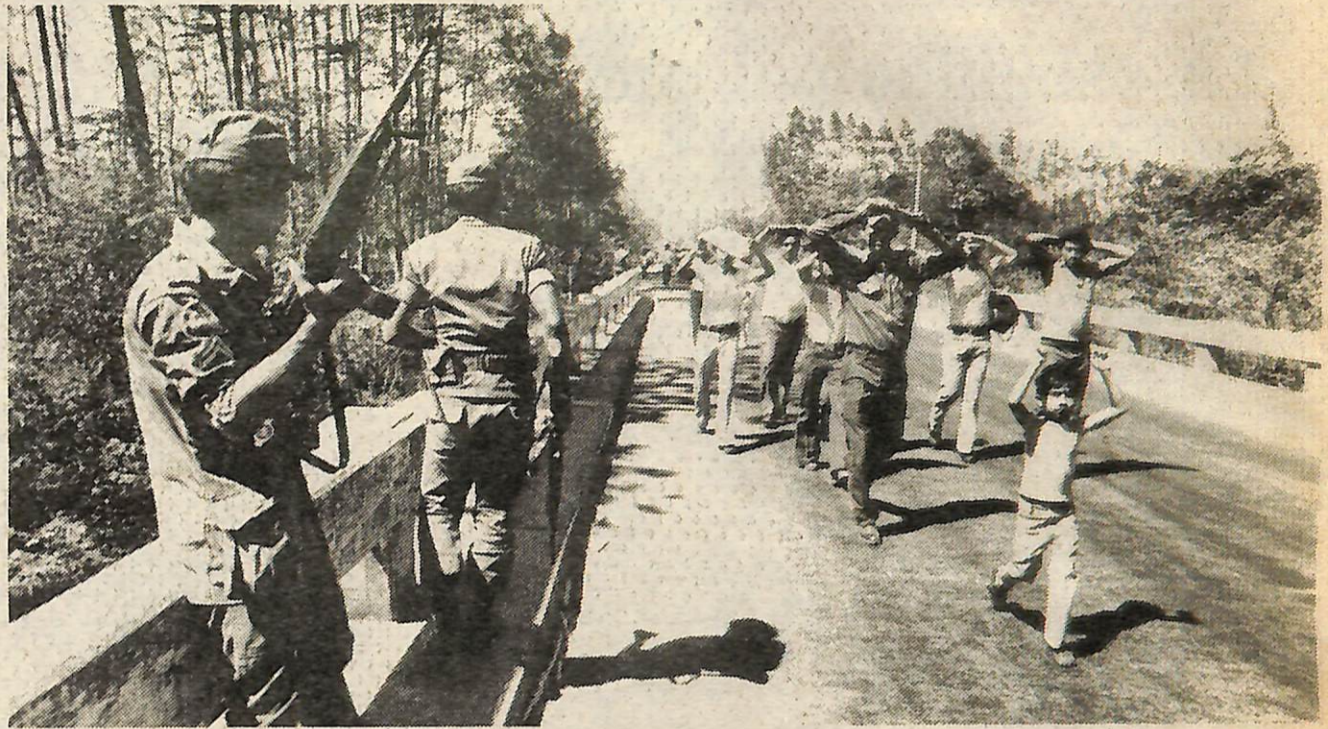
Il n'est pas rare non plus que des militaires intègrent dans leur gouvernement la démocratie-chrétienne de Napoleon Duarte ou le parti de Guillermo Ungo (actuel secrétaire du FDR) qui fait partie de la II<sup>e</sup> Internationale.

L'inédit, c'est qu'ils aient fait appel au PC caché derrière l'Union démocratique nationale. La crise révolutionnaire et ses répercussions en Amérique centrale étaient si grandes que le département d'Etat s'est vu obligé de transgresser une règle politique appliquée avec rigueur depuis la guerre froide : le refus de ministres communistes dans le monde occidental. Ce qu'ils n'admettent pas en Italie, ce qu'ils ne permettent pas à Allende au Chili, ils l'ont appliqué eux-mêmes au Salvador. White courut offrir un porte-feuille au PC et celui-ci entra au gouvernement avec presque toutes les forces de l'actuel FDR.

### Qui soutient la junte ?

Le virage de l'impérialisme, de la bourgeoisie et du stalinisme ébranla le nationalisme petit-bourgeois guérillériste. Il fut de nouveau coincé dans sa contradiction entre son caractère de combattant armé et sa racine de classe, contradiction qui l'amène à la capitulation et à la politique de front populaire.

Les organisations de guérilla s'ouvrirent en un éventail de positions allant de



Face à l'armée assassine...

ceux qui appelèrent à continuer la lutte jusqu'à ceux qui soutinrent le gouvernement.

Sur le plan extérieur, la junte devint la fille choyée de Washington, Mexico et Caracas, et, *in vivo*, de la *havana* et de Managua.

Le gouvernement sandiniste envoya son ministre des Relations extérieures, le Père d'Escoto, proclamer son soutien à la junte et sa condamnation de la lutte armée. Sitôt dit, sitôt fait : au Nicaragua, on passa à l'emprisonnement de ceux qui voulaient envoyer des armes et des volontaires au Salvador.

En août 1980 encore, quand à Managua on fêta le premier anniversaire de la chute de Somoza, un représentant de la junte partagea avec Castro, les honneurs de la tribunes du FSLN, tandis que ceux qui risquaient leur vie contre cette junte n'avaient pas droit à la parole.

Seuls, un secteur de la guérilla et les trotskystes, se sont affrontés à l'alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme, du stalinisme, du castrisme, du sandinisme et de la social-démocratie, bénie par l'Eglise.

### Les masses continuaient de combattre

Le virage politique fut un coup pour les masses. Elles ne cessèrent pas de lutter, mais l'initiative passa aux mains de la contre-révolution.

Avec la confusion provoquée par les ministres et fonctionnaires social-démocrates et communistes, avec les homélies de l'archevêque Romero et des curés de « gauche » soutenant le gouvernement, avec les attentes suscitées par les annonces de nationalisations et de distribution des terres, bref, avec les effets de frein des manœuvres contre-révolutionnaires « démocratiques », la droite déchaîna une offensive criminelle féroce.

A l'abri de la junte, qui leur servait de couverture, les services de sécurité et les organisations fascistes, au service des « 14 familles » traditionnelles, lancèrent une violente contre-révolution. Ils se rendirent peu à peu maîtres de la capitale, San Salvador, et la contrôlèrent même totalement quelques mois plus tard, quand ils assassinèrent l'archevêque Romero. La réaction

populaire fut alors plus faible que les précédentes.

Il se produisit ainsi une brutale polarisation entre les secteurs de masse qui maintenaient une lutte sans merci, surtout à la campagne, et la droite qui, en peu de mois, assassina des dirigeants syndicaux et populaires ainsi que des milliers de combattants.

Entre ces deux pôles qui luttaient à mort, resta la junte, suspendue en l'air, sans base pour appliquer son réformisme, mais dont la tâche, servir la droite, était accomplie. Quatre mois après sa formation, commença l'exode des courants politiques qui l'avaient soutenue. En janvier 1980, le stalinisme et Ungo en sortirent. Quelques mois plus tard, Majano aussi. Ce dernier sera détenu en février puis relâché quelques jours plus tard. Il s'installa à Panama, et, conservant son grade militaire, sera l'homme de réserve pour d'autres négociations.

La junte fut réduite à la droite militaire et à un secteur de la démocrate-chrétienne. Les restructurations successives se firent toutes vers la droite, reflétant ainsi le cours de l'offensive contre-révolutionnaire.

## L'Amérique centrale est le nombril des Etats-Unis

Apparemment, la crise au Salvador serait « disproportionnée ». Comment un pays si petit, est-il devenu le méridien de la politique internationale et le centre d'attention des Etats-Unis, du Vatican, de la Seconde Internationale, du Kremlin et du castrisme ?

C'est que, quand on dit Salvador, il faut comprendre Amérique centrale. Les pays centre-américains formaient une fédération jusqu'au siècle dernier. Séparés aujourd'hui par des frontières maintenues artificiellement par l'impérialisme, ils conservent pourtant entre eux une relation très étroite. Ils battent au même pouls. Les vieilles luttes anti-impérialistes, comme celles de Sandino au Nicaragua ou de Farabundo Martí au Salvador, se sont faites au nom de l'unité de l'Amérique centrale. Le Nicaragua, il y a deux ans, a pu triompher avec le soutien, en armés et en hommes, du Costa Rica et du Panama.

La crise révolutionnaire du Salvador, en ce moment, constitue la pointe avancée d'un processus régional qui a fait un saut colossal avec la victoire de la révolution au Nicaragua et qui se répercute différemment sur le Guatemala, le Honduras et le Costa Rica.

Le Salvador seul, c'est moins que le Vietnam. Mais, un à l'Amérique centrale et aux Caraïbes, il menace de déclencher dix Vietnam, provo-

quant ainsi le plus grand désastre de l'impérialisme américain. Un désastre économique, stratégique et politique.

Economique, parce que l'Amérique centrale est une des zones les plus développées du capitalisme en Amérique latine. Ses six pays, avec presque 20 millions d'habitants, ont exporté en 1976 presque trois milliards de dollars. Ce sont les seconds producteurs mondiaux de café, après le Brésil et devant la Colombie. Leur produit brut par habitant était en 1977 de 730 dollars, après le Venezuela (2 734), l'Argentine (1 510), le Brésil (1 224), le Mexique (1 183) et Cuba (887).

Stratégiquement, l'Amérique centrale et Cuba ont la clé des communications de l'empire américain, par le canal de Panama et la mer des Caraïbes.

Politiquement, la révolution en Amérique centrale et à Cuba constitue une menace réelle aux frontières mêmes des Etats-Unis. Seul le Mexique, un Mexique qui subit les mêmes problèmes et parle la même langue, s'interpose au sud du Rio Grande. L'extension de la révolution contre-américaine, avec celle de Cuba, poserait immédiatement le problème de sa pénétration aux Etats-Unis, à travers les Chicanos, les Noirs et les Portoricains.

## II - Le stalinisme et le front

Pendant que les militants communistes étaient criblés de balles, leurs dirigeants participaient au gouvernement. Mais ce n'est pas la raison pour laquelle ils retournèrent dans l'opposition. Ils quittèrent le gouvernement, non pas parce que la droite ne leur laissait que la fosse des cimetières comme espace politique ; ni non plus sous la pression des masses. Nous y reviendrons.

Souvent la bureaucratie a suivi la ligne politique, apparemment suicidaire, de freiner ou trahir une révolution, au prix de sa propre liquidation. C'est ce qu'elle a fait fondamentalement, pendant la guerre civile espagnole. Pourquoi l'URSS ne donna pas tout son appui ? Pourquoi les staliens espagnols, du gouvernement qu'ils partageaient avec la bourgeoisie, consacraient tous leurs efforts à assassiner les anarchistes et à empêcher que les ouvriers, là où ils prenaient le pouvoir, exproprièrent les usines et se distribuent les terres ?

Staline préféra la victoire de Franco et le renforcement de Hitler, avec lesquels il fit ensuite un pacte. Il préféra tout risquer, jusqu'à la source de son pouvoir, l'URSS, contre laquelle Hitler se tourna plus tard. Finalement, il préféra négocier, puis lutter avec le

nazisme, plutôt que de faciliter la victoire de la révolution dans la guerre espagnole, ce qui aurait changé le cours de l'histoire.

Le stalinisme revendique encore avec satisfaction son action en Espagne et tire fierté du massacre épouvantable de ses militants. Mais si la révolution avait triomphé, le parti stalinien se trouverait dans un état pire encore, il n'existerait peut-être même plus.

Dans une crise révolutionnaire, comme celle d'Espagne ou celle du Salvador, le raisonnement bureaucratique est purement contre-révolutionnaire. Il n'a pas le même problème que la bourgeoisie. Celle-ci étant une classe sociale, elle est mûe par la loi économique de la recherche du profit. Et souvent cette recherche immédiate entre en conflit avec ses intérêts politiques historiques.

La bureaucratie, par contre, n'est pas une classe. C'est une excroissance du mouvement ouvrier qui agit, en temps de crise, purement et simplement contre la révolution.

Avec le fascisme, elle aura plus de possibilités de s'entendre, comme l'a fait le PC d'Espagne. Mais avec les masses triomphantes, cela lui est beaucoup plus difficile. De telle sorte que le PCS a fait un froid calcul bureaucratique. Il a contemplé ses morts d'une manière

impavide, comme Mao et Khrouchtchev face aux 600 000 communistes assassinés en Indonésie, il enterra ceux qu'il pouvait et raisonna ainsi : où vaut-il mieux être maintenant ? Dans ou hors de la junte ?

Les masses continuaient de combattre. Malgré l'offensive contre-révolutionnaire, la lutte s'était polarisée et la guérilla était forte. Les staliens résolurent alors de quitter la junte, en maintenant évidemment leur orientation contre-révolutionnaire, car la crise salvadorienne continuait dans toute son intensité. Ils sortirent de la junte « officielle » pour former une « junte d'opposition », soutenant le même programme « maoïste ». En avril 1980, après avoir formé une coordination, ils s'unirent à toute l'opposition politique dans le FDR. Majano resta en dehors, à égale distance entre les deux « juntes ».

Quelques mois plus tard, le FDR s'unifia aux organisations guérilléristes et ainsi se forma le FDR-FMLN. Pendant ce temps, le stalinisme cherche à convaincre la guérilla de modifier son programme, en lui enlevant tout vestige révolutionnaire de liquidation de la junte et de l'armée. Finalement, les combattants finirent par accepter cette formulation « l'opposition est ouverte au dialogue et à une solution politique

# guerre ?

(...) Les Etats-Unis et la junte militaire démocrate-chrétienne s'efforcent de faire durer la lutte armée et rejettent tout dialogue. » (Déclarations du responsables des Affaires étrangères du FDR à Washington. AFP du 20 mars 1980).

## La guerre de positions

Une analyse des tactiques militaires employées par la guérilla depuis la formation du FDR-FMLN, démontre que, même à ce niveau, le PCS a pesé sur son orientation.

Le 10 janvier 1981, après une longue préparation largement annoncée, le FDR-FMLN lance l'« offensive finale ». La guérilla a abandonné sa tactique défensive antérieure pour passer à une guerre de positions, supposée « finale ». Apparemment, cela semble en pleine contradiction avec l'objectif contre-révolutionnaire. Il n'en est rien.

Il ne pouvait échapper aux services de Moscou et de La Havane que la guérilla n'avait ni les forces ni la préparation nécessaires pour défaire l'armée, à un moment où, en plus, celle-ci était à l'offensive et que les groupes fascistes étaient maîtres de la capitale. L'enthousiasme des masses avait augmenté avec l'unité contre la junte, mais elle entraînait contradictoirement la perte de leurs organisations et de leurs dirigeants syndicaux.

L'« offensive finale » ressemblait à celles, similaires, que le stalinisme lança dans la guerre d'Espagne : elle sema le scepticisme dans les masses. La grève générale qui devait l'accompagner ne fut pas préparée et échoua. Les invasions guérilléristes largement annoncées ne se produisirent pas. Le soulèvement

de Majano et des officiers non plus. L'« offensive finale » fut une combinaison de la perfidie politique stalinienne et de l'ingénuité des guérilleros. Elle n'eut rien de « final », au point que rapidement ils en changèrent le nom pour l'appeler « générale ». Ce fut un échec militaire et politique qui démoralisa les masses et sema la confusion parmi les combattants eux-mêmes. Par contre, elle servit de moyen de pression pour ouvrir les négociations. C'est pour cela qu'elle cadre parfaitement avec le plan stalinien.

droit élémentaire d'armer les combattants pendant que l'impérialisme arme la contre-révolution. Aucun n'appelle à la solidarité, ni ne réclame le front unique international des organisations guérilléristes et révolutionnaires. Tous ont fait le silence, tous ont oublié le « Che » et sa vision continentale de la lutte : « Faire, un, deux, trois, de nombreux Vietnam, en Amérique. »

de Majano et des officiers non plus. L'« offensive finale » fut une combinaison de la perfidie politique stalinienne et de l'ingénuité des guérilleros. Elle n'eut rien de « final », au point que rapidement ils en changèrent le nom pour l'appeler « générale ». Ce fut un échec militaire et politique qui démoralisa les masses et sema la confusion parmi les combattants eux-mêmes. Par contre, elle servit de moyen de pression pour ouvrir les négociations. C'est pour cela qu'elle cadre parfaitement avec le plan stalinien.

droit élémentaire d'armer les combattants pendant que l'impérialisme arme la contre-révolution. Aucun n'appelle à la solidarité, ni ne réclame le front unique international des organisations guérilléristes et révolutionnaires. Tous ont fait le silence, tous ont oublié le « Che » et sa vision continentale de la lutte : « Faire, un, deux, trois, de nombreux Vietnam, en Amérique. »

## IV - Le réalisme de la politique des trotskystes

Nous ne nous opposons pas par principe à des négociations. Elles font partie de la lutte des classes. Nous savons que dans les conditions d'équilibre militaire qui existent au Salvador, la négociation ne pourra pas apporter la victoire. Nous ne l'attendons pas et nous ne le demandons pas. Mais la « solution politique » qui se prépare, produit de la politique contre-révolutionnaire du stalinisme et du castrisme, et des hésitations de la guérilla nationaliste petite-bourgeoise, conduit à une autre trahison, au soutien d'un autre Majano (au même peut-être ?) et à « pacifier » la vague révolutionnaire centre-américaine, en commençant par désarmer les combattants.

Nous, trotskystes, nous avons gagné le droit de faire cette dénonciation car, avec un important secteur de la guérilla salvadorienne, nous avons été ceux qui ont lutté contre la « solution Majano » il y a deux ans. Et parce que nous soutenons la politique de la Fédération des Etats socialistes d'Amérique centrale. C'est la seule et unique possibilité contre le plan global de l'impérialisme. Face à l'action combinée des armées de la région et du continent, nous opposons le front unique des organisations de

guérilla et révolutionnaires de la région. C'est la voie de notre renforcement dans ces pays et du triomphe de chaque lutte nationale. Ainsi se révélerait au Nicaragua, l'enthousiasme des masses héroïques qui ont commencé, par leur victoire, l'étape actuelle révolutionnaire. Elles iraient plus loin, expropriant l'oligarchie et l'impérialisme, et elles, seraient en condition d'appeler Cuba à une fédération socialiste. Ce serait un soutien formidable pour les combattants de tous les autres pays.

Aucun combattant honnête ne peut nier que les trahisons et les capitulations qui mènent au Salvador aux « solutions » de type Majano, avec la même confusion, la même division et fragmentation de la lutte, sont la tragédie de la révolution centre-américaine. Contre cela, nous opposons l'appui inconditionnel aux combattants et l'appel au front unique, à l'unité pour la lutte, dans la perspective de la Fédération des Etats socialistes de l'Amérique centrale. C'est la seule politique réaliste possible.

Aucun combattant honnête ne peut nier que les trahisons et les capitulations qui mènent au Salvador aux « solutions » de type Majano, avec la même confusion, la même division et fragmentation de la lutte, sont la tragédie de la révolution centre-américaine. Contre cela, nous opposons l'appui inconditionnel aux combattants et l'appel au front unique, à l'unité pour la lutte, dans la perspective de la Fédération des Etats socialistes de l'Amérique centrale. C'est la seule politique réaliste possible.

Aucun combattant honnête ne peut nier que les trahisons et les capitulations qui mènent au Salvador aux « solutions » de type Majano, avec la même confusion, la même division et fragmentation de la lutte, sont la tragédie de la révolution centre-américaine. Contre cela, nous opposons l'appui inconditionnel aux combattants et l'appel au front unique, à l'unité pour la lutte, dans la perspective de la Fédération des Etats socialistes de l'Amérique centrale. C'est la seule politique réaliste possible.

Hernan Cuello

## III - La négociation actuelle

Un mois après les lamentations sur le fait que les USA et la junte « refusent tout dialogue », celui-ci a commencé. Est-ce un changement subit ? Pas pour le PC qui l'a toujours voulu. Peut-être pour la junte et l'impérialisme ? Non plus ; nous allons le voir.

## Equilibre militaire

La contre-révolution n'a pas pu écraser le mouvement des masses et dérouter la guérilla, malgré l'échec de l'« offensive finale ». La junte, entourée de conseillers américains et israéliens et appliquant des techniques génocides, ne peut pas balayer les positions des guérilleros, ni prévenir les sabotages et les embuscades. Ils confessent qu'il leur est impossible de « nettoyer » Morazan, San Vicente, Cerro Guadalupe et Chalatenango.

Le vice-président Abdul Gutierrez, un des plus grands assassins, a affirmé : « Nous avons la capacité d'isoler les guérilleros, mais peu à peu, car cette guerre n'est pas une affaire simple. » (AFP du 23 mars 1980).

Le 3 avril, l'envoyé de l'AFP résumait : « La situation militaire (...) ne peut pas être débloquée rapidement vers l'un ou l'autre camp (...) Les soutiens extérieurs ne permettent pas d'incliner la balance de manière décisive... »

## Une révolution sous-continentale

Mais, avec l'équilibre, il y a un facteur international décisif qui œuvre d'une façon contraignante : l'importance de ces 20 000 km<sup>2</sup> de sol salvadorien qui, dans d'autres régions ne préoccuperait pas l'impérialisme, grandit du fait que c'est au cœur de l'Amérique centrale.

Comme nous le signalons dans l'article ci-contre, le Salvador est intimement uni aux autres cinq pays de l'Amérique centrale. Sa révolution, aujourd'hui, est le point le plus haut du processus révolutionnaire centre-américain, qui ne fait qu'un, et qui a fait un saut qualitatif avec le Nicaragua en 1979. C'est là que la révolution ouvrière a commencé et elle s'est répercutée au Salvador, et aussi dans la relance des luttes anti-impérialistes au Panama, dans la montée des masses au Guatemala et dans la

crise de la dictature du Honduras et du régime costaricain.

Le Salvador, isolé, serait beaucoup moins important que le Vietnam. Mais l'Amérique centrale en armes serait le dernier Vietnam des USA.

Le processus révolutionnaire actuel en Amérique centrale est une terrible menace — économique, stratégique et politique — pour l'impérialisme. Avec ce que représente l'Amérique centrale, les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre qu'une situation comme celle du Salvador s'étende. Déjà, ils ne peuvent pas l'écraser. Ils s'efforcent donc de la circonscire et de négocier avec chaque foyer révolutionnaire, séparé, en essayant d'imposer le principe qu'ils ne s'aident pas entre eux.

Tout indique que pendant les massacres, alors qu'un accord paraissait impossible ; au moment où la junte ne parlait qu'avec des mitrailleuses ; quand Carter, puis Reagan fermèrent le poing et envoyèrent de l'argent, des armes et des conseillers ; quand le département d'Etat américain publia le « livre blanc » sur l'« infiltration » cubano-soviétique », qu'il faisait un chantage à la faim sur le Nicaragua, et fournissait en armes les contre-révolutionnaires cubains de Floride et du Honduras, l'impérialisme et la junte ne fermèrent jamais la porte aux négociations. C'est pour cela qu'ils libèrent Majano.

La dureté contre-révolutionnaire n'a pas suffi à écraser le processus révolutionnaire, mais elle leur sert à imposer, avec la collaboration des dirigeants de ce processus, la négociation cas par cas et la « balkhanisation » de la révolution.

Le stalinisme, le castrisme et le sandinisme acceptent l'exigence principale de l'impérialisme.

La commandante Ana Maria, membre de la direction du FMLN, a déclaré à San José : « Nous, révolutionnaires, comprenons la négociation comme une bataille de plus et nous contribuons avec elle à la pacification de la région, pour éviter que le conflit ne s'étende. »

Arrêtés sur une vague qui débordait par tous les pays d'Amérique centrale, les dirigeants vont négocier au Salvador « pour éviter que le conflit ne s'étende ». Si cela n'est pas un accord contre-révolutionnaire, quel nom lui donner alors ?

Le FSLN fait de même. Comment répond-il au chantage impérialiste ? Les USA répondent pour lui : « Il n'y a pas d'indices de mouvements armés à travers le Nicaragua pendant les deux dernières semaines. » (herald Tribune du 6 avril 1981). De plus, le sandinisme a entamé des négociations avec les partis bourgeois et les impérialistes de leur



... la résistance ouvrière et populaire : entre eux, il ne peut y avoir ni « accord », ni « solution politique »

Nicaragua

# Le sandinisme appelle à l'union

«Les membres de la junte nicaraguayenne sont tombés d'accord, mercredi à Managua, avec une délégation du Congrès américain sur la nécessité d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Pendant trois heures, les membres de la junte, Sergio Ramirez, Daniel Ortega et Rafael Cordoba ont eu une discussion agitée avec Thomas Eagleton, Michael Barnes et Christopher Dodd (...). Le dialogue a été si vif que les journalistes crurent quelques fois que les américains allaient quitter la salle.» (AFP, 22/4/81)

La dépêche illustre très bien la difficulté des négociations qui se déroulent en ce moment à Managua. Dans notre numéro antérieur, l'article de Roberto Ramirez signalait que l'impérialisme a monté, comme pièce maîtresse de son plan centro-américain, un dispositif de chantage contre le Nicaragua. Il s'est proposé, au moyen de l'étouffement financier, du harcèlement armé des *gusanos*, conjugués à la pression des forces bourgeoises du pays, de faire souscrire en première ligne le gouvernement sandiniste à l'accord contre-révolutionnaire régional. Cela signifie donc qu'il doit soutenir la «pacification» de la zone et, au niveau interne, augmenter les concessions politiques et économiques à la bourgeoisie, en

garantissant le «pluralisme».

La junte sandiniste criera et discutera beaucoup, nous n'en doutons pas. Mais l'important, pour les marxistes, c'est d'apprécier si elle cède à la pression ou si elle est prête à rompre avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Dans notre analyse antérieure, nous montrons les symptômes et les évidences du fait que la direction petite bourgeoise du sandinisme, en accord avec celles du stalinisme et du castrisme, était disposée à passer cet accord contre-révolutionnaire.

Aujourd'hui, malheureusement, de nouveaux faits le confirment.

### Le sandinisme se tourne vers l'unité avec Robelo

«Un dialogue positif qui crée des conditions pour que soient réintégrés dans l'unité de toute la nation les partis minoritaires qui, jusqu'à maintenant, n'ont pas pris un engagement décisif pour les intérêts populaires et la défense nationale, a eu lieu hier au ministère de l'Intérieur, comme produit d'une initiative patriotique impulsée par le FSLN.» (Barricada du 1-4-81).

L'«initiative patriotique» n'est rien de moins que de faire appel aux «partis minoritaires», c'est-à-dire à la bourgeoisie. Toutes les forces patronales qui dirigent le COSEP

(Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée) et qui s'exprime à travers le quotidien *La Prensa*. Parmi eux, le Mouvement Démocratique Nationaliste de Robelo, ex-membre de la junte sandiniste qui, aujourd'hui, dirige l'opposition bourgeoise et pro-impérialiste, «vend-la-patrie»

comme l'appelle le sandinisme.

Cette réunion était-elle pour leur annoncer que, en réponse à leur chantage, on allait leur exproprier les moyens de production qu'ils contrôlent (80 % de la production agricole, 75 % de la production industrielle et 45 % des services)?

Le commandant Carrion qui, avec Bayardo Arce a conduit la négociation, s'est chargé de dissiper tous les doutes : «Le commandant Carrion a souligné qu'une attitude positive des secteurs qui, jusqu'à présent, ont été contre le processus révolutionnaire, serait de renforcer

## Torrijos ne se trompe pas...

Notre polémique avec le SU et nos divergences avec beaucoup de jeunes qui font confiance au sandinisme ne concernent pas les masses nicaraguayennes, ni l'importance historique de leur révolution. Nous mettons notre confiance et nos espoirs dans les masses et dans l'approfondissement de la révolution ouvrière qui a commencé. Notre divergence porte sur la question faut-il soutenir le mouvement petit bourgeois sandiniste, ou non, pour atteindre cet objectif? Le SU répond oui, et renonce à construire un parti révolutionnaire dans cette région. Beaucoup de jeunes aussi sont disposés à donner cette confiance. Mais alors que pour le SU la cause en est la révision du trotskysme, qui l'amène à adopter des positions opportunistes et contre-révolutionnaires, pour les jeunes, il s'agit d'un manque d'informations et une ignorance de ce qui se passe au Nicaragua et en Amérique centrale. C'est ce qui les amène à attribuer le mérite de la lutte des masses à leurs dirigeants, sans noter les hésitations de ces derniers, ni leurs fréquentes attitudes anti-révolutionnaires, de frein, comme celles d'aujourd'hui.

Nous donnons ici quelques informations nécessaires pour une évaluation correcte du sandinisme. Mais nous n'avons pas besoin de parler nous-mêmes, laissons la parole à Torrijos, l'«homme fort» de Panama.

Le général Torrijos se consacre à la recherche de voies réformatrices qui évitent la révolution, et à négocier, au nom de la bourgeoisie panaméenne, avec l'impérialisme. C'est pour nous, un ennemi de classe. Ce qui ne veut pas dire que ce ne soit pas un bon politique. Il nous donne sa définition du sandinisme. Nous pensons qu'il ne se trompe pas. Et même le FSLN semble être d'accord avec son analyse, puisqu'il la reproduit sans commentaires, dans *Barricada* du 27 février.

venir, le commandant de la Garde nationale de Panama souligne que le processus de changement est irréversible, encore qu'il puisse se produire quelques reculs provisoires.

L'Amérique centrale, dit-il, change tous les jours. Et il n'y a pas de force capable d'arrêter ce processus. La force des peuples ne peut pas être arrêtée. Nous devons faire en sorte que les peuples agissent avec modération et maturité le jour où ils prennent le pouvoir. Il faut qu'il y ait un dialogue.

### ...ET ROBELO NON PLUS

Encore moins que Torrijos, Robelo ne peut se tromper.

Ce riche propriétaire terrien du Nicaragua devint ministre du gouvernement sandiniste. Il sortit plus tard du gouvernement et forma le principal parti bourgeois d'opposition.

Il vient récemment d'être rappelé par le FSLN.

Selon une information de *La Nación* de San José, Robelo a déclaré à Managua, le 7 mai 1980 : «... dans le perpétuel harcèlement des sandinistes contre le gouvernement américain, il y a une part de responsabilité dans l'attitude du gouvernement des Etats-Unis.»

«Le dirigeant expliqua que s'il est vrai que les Etats-Unis accusent le gouvernement sandiniste de servir de pont pour le transport des armes à destination de la guérilla salvadorienne je ne connais aucune preuve sérieuse justifiant cette accusation des Etats-Unis contre le Nicaragua. Cependant, il indiqua qu'il avait effectivement constaté que le Front Sandiniste apporte un soutien massif et publicitaire à la lutte des guérilleros salvadoriens, ce qui a pu provoqué des accusations de fait.»

«Il a observé que ce soutien publicitaire et massif s'est accentué en décembre 1980 et en janvier et février de cette année. Cependant, Robelo espère que le problème de la suspension de l'aide des Etats-Unis au Nicaragua sera résolu avec la nomination de Arturo Cruz comme ambassadeur de ce pays d'Amérique centrale auprès de la Maison Blanche : «Je sais que Arturo Cruz a eu une participation importante dans la solution du conflit entre le gouvernement du Nicaragua et la compagnie bananière américaine Standard Fruit, et j'estime donc qu'il contribuera aussi à la reprise de l'aide américaine suspendue aujourd'hui au Nicaragua.»

«Dans un interview publiée par la revue *Cuadernos del Tercer Mundo*, dans son dernier numéro, le commandant de la Garde Nationale de Panama signala que la victoire du Nicaragua et la géographie politique de l'Amérique centrale sont arrivées à un moment de changement.

Les forces armées ont détenu le pouvoir pendant longtemps. Il n'était déjà plus possible de maintenir cette situation. Le Pentagone et la Maison Blanche s'en rendirent compte et commencèrent à donner leur soutien et à nier la paternité de ces forces... les changements viennent avec plus de violence quand il y a plus de fascisme!

(...) Le peuple nicaraguayen perdit 50 000 morts, cependant, dit-il malgré ce coût social, elle a été la révolution la plus sage et la plus sérieuse. Alors que tout le monde croyait que cette jeunesse sandiniste allait se radicaliser, elle agit de manière différente, faisant une révolution avec des Habeas Corpus!

(...) Interrogé sur le fait s'il croyait qu'avec Reagan à la Maison Blanche la même ligne serait suivie, Torrijos a répondu qu'il croyait que c'était déjà une école. «Reagan ne peut pas prendre Somoza et le remettre dans son Bunker au Nicaragua. D'abord parce que Somoza n'est plus, et ensuite parce que historiquement, c'est impossible.»

Cependant, il affirma qu'il y a des pressions frontalières sur le gouvernement du Nicaragua car

«c'est un exemple et que les exemples sont limités» mais — ajouta-t-il — la révolution nicaraguayenne n'est pas exportée. La révolution court encore un certain risque au Nicaragua, particulièrement si les choses ne changent pas au Honduras, si elles ne changent pas au Salvador et au Guatemala, dit Torrijos, qui ajouta qu'il est possible de vivre avec un voisin hostile, mais qu'il n'est pas possible de dormir.»

(...) D'après lui, il se passe au Salvador une violente lutte de classes, avec cette différence que maintenant les deux camps sont armés et que la situation a atteint un point tel quelle s'est «libanisée».

Par ailleurs, le général Torrijos confirma que le risque d'intervention pendant la guerre au Nicaragua fut un risque réel, (...) mais que, grâce aux efforts de Panama, nous avons réussi avec Carlos Andrés Perez et Carazo Odio à faire qu'ils comprennent que le processus était irréversible.

Il révéla que le président Carter lui-même l'appela au téléphone pour lui dire d'enlever ses mains des affaires centro-américaines, et qu'il lui avait répondu qu'il fallait que tout le monde les enlève, en ajoutant d'un ton sans appel que la révolution au Nicaragua se ferait avec Carter ou sans Carter.

Interrogé sur sa manière d'envisager l'avenir en Amérique Centrale pour les dix années à

**BARRICADA**  
ORGANO OFICIAL DEL FRENTE SANDINISTA DE LIBERACION NACIONAL

**Facundo Guardado libre en Panamá**

**En reunión con partidos burgueses FSLN plantea unidad para avanzar**

**Reagan se recupera Bush al frente del gobierno**

**Urdiles Ruiz denuncia ataques contra Nueva-Quigüa**

**Calurosa bienvenida en Ciudad Sandino**

**SIP alineada con el imperialismo**

**Otras víctimas de bandas de ex-GN**

# avec la bourgeoisie

les canaux institutionnels par leur intégration au Conseil d'Etat.» (souligné par nous). «*Carrion a révélé aussi qu'il y a eu des propositions conduisant à réviser le programme pour en élaborer un nouveau, qui serait soumis à la Direction nationale du FSLN (Barricada du 1-4-81).*

## Nous avançons à reculons

Le sandinisme prétend présenter cette grande négociation économique et politique avec la bourgeoisie, qu'il a continué par des réunions successives jusqu'à ces jours-ci, comme un recours «pour avancer». En tout cas, ce serait une avancée à reculons.

La bourgeoisie est en train de saboter la production. Elle ne réinvestit par ses profits et les retire du pays. Par conséquent, l'amener au Conseil d'Etat et rediscuter avec elle, selon son exigence, le plan économique, serait lui mettre dans les mains un canon pour renforcer encore sa position.

Le sandinisme a décrété que 1981 serait l'«année de la défense et de la production» et applique un plan d'«austérité et d'efficacité». L'austérité, c'est pour payer une dette extérieure de plus de 190 millions de dollars, contractée principalement par Somoza. Le plan prévoit une augmentation maximum des salaires de 20 % alors que le rythme de l'inflation est de 27 %. L'appauvrissement que cela occasionnerait pour les travailleurs, le sacrifice des masses, n'iraient pas à un Etat ouvrier mais aux capitalistes qui

continuent à être les maîtres du pays. Ce serait de la pure et simple exploitation capitaliste. Le programme ne prévoit pas de nouvelles expropriations et la propriété bourgeoise est protégée par la loi de Amparo et une législation qui punit les occupations d'usines et de terres, comme l'interruption et la diminution ouvrière de la production, «délits» qui entrent dans le cadre du sabotage.

Est-ce ce plan là que Robelo et les bourgeois vont «réviser» encore, et contrôler du Conseil d'Etat ou dans des réunions régulières au sommet du gouvernement ?

## Contrôle et répression des grèves

Pendant que les bourgeois et les congressistes américains, ainsi que l'ambassadeur de Carter, et de Reagan maintenant, Pezzullo rencontrent journalièrement la junte sandiniste, le mouvement ouvrier subit une autre réalité.

Les travailleurs ont commencé à découvrir que le ministère du Travail, qui décide dans tous les conflits, a l'habitude d'être un allié du patron. Et souvent un allié sans appel, car quand il décide l'illégalité d'une grève, d'habitude, c'est une décision qui est suivie de répression.

Les trotskystes comme les militants de Frente Obrero et d'autres «diviseurs», selon la définition sandiniste, sont les plus persécutés.

Par exemple, dans l'entreprise Ocal et Ocal SA, ils licencièrent 16 ouvriers. Les travailleurs occupèrent l'usine puis continuèrent par une grève de 23 jours. Le ministère

déclara la grève illégale et le chef de la police se rendit à l'entreprise pour tenter de faire cesser la lutte. Le patronat licencia 70 ouvriers de plus. Voici la version du journal sandiniste :

«*Bien que dans l'assemblée il y eut des éléments de la Ligue Marxiste Léniniste (trotskystes) qui essayèrent d'exploiter le cas de OCAL, ces manœuvres furent déjouées par la position ferme et décidée des travailleurs organisés. Le problème des licenciements des 86 ouvriers de OCAL étaient mis à profit par ces éléments. Rodrigo Ibarra et Bonifacio Miranda, de la Ligue, sont intervenus à plusieurs occasions dans le cours de l'assemblée. A chaque exposition ils ont essayé de dévier l'attention du problème central (le problème de l'OCAL) pour tenter de récupérer la lutte des camarades licenciés.*» (Barricada du 5-4-81).

Il faut signaler que, à cause de cette intervention, les camarades de la Ligue Marxiste Léniniste furent détenus pendant 24 heures le 7 avril.

La lecture de Barricada nous donne d'autres exemples similaires : «*L'inspecteur Général du Travail, René Cruz, a ratifié la décision du ministère du Travail déclarant illégale la grève et ne pas pouvoir répondre positivement aux revendications salariales.*» (des 200 ouvriers de la construction du Complexe National de la Santé) (5-4-81).

«*Grenade. Le procureur auxiliaire pénal de ce département, le Dr Marvin Meza a sollicité (...) qu'on le prenne comme partie dans le jugement en cours contre Ricardo José Ramon Reyes et Julio Mercedes Lopez, personnes qui, le 11 décembre de l'an passé, ont provoqué une grève dans les viviers de San Albino.*» (3-2).

«*Sabotage dans les Textiles du Nicaragua. Les travailleurs licenciés de la fabrique Textiles du Nicaragua, (...) ont reconnu devant une commission nommée pour étudier ce cas, qu'ils avaient baissé la production délibérément pour obtenir une augmentation de salaire.*» (5-2).

«*C'est une situation grave que sont en train de vivre les dirigeants du syndicat de Pepsi Cola, qui disent qu'ils reçoivent des coups de téléphone anonymes menaçant de mort. Ils ont signalé que ce problème est né à partir du moment où ils ont demandé des augmentations de salaire (...). Ce que nous demandons est juste, et même le gérant est d'accord, mais il dit qu'il ne les donnera que lorsque le ministère du Travail sera d'accord. Ils disent qu'ils ont remis un cahier de revendications au ministère du Travail mais la fonctionnaire Marta Quijano a dit qu'en juin leur demande serait reconsidérée.*» (Le Nuevo Diario du 24-4).

C'est là la réalité du Nicaragua aujourd'hui : le sandinisme contrôle fermement les masses pour les empêcher de lutter, tandis qu'il essaie de passer un pacte avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Hernan Cuello

## Chili

# La dictature est pire qu'un tremblement de terre



Une condamnation précise, un programme pour l'action antidictatoriale, un appel à l'unité ouvrière et populaire : le manifeste pour un premier mai unitaire, lancé conjointement par la Gauche socialiste et la Ligue ouvrière bolchevique, exprime avec force la voix de la résistance. C'est déjà, en soi, une raison pour le reproduire ici, mais il y a aussi une autre raison : dans le concert des disputes et des déchirements sectaires — mis à profit et stimulés par le stalinisme — qui marque la gauche chilienne, ce manifeste montre une volonté de s'engager dans l'unité des deux organisations marxistes révolutionnaires, qu'il nous faut donner en exemple.

«*Nous approchons de la commémoration d'un autre 1<sup>er</sup> mai, le huitième sous la dictature militaire, presque le centième depuis que la II<sup>e</sup> Internationale décida de le transformer en fête internationale pour la journée de huit heures.*

Depuis, les travailleurs du monde entier — par-dessus les frontières — se sont unifiés pour lutter sur leurs revendications et contre l'oppression capitaliste. Cependant, en 1981, les travailleurs continuent à lutter pour des revendications semblables à celles de leurs précurseurs. Les salaires de misère, la surexploitation, le chômage sont la réalité quotidienne de millions d'exploités. Mais le capitalisme décadent, en pleine décomposition, réserve des attaques encore plus grandes contre les masses. Seule sa destruction, par l'action unie des travailleurs du monde entier, amènera la paix sur la terre. Sinon, le capitalisme continuera à rogner les conquêtes ouvrières qui ont été arrachées par tant de luttes et d'efforts. Notre pays en est un exemple très clair : la dictature qui nous gouverne nous a tout volé.»

Le manifeste montre que, contre cette tendance régressive des gouvernements capitalistes et des bureaucraties parasitaires des Etats ouvriers, se lève une immense vague révolutionnaire qui fait de cette étape «la plus révolutionnaire qu'ait connue l'humanité». Une vague conduite aujourd'hui par les ouvriers polonais, qu'ils soutiennent totalement. Revenant sur le Chili, le manifeste continue :

## Pour le renversement de la dictature

«*Dans notre pays, il est de tradition que, au cours de chaque gouvernement, se produise un tremblement de terre. Sous cette dictature militaire, nous n'avons pas eu à subir cette calamité naturelle ; cependant, l'explication en est simple : un tremblement de terre a été produit par la dictature elle-même, un tremblement d'une telle intensité qu'il dépasse tous les autres. Avant celui-ci, les autres paraissaient un jeu d'enfant. De Arica à Puntas Arenas, tout a changé.*

Pour la dictature et les groupes économiques, toute cette destruction a été bénéfique pour le pays. C'est là une opinion très particulière, car les 12 millions de Chiliens ne sont pas d'accord.»

La déclaration rappelle ensuite la campagne mensongère du gouvernement qui prétend changer le noir en blanc, et y répond ainsi :

«*Ils ne pourront pas convaincre les travailleurs de la justesse du plan laboral (1) ; alors qu'il pose mille limites à l'organisation syndicale, alors que les négociations collectives ne servent qu'à faire baisser les salaires et renier les conquêtes, comme cela se passe actuellement avec les ouvriers de El Teniente. Quand l'argent du budget passe dans les poches des capitalistes. Quand sont fermées les sources d'activité du secteur*

suite page 61

## Honduras

# Naissance d'une organisation étudiante révolutionnaire

La Ligue étudiante révolutionnaire est née le 11 mars de cette année, au feu des luttes des étudiants contre la politique de destruction du système éducatif appliquée par le gouvernement «militaro-constitutionnel».

Des étudiants de l'institut nocturne Hibueras et de Intaese ont lancé une grève avec occupation qui s'est réalisée dans quatre collèges de la capitale : les deux déjà mentionnés et ceux d'Abelardo Fortin et Aguilar Paez. Elles ont eu lieu du 2 au 13 mars et ont posé comme exigence la satisfaction du cahier de revendications élaboré par la FESE (Fédération des étudiants du secondaire) et présenté au ministère de l'Education. Des militants du Groupe Marxiste-Révolutionnaire — organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale (CI) — orientèrent l'action et discutèrent avec la base des étudiants la proposition de mobilisation : impulser la grève nationale unitaire des enseignants et des étudiants pour inclure les revendications de l'INTAE dans le cahier des enseignants. Les étudiants en discutèrent et approuvèrent cette politique comme la voie correcte pour la mobilisation générale de tous les collèges de Tegucigalpa, grève avec occupation et demandant aux syndicats la solidarité avec les enseignants et les élèves.

La Ligue étudiante révolutionnaire (LER) s'est constituée à un moment

favorable, coïncidant avec la réactivation des masses dans de nombreux secteurs et quand le plan d'austérité du dictateur Policarpo Garcia est rejeté par les travailleurs.

LER soutient, précisément, «*que les revendications étudiantes sont l'expression directe des revendications générales des travailleurs et de tous les opprimés du pays.*»

## La campagne pour la Pologne

Sur la situation en Pologne, les camarades de la LER ont mené une campagne d'information avec des forums de discussion invitant tous les secteurs organisés dans les universités et les collèges nocturnes, ainsi que les syndicats des autres secteurs. Pendant cette campagne, les camarades se sont heurtés à des provocations montées par le Parti communiste qui essayait d'empêcher que s'étende la solidarité avec les ouvriers polonais. Le PC a recouru à toutes les méthodes d'intimidation : diffamations, accusations d'«extrémistes», «terroristes» dans la presse bourgeoise, dénonciation aux autorités administratives, etc.

Nous saluons nos nouveaux camarades de la LER et la lutte qu'ils ont initiée, comme partie de la révolution centro-américaine.

Filiberto Lautaro

Chili

# La dictature est pire qu'un tremblement de terre



Plébiscite du 11 septembre dernier : une fraude scandaleuse qui n'a pu cacher l'opposition populaire.

(suivez de la page 5)

d'Etat comme du secteur privé, augmentant ainsi le volume du chômage. Quand l'enseignement — à tous les niveaux — est détruit et transformé en une institution pour les enfants de riches. Quand les collèges professionnels sont dissous. Quand, enfin, il n'existe pas de liberté d'expression, de légalité des partis politiques et de la CUT (2) (Centrale unique des travailleurs), et quand, au contraire, le peuple est persécuté implacablement, avec le maintien des détentions, relégations et expulsions, et pire encore, le maintien du silence criminel sur les prisonniers politiques "disparus".

Quand la dictature a "consulté" le peuple, elle l'a fait sur la base de l'intimidation et du chantage, sur des mécanismes antidémocratiques comme nous n'en avons jamais connus. Dans cette consultation, seul court le cheval du gouvernement. C'est ce qui s'est passé avec le plébiscite (3) par lequel la dictature nous a gratifiés de la "Constitution de la liberté", sanctifiant et "légalisant" ainsi la faim et la répression contre les travailleurs et le peuple.

Les choses sont donc claires : il n'y a pas d'autre issue que le renversement de la dictature. Tant qu'elle continuera à gouverner, nous irons de mal en pis. Nous sentons sur nos épaules le poids de ces huit années d'opprobre pour tirer cette conclusion élémentaire.

Mais la dictature ne va pas s'en aller par les arguments "convaincants" de l'opposition démocratique bourgeoise, ni par ses bonnes manières, ni même par le bruit de mille bombes posées en même temps par les actions de l'ultra (4). L'histoire a montré que la dictature se moque de ces conseils et qu'elle profite des actions ultras pour mieux réprimer encore. Ce n'est pas par des paroles persuasives que la dictature s'en ira, ce sera par la force de la mobilisation démocratique et révolutionnaire des travailleurs et du peuple pour imposer une Assemblée constituante libre et souveraine qui fonctionnera sur les débris de la dictature et dont le premier acte révolutionnaire sera l'abrogation de la Constitution et des lois imposées par la dictature.

## Pour un 1<sup>er</sup> mai unitaire et la reconstruction de la CUT

« Mais, pour lutter contre la dictature avec succès, il est nécessaire que nous,

les travailleurs, nous unifiions dans nos propres rangs. La dictature tire profit de notre désunion et c'est ce qui lui permet de continuer à agir impunément.

Défilons, pour ce premier mai, en nous appuyant sur la grève de El Teniente et de Caletones, contre la menace imminente de la fermeture de Panal (5) et donc contre les prochains licenciements massifs. Les ouvriers de ces deux secteurs sont devenus le symbole de l'unité car ils se sont solidarisés au cours de la lutte. C'est le chemin que doit suivre le reste du mouvement ouvrier.

Dans quelques jours c'est le 1<sup>er</sup> mai, nous, travailleurs, devons célébrer cette date tous unis. Il ne doit pas se reproduire ce qui s'est passé l'an dernier, quand il y a eu deux rassemblements distincts, comme si les travailleurs étaient distincts et devaient s'affronter à des ennemis différents. Tous les travailleurs ont les mêmes problèmes et affrontent le même ennemi !

Cette semaine ont eu lieu des réunions unitaires entre la CNS, la CEPCH, le Groupe des Dix, le FUT et le dirigeant Clotario Blest, pour organiser un rassemblement unique le 1<sup>er</sup> mai. »

Le manifeste signale certaines limitations de telles réunions, mais montre l'importance énorme du fait que se prépare une action commune, et appelle à y participer :

« D'abord, cette action doit être une manifestation ouvrière solidaire de la grève des travailleurs du cuivre et contre la fermeture de Panal. Ensuite, de cette manifestation, doivent surgir des tâches concrètes qui commencent à rendre effective l'unité syndicale. Il faut en finir avec l'unité ponctuelle et les compromis. Le rassemblement du 1<sup>er</sup> mai ne doit pas se terminer sans que soit décidée la constitution d'un Comité pour la reconstruction de la CUT, ou qu'importe le nom, qui soit composé du FUT, du CNS, du CEPCH, du Groupe des Dix, de la CTC, etc., Clotario Blest et de tous les dirigeants ouvriers qui, sans être liés à aucun des courants existants, luttent effectivement pour l'unité des travailleurs. Un tel comité donnera une vie nouvelle à la réorganisation des usines et des bureaux du secteur public comme du secteur privé. Il donnera une vie nouvelle aux luttes étudiantes et démocratiques. »

La déclaration de la LOB et IS explique ensuite que cela serait l'avancée qui permettrait le développement de comités de base, aptes à accélérer la réorganisation, pour la solidarité et la mobilisation, chose que ne font pas les courants actuels qui "veulent chacun diriger pour leur propre compte", ni les ultragauches partisans de réunir seulement une élite. L'unité syndicale serait aussi un levier formidable pour accélérer le développement et la centralisation de toutes les luttes et revendications contre la dictature.

« Nos organisations sont fières de participer aux tâches de l'unification des travailleurs et du peuple contre la dictature. Mais, parmi ces tâches, nous luttons sans relâche pour construire le parti révolutionnaire dont les travailleurs chiliens ont besoin pour le présent et pour les combats futurs. L'expérience de l'Unité populaire nous a donné une grande leçon. Nous avons été défaits car il n'y avait pas de parti pour nous conduire à la victoire. Il manquait le parti de la révolution ouvrière, de la révolution socialiste. Les directions des partis ouvriers, particulièrement du PC et du PS, ne peuvent échapper à cette responsabilité. C'est l'aile gauche du socialisme chilien (les ouvriers d'avant-garde qui ont participé aux Cordons industriels et aux Conseils communaux élus (6) par la base des PC, PS, MAPU, MIR, etc.) qui a fait les plus grands efforts pour se transformer en direction. Elle a participé d'une manière décisive à la construction des cordons industriels et des conseils communaux paysans, élus par la base, elle a lutté pour l'unité des ouvriers sans bourgeois, elle a combattu héroïquement le 11 septembre. Cette expérience doit devenir programme et organisation politique. Nous formerons ce parti, reprenant la tradition du mouvement ouvrier chilien, des premiers groupes socialistes chiliens, du Parti ouvrier socialiste (POS) de Recabarren, de tous les ouvriers qui se réclament du socialisme et qui, pendant l'Unité populaire, ont participé centralement à la formation des Cordons industriels et des Conseils communaux paysans élus par la base, jusqu'à la nouvelle génération qui se réclame du socialisme et qui est née pendant ces années

## Pour la formation d'un parti révolutionnaire

de lutte contre la dictature qui nous gouverne. Nous formerons ce parti avec tous ceux qui sont convaincus que la seule issue pour le Chili et pour le monde entier est la révolution socialiste, et convaincus que pour cela il faut construire une Internationale révolutionnaire.

Nous formerons ce parti, nous qui sommes convaincus que les travailleurs doivent avoir leur propre politique indépendante des bourgeois et des militaires "progressistes", qui se cachent sous cette apparence quand les travailleurs commencent à bouger.

Nous formerons ce parti avec tous ceux qui sont convaincus que le mouvement ouvrier chilien et ses alliés n'atteindront pas leurs objectifs par des actions individuelles, élitistes, coupées des masses — que ce soient des actions armées de propagande, des incendies ou des expropriations. Les formes de lutte ne seront ni inventées, ni impulsées par magie ou par de très bons propagandistes d'expériences lointaines. Les travailleurs chiliens ont leur propre expérience et leur propre histoire, et c'est celle-ci qui est la source à laquelle seront tirés les enseignements nécessaires pour poursuivre la lutte d'aujourd'hui. Cela ne veut pas dire que les travailleurs chiliens ignoreront les leçons des expériences du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale, mais ce qui est indiscutable, c'est qu'ils les passeront au crible de leur histoire et de leurs traditions.

Enfin, nous formerons ce parti avec tous les secteurs qui se rendent compte que les organisations traditionnelles de la gauche chilienne continuent leur politique de capitulation, qu'ils n'ont rien appris du passé et qu'ils insistent sur les mêmes orientations, sur celles qui ont amené à la tragédie du 11 septembre. Nous t'invitons à rentrer dans nos rangs ! Pour un 1<sup>er</sup> mai unitaire ! Solidarité avec la grève de El Teniente, Caletones et les travailleurs de Panal ! Formons des comités pour la reconstruction de la CUT ! Pour la formation du parti révolutionnaire des travailleurs chiliens dont nous avons besoin ! A bas la dictature ! Pour une Assemblée constituante libre et souveraine ! »

(1) Le plan laboral est un décret de 1973 réglementant et remplaçant un précédent "judicial", il "autorise" les grèves, mais par plus de 50 % des ouvriers, mais après 60 jours, "légalement", il doit accepter l'offre patronale ou quitter son emploi. Le patronat est autorisé à contracter du nouveau personnel pendant le conflit et à faire des lock out. Le paiement des parts de grève est interdit.

(2) L'organisation historique du mouvement ouvrier chilien est la CUT — fondée en 1953 — mise en illégalité par le gouvernement avec les principales fédérations qui la composaient. Mais peu à peu le mouvement ouvrier s'est réorganisé et a gagné des forces. Ce processus est loin d'avoir réorganisé et imposé la CUT, il est encore très en deca des possibilités immédiates et des exigences pressantes pour l'unité posées par les grèves au Chili. Le sectarisme des dirigeants maintient de nombreux groupes syndicaux, dont les rivalités ne font que porter préjudice aux masses : la Coordination nationale syndicale, dominée par le PC, la confédération des employés du Chili, le Groupe des Dix influencé par la DC, le Front uni des travailleurs, affilié à la CLAT, l'importante confédération du cuivre, qui n'a pas pu être contrôlée ni divisée par le gouvernement, Clotario Blest est un dirigeant historique, probablement le plus connu et le plus prestigieux, président de la CUT pendant les six premières années de son existence et symbole de la continuité du mouvement syndical pendant ces moments difficiles. Il représente un pôle unitaire d'attraction. C'est lui qui a dit publiquement : « Quand la CUT était unie, aucun militaire n'osait toucher à un travailleur ! »

(3) Le 11 septembre 1980, Pinochet a fait approuver, par un plébiscite dépourvu de toute garantie démocratique, une nouvelle Constitution et un statut provisoire qui octroient les pleins pouvoirs au dictateur pour 9 ans et lui permettent de postuler de nouveau au poste de candidat... Le projet a été publié seulement un mois avant la consultation, et l'état de siège, comme l'interdiction de l'activité politique, ont été maintenus. Malgré cela, une importante agitation contre la dictature s'est développée, profitant de l'interstice laissé à la démocratie chrétienne, pour manifester son opposition à la Constitution. Les hésitations de la gauche durèrent jusqu'au dernier moment, mais finalement la DC et une grande partie de la gauche et le mouvement ouvrier appelèrent à voter non. Malgré la fraude et les intimidations, plus de 30 % se sont manifestés contre (il faut préciser que les bulletins blancs étaient considérés comme oui).

(4) La démocratie chrétienne a participé au coup d'Etat contre le gouvernement de l'Unité populaire, mais, plus tard, elle s'est distancée progressivement du régime. Quelques-uns de ses dirigeants ont été poursuivis et Frei a été la figure publique représentant le rejet de la Constitution. Mais, comme il a été clairement exprimé à ce moment-là, il ne cherche pas à renverser le dictateur mais à arriver à un accord avec les forces armées pour ouvrir une transition civilo-militaire. Par ailleurs, les actions terroristes, qui ont gagné en ampleur cette dernière année, sont revendiquées par le MIR et encouragées par le Parti communiste lui-même, à partir du célèbre discours de Corvalán, fin 1980 ! Bien entendu, cela ne change pas d'un pouce la politique conciliatrice et impuissante des stalinien chiliens et ne favorise pas l'action des masses. Cela fait seulement du bruit et un peu de fumée, pendant qu'ils continuent à s'agenouiller devant la DC pour qu'elle les accepte comme alliés.

(5) Les travailleurs de El Teniente et ceux des Fonderies de Caletones constituent la colonne vertébrale du secteur minier. Leur mobilisation n'est pas importante seulement parce qu'elle touche la principale industrie du pays, mais aussi parce qu'elle a été, en 1977, celle qui a ouvert le passage à un stade supérieur de la résistance ouvrière, grâce à leur longue grève. Les travailleurs du textile de Panal, qui déjà l'année dernière ont été obligés de se mettre en grève pour de meilleures salaires et d'autres revendications, sont aujourd'hui pratiquement licenciés, car le patronat a décidé de transférer l'entreprise dans une autre ville.

(6) Les Cordons industriels et les Conseils communaux ont surgi quand la tension de la lutte des classes, avant le coup d'Etat de Pinochet, a donné lieu à une situation de double pouvoir. En effet, malgré le manque de centralisation et le sabotage constant des dirigeants réformistes et surtout du PC, les cordons et les conseils regroupèrent les représentants directs des secteurs les plus avancés du mouvement de masse, exprimant et imposant un pouvoir effectif et opposé à celui de l'Etat bourgeois. Plus tard, ils seront massacrés par l'armée.

(7) La Gauche socialiste est la section chilienne de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » (voir Correspondance internationale, avril 1981, Chili : le trotskisme s'unifie).

La Ligue ouvrière bolchevique, fondée en 1978, se revendique de la reconstruction de l'Internationale, mais n'est qu'un nombre de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) ».

Gauche socialiste - Ligue ouvrière bolchevique (7)

Bolivie

# La junte sous la pression de Reagan

Le colonel Luis Arce Gomez fut nommé ministre de l'Intérieur immédiatement après le coup d'Etat militaire du 17 juillet 1980, grâce au rôle important qu'il joua à la tête de bandes armées paramilitaires en se chargeant de la persécution et de l'assassinat de nombreux dirigeants.

« Nous allons rester au pouvoir jusqu'à ce que naisse une nouvelle génération de Boliviens qui ne soit pas contaminée par le communisme » a dit ce ministre, expliquant ainsi la mission que se fixait la junte militaire présidée par le général Luis Garcia Meza. Et pourtant, les événements qui se sont produits en Bolivie n'ont fait que contrarier de tels projets. La crise qu'a connue la junte dès les premiers mois de 1981 en est la preuve évidente, et cette crise s'est exprimée en avril dernier, notamment, à travers les fortes contradictions qui opposèrent Garcia Meza et le général Banzer.

Le trafic de la cocaïne, entièrement protégé par le gouvernement, a provoqué un scandale qui est venu

augmenter le discrédit international de la dictature. Par ailleurs, le terrorisme des forces armées et des bandes parallèles n'a pas réussi à écraser complètement la classe ouvrière.

Lors des derniers événements, la pression que le gouvernement Reagan a maintenue l'ace à la junte, et pres- que dans les mêmes termes que son prédécesseur, a été décisive. Les Etats-Unis ont reculé à plusieurs reprises leur reconnaissance diplomatique de la junte, et ont en même temps mis en œuvre différents mécanismes pour amener Garcia Meza à modifier la composition de son gouvernement. La pression a été poussée jusqu'à imposer la démission du tout-puissant Arce Gomez, bras droit du coup d'Etat du 17 juillet.

Banzer est maintenant placé au centre de la scène politique, en une semi-opposition à Meza, et apparaît comme le candidat de Washington capable d'assurer la stabilisation du pays au moyen d'un régime de transition civilo-militaire.

risme avec le Conseil national législatif (CONAL) furent particulièrement significatifs. Cet organisme fut chargé de rédiger une Constitution et d'élaborer un plan économique. Dernièrement, avec l'entrée au gouvernement de civils, partisans de l'ex-dictateur, semblait s'ouvrir la voie à une alliance jouissant d'une « meilleure image » pour aller vers la stabilisation. Pour Garcia Meza, l'accord passé avec Banzer devait prendre en compte que l'ex-dictateur dispose d'un appareil politique, l'Alliance démocratique nationale, qui, aux dernières élections, obtint 15 % des suffrages, et jouit d'une certaine influence dans les milieux officiels et auprès de la bourgeoisie de Santa Cruz.

Le premier signe de la crise fut donné par le soulèvement qui eut lieu le 17 mars au collège militaire de l'armée. Les cadets se soulevèrent contre le nouveau commandant, l'ex-ministre Arce Gomez, en faisant leur drapeau des dénonciations de l'émission *60 minutes* qui venaient d'être largement diffusées à La Paz. « Arce le fou » a donc dû se retirer de l'armée ainsi que tous les autres militaires dénoncés dans l'émission. Mais plus graves encore furent les tensions qui allèrent en s'accroissant entre Banzer et Garcia Meza, et qui les amenèrent au bord de la rupture. Là encore, il faut remonter le chemin jusqu'à Washington. Banzer fit un voyage aux Etats-Unis en tant que porte-parole de la junte afin de négocier la reconnaissance. A son retour, à la mi-mars, la première chose qu'il fit fut d'annoncer son intention de se porter candidat lors d'une prochaine élection.

« Les forces armées doivent commencer à étudier une réforme politique qui permette d'éliminer les difficultés rencontrées au cours des précédentes élections. » (Bolivia, *Informacion y analisis* n° 5). Plusieurs semaines après la discussion engagée par Banzer, et comme expression de toutes ces frictions internes, la crise gagna le CONAL à la suite de la démission des six civils partisans de l'Alliance démocratique nationale. Ces derniers temps, les manifestations de la crise prenaient la forme de rumeurs continuelles de conspirations, d'arrestation de Natush ou encore de négociations ou d'affrontements entre Garcia Meza et Banzer. Tous ces éléments constituent en définitive les symptômes d'une profonde fissuration de l'unité des forces armées, c'est-à-dire de l'unique support dont pouvait se prévaloir la dictature.

## La carte de l'impérialisme, c'est Banzer

La crise de la junte présidée par Garcia Meza n'est autre que l'expression de l'incapacité d'un gouvernement discrédité à se stabiliser avec ses méthodes de

terreur. La dictature n'a pas réussi à écraser le mouvement ouvrier — malgré la défaite qu'elle lui imposa —, ainsi que le démontra la grève des mineurs qui éclata en novembre à Huanuni, Catavi et Siglo XX, et comme le démontre également la grève de 48 heures réalisée en janvier en riposte aux décrets économiques d'austérité. Mais, comme nous l'avons montré dans cet article, la politique de Reagan est essentielle pour comprendre les récents événements.

En ce qui concerne les pressions exercées sur la junte, il faut remarquer une certaine continuité avec les mesures de Carter. Quand Reagan arriva au pouvoir, le discrédit de la dictature était à son point maximal et le gouvernement Garcia-Arce Gomez n'entraîna pas dans cette curieuse catégorie de « droite responsable » que les idéologues du Pentagone revendiquent face à la menace de la révolution. La junte bolivienne ajouta un autre ingrédient piquant à ses difficiles relations diplomatiques avec Washington : ses relations diplomatiques avec l'URSS. La dictature argentine, qui est en train de se faire épauler par le Kremlin, parraina l'opération afin que la bureaucratie allège un peu la lourde situation d'isolement dans laquelle se trouvent ses amis de la junte bolivienne. Il s'agit là d'un point sensible, qui pèse d'une certaine manière car, dans la ligne de Reagan, il est question de contrecarrer ces relations qui ont permis à l'URSS de passer des accords avec des dictatures comme celle de Videla.

Pour Reagan comme pour la bourgeoisie bolivienne, c'est Banzer, valet inconditionnel de l'impérialisme, qui constitue la carte du moment. Ce général leur offre une perspective plus cohérente. Pour le moment, Banzer fait leur jeu tout en maintenant les liens avec la dictature. Par exemple, par la présence de ses amis dans différents ministères. Et, d'un autre côté, en se présentant comme force d'opposition dans la perspective de nouvelles élections, et en apparaissant comme le moindre mal. L'ex-dictateur est prêt à investir dans les deux opérations. C'est pour cela que, lors de sa visite aux Etats-Unis, il déclara : « Il fallait bien que quelqu'un prenne le pouvoir, et les militaires constituent la seule institution permanente dans notre pays. » Et, au sujet de son rôle personnel, il ajouta : « Une fois je suis entré par la fenêtre (1971), maintenant je veux entrer par la porte. » (Bolivia, *Informacion y analisis* n° 5).

Pour le mouvement ouvrier il n'y a qu'une seule perspective : l'organisation de la résistance pour battre la dictature. Cette perspective est forte de la tradition et de la longue expérience des mineurs et du prolétariat boliviens.

Camilo J.

## Un nouveau cabinet face à Reagan

Le premier signe institutionnel de la nouvelle phase dans laquelle est entrée la dictature a été le changement de cabinet intervenu le 26 février. En même temps qu'Arce Gomez, d'autres ministres ont été démissionnés, parmi lesquels le colonel Aria Coca, ministre de l'Education. En fait, le dictateur changeait les fonctions de ceux qui s'étaient le plus compromis dans la répression et qui étaient trop connus internationalement pour leurs liens avec le trafic de la cocaïne.

Parmi les nouveaux ministres se trouvent deux civils largement connus pour leurs liens avec le général Banzer, munis d'une réputation de « modérés ». L'un d'eux, Mario Rolon, avait été ambassadeur de Bolivie auprès des Nations Unies pendant la dictature de Banzer ; et l'autre, Jorge Tamayo, avait été candidat à la vice-présidence avec Banzer, en 1980, et maintenait depuis des liens avec le FMI.

Ce qui est significatif, c'est qu'il s'agit d'un changement destiné à satisfaire la pression de Reagan. Mais tout cela est contradictoire avec l'espoir que nourrissait la junte et qu'elle-même alimentait, à savoir que « l'appui » des Etats-Unis « à des gouvernements autoritaires amis » concernerait également le régime de Garcia Meza et Arce Gomez. Le président de la sous-commission du Sénat américain sur l'aide à l'extérieur, le sénateur Jesse Helms, avait alimenté cette illusion en envoyant en décembre dernier un message de félicitations à Garcia Meza.

## Le gouvernement de la cocaïne et de la terreur

Paradoxalement, selon un article publié dans le quotidien espagnol *El Pais* du 23 avril 1981, « ce fut le sénateur ultradroitier Jesse Helms lui-même qui informa le président Garcia Meza qu'il devenait nécessaire de se débarrasser de Arce Gomez avant de penser à une reconnaissance des Etats-Unis ».

De cette manière, Jesse Helms confirmait l'effet produit en Amérique du Nord par la campagne, commencée en juillet, contre le « gouvernement de la cocaïne ».

Le magazine *Newsweek* rendit public la vaste enquête réalisée par le Département de contrôle de la drogue (DEA), qui fournissait les preuves irréfutables des liens entre les dirigeants de la junte et le trafic de la cocaïne. Ces dénonciations atteignent les proportions d'un scandale international, le 1<sup>er</sup> mars, avec l'émission télévisée *60 minutes* de la chaîne CBS, émission qui jouit d'une audience de 80 millions de téléspectateurs. A l'émission *60 minutes*, le sénateur Gus Deconcini, membre de la sous-commission du Sénat sur l'aide extérieure, et le journaliste Mike Wallace montrèrent et exposèrent de nombreux faits. Le plus remarquable est certainement l'opération montée par le DEA en mai 1980. Des agents de cet organisme, en se faisant passer pour des trafiquants, achetèrent une gigantesque cargaison de cocaïne. C'est de cette manière qu'ont pu être complètement découverts, entre autres, le général Echeverria, commandant de l'armée de Santa Cruz, le colonel Coca, ministre de l'Education, et Arce Gomez lui-même,

ministre de l'Intérieur. De tels faits ont permis à *Newsweek* d'affirmer : « Garcia Meza a pris le pouvoir le 17 juillet dernier par un coup d'Etat aidé et financé par les magnats boliviens de la cocaïne. » (...) « Pour la première fois dans l'histoire, les trafiquants sont sortis de l'ombre et se sont achetés un gouvernement. » (*Newsweek*, 9 février 1981). Le ministre de l'Intérieur, depuis le coup d'Etat de juillet, centralisait tous les fils du réseau de la contrebande ainsi que les groupes paramilitaires chargés de semer la terreur sous la protection du couvre-feu qui, jusqu'à présent, est encore imposé.

Cette situation a valu à la dictature des motions de censure aux Nations Unies et l'envoi de commissions d'enquête qui rendent compte de la situation ainsi que de la disparition de près de 100 personnes.

Enfin le « prestige » de la junte atteint son niveau le plus bas à l'échelle internationale à la suite de l'assassinat de neuf dirigeants du MIR, le 15 janvier, à La Paz. L'action fut réalisée par deux cents hommes, aussi bien membres des forces armées que des bandes paramilitaires.

## Dans la crise économique, le FMI fait pression

Pour l'impérialisme aussi bien que pour les pays du Pacte andin, un pays dirigé par des militaires directement compromis dans la contrebande et complètement discrédités n'offre aucune garantie de cohérence capitaliste, de respect des engagements internationaux, aucune garantie de pouvoir éviter de plus grands déséquilibres intérieurs.

C'est ce qui fit savoir le FMI au gouvernement bolivien lors des négociations sur le financement de la dette, négociations qui eurent lieu à la fin de l'année dernière et au cours des premiers mois de 1981. Il n'est pas exagéré de dire que l'oxygène de la junte est administré par le FMI. Toutes les tran-

sactions avec des groupes capitalistes ont pour trame ses exigences.

Les militaires boliviens ont le problème d'une dette extérieure de près de 3 800 millions de dollars, ce qui signifie des remboursements annuels équivalents à un tiers des exportations. En décembre, ils réussirent à faire repousser le paiement de 170 millions de dollars jusqu'au mois d'avril. Ne pas respecter ce délai signifierait devoir payer immédiatement 900 millions de dollars que le gouvernement devrait emprunter à la Banque nord-américaine. Obtenir des garanties de crédits de la part du FMI est donc devenu une nécessité vitale. Aussi le général Garcia Meza a dû accepter les demandes du FMI, supprimer les diverses subventions, ouvrir les importations et présenter un plan d'austérité.

Les résultats furent immédiats : « Hausse du prix de l'essence (140 %), de l'électricité (100 %), du pain (100 %). Objectif : économiser 200 millions de dollars. » (*Le Monde* du 26 mars 1981). Mais toutes ces mesures ne suffisent pas à rassurer le FMI. Ce fut seulement le changement de cabinet et la nomination de personnalités connues du FMI qui permit d'arriver à un accord. A la fin du mois de mars, la société de conseil nord-américaine Salomon Brothers affirme que la Bolivie « obtiendra un délai de trois à sept ans dans le paiement de sa dette extérieure » (*Bolivia semanal* n° 5).

## La crise dans l'armée

Malgré la démission de Arce Gomez et les modifications successives au gouvernement, Garcia Meza n'a pas encore définitivement solutionné le problème des relations avec les Etats-Unis, car, en revanche, il vient de rompre le difficile équilibre qu'il avait établi dans l'armée. Le coup d'Etat de juillet 1980, à la différence de celui de Natush, avait réussi au début à unifier toutes les forces armées. En ce sens, les liens du banzé-



La Paz : l'avenir de la dictature est écrit sur les murs : « Militaires assassins, à la lanterne ! »

Brésil

# La lutte pour la légalisation du Parti des travailleurs

par Jorge Adamastor

Aujourd'hui, les travailleurs brésiliens ont une tâche prioritaire : intensifier la construction du Parti des travailleurs (PT) et arracher sa légalisation définitive (1). Pour la première fois depuis des dizaines d'années, le prolétariat brésilien a, à portée de main, la possibilité de mettre sur pied un parti politique à lui, un parti de masse, indépendant de la bourgeoisie, un parti dont l'existence légale aura été imposée par les masses. Et tout cela à la barbe même du régime qui met tout en œuvre pour empêcher que cela se fasse, car il s'agit en effet d'un pas décisif dans la lutte contre la dictature militaire au pouvoir depuis 1964.

Pourtant, malgré tout son potentiel de combat, malgré le fait qu'il est le fruit direct de la montée du prolétariat, le fruit des grandes mobilisations et grèves qui se sont déroulées au cours de ces trois dernières années, malgré le fait qu'il dispose de la sympathie de secteurs grandissants du prolétariat, le PT se trouve confronté à un nombre incalculable de difficultés pour se faire légaliser et se constituer un grand parti indépendant.

Ces difficultés peuvent être surmontées, et elles le seront sans aucun doute mais pour l'instant, elles sont là. Et il est important d'en indiquer les origines.

En premier lieu, il y a les récentes attaques du régime, attaques face aux-

quelles les masses exploitées et opprimées n'ont pas pu organiser de riposte énergique.

A cela il faut ajouter la politique du stalinisme dirigée directement contre la construction d'un parti indépendant, étant donné que le Parti communiste brésilien reste à l'intérieur du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) (2) et fait tout ce qu'il peut pour porter des coups au PT.

## Les attaques du régime militaire

Selon les recommandations du Fonds monétaire international (FMI), le régime dirigé par le général Figueiredo essaie d'imposer, bien que de manière relativement mesurée, une politique de récession économique. Cela signifie une augmentation très importante du nombre des chômeurs, la diminution des salaires et la réduction de la journée de travail (avec perte de salaire).

Parallèlement à cette offensive, le gouvernement cherche à utiliser en permanence la loi de sécurité nationale, LNS (3) afin de pouvoir attaquer les travailleurs et leurs dirigeants, en particulier ceux du Parti des travailleurs. Lula, le plus prestigieux dirigeant syndical du pays, président du PT, est condamné à trois ans et demi de prison ; d'autres dirigeants du parti sont également menacés.

Au cours de ces dernières années, la grève des ouvriers métallurgistes d'ABC — la plus forte concentration ouvrière du Grand Sao Paulo — fit trembler tout l'appareil de la dictature. On s'attendait, dès lors, à une riposte vigoureuse des masses à toutes les attaques du pouvoir, mais, finalement, la grève n'eut pas lieu. Il convient également de signaler que les étudiants ne se sont pas non plus mis en grève illimitée, grève qui avait été prévue pour le 7 avril. Celle-ci a été bloquée par leurs propres dirigeants, en particulier les stalinien et leurs agents.

La situation est donc marquée, d'un côté, par le fait que la dictature, essayant de reprendre le contrôle de la scène politique, cherche à détruire les conquêtes que les travailleurs ont arrachées par leurs luttes au cours de ces trois dernières années ; et, d'un autre côté, par le fait que le prolétariat, qui cherche à centraliser ses luttes, a marqué un temps d'arrêt. Il ne s'agit évidemment pas d'un renversement complet de la situation. Les travailleurs n'ont pas reculé dans leur offensive, et la croissance du PT, en dépit de tous les obstacles rencontrés, en est la preuve évidente.

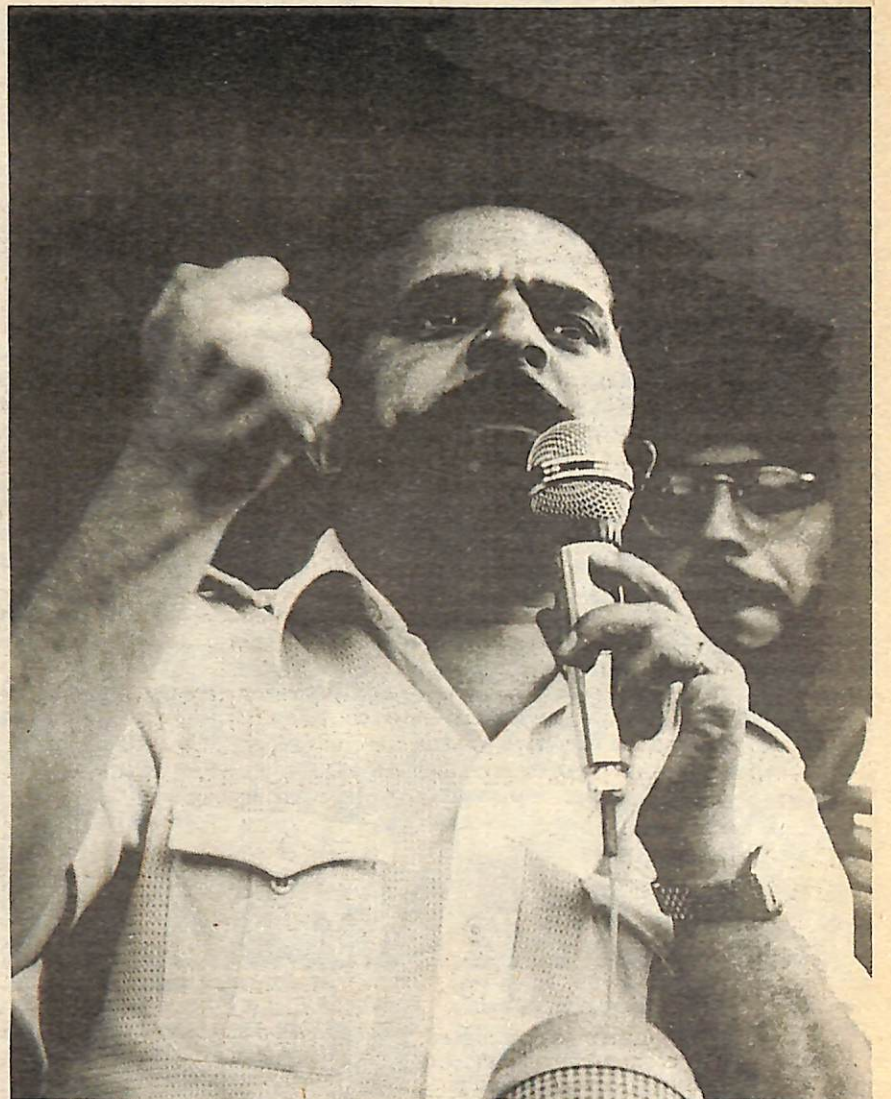
## Le Parti des travailleurs peut surmonter les obstacles

L'action répressive de la dictature et la législation arbitraire s'unissent pour barrer la voie à l'organisation des travailleurs dans leur parti. L'« opposition » bourgeoise, de son côté, avec l'appui inestimable du stalinisme, préconise la fameuse « Union des opposi-

tions » (4). C'est-à-dire que le PT devrait abandonner la perspective d'intervenir dans les élections générales, prévues pour 1982, et appuyer les partis de la bourgeoisie. Et cela sous prétexte que le PT « est inviable ».

Mais la situation générale se reflète également à l'intérieur du parti, avec en particulier les attaques des ennemis de l'indépendance politique des travailleurs. Plusieurs démissions, qui se produisirent ces dernières semaines, suffirent à le démontrer. Vanderly Farias, membre de la direction élue par la première réunion nationale qui s'est tenue il y a moins d'un an, abandonna le parti, entraînant derrière lui quelques militants de l'Etat de Paraíba. Le prétexte utilisé pour passer au PMDB était que le PT ne luttait pas pour imposer une Assemblée constituante. Mais le véritable objectif était d'enrayer le travail pour la légalisation du parti dans cet Etat, comme l'expliqua plus tard Jaco Bittar, secrétaire général du PT : « Sous le prétexte de divergences politiques », ce que certains membres du parti prétendaient faire, « c'est effectivement de saboter l'organisation et la progression du parti. » A son tour, Lula expliqua : « Ce qui s'est passé, c'est que ces camarades, qui ne s'étaient jamais préoccupés de voir la classe ouvrière s'organiser, sont partis parce que la classe travailleuse ne veut pas être un instrument. Elle veut marcher sur ses propres jambes. Il ne s'est passé en fait rien d'autre qu'une séparation de classes. Ces camarades se sentaient mal à côté des travailleurs et ils ont préféré choisir l'action commune avec les libéraux. » Divers parlementaires carriéristes s'en allèrent également, qui étaient entrés au parti pensant trouver un bon tremplin pour leurs intérêts personnels. Ce fut le cas de Jao Cunha et de Nelson Aguiar. Il est clair pour tout le monde que Vanderly a agi en infiltré et en saboteur, et qu'il y en a encore d'autres comme lui dans le PT, liés à des groupuscules pro-stalinien et au PCB lui-même. En plus de tout cela, il faut ajouter le problème que constitue l'activité à l'intérieur du parti de groupes centristes qui conçoivent le PT non comme un parti, mais comme un « front ». La seule activité de ces groupes consiste à essayer de s'emparer de l'appareil. Certes, ces « péteistes » ne sont pas majoritaires, mais, accrochés à l'appareil comme ils le sont, ils peuvent retarder la construction du parti.

Les marxistes qui interviennent à l'intérieur du PT combattent résolument pour sa construction. Ils ont, de ce fait, une grande responsabilité. Leurs efforts dans la lutte pour la légalisation, dans la campagne politique contre la loi de sécurité nationale et pour l'annulation des peines prononcées contre Lula et les autres syndicalistes, ces efforts devront redoubler encore. Si le PT n'arrache pas sa légalisation, cela constituera une défaite pour l'ensemble des travailleurs et provoquera sans aucun doute une démolition politique. Le plus grave, si la légalisation n'est pas obtenue, c'est que les travailleurs seront



Lula, le président du P.T. : il a été condamné à trois ans et demi de prison.

à nouveau privés de leur parti politique pour combattre la dictature militaire. Ce qui est en jeu, c'est le sort du prolétariat brésilien. Tout indique que, en surmontant les difficultés présentes, le prolétariat vaincra.

(1) La législation brésilienne est particulièrement restrictive et antidémocratique. Pour être légalisé, un parti doit d'abord obtenir son enregistrement provisoire, chose que le PT a déjà faite. Il doit ensuite satisfaire à de nombreuses exigences, comme celle qui consiste à regrouper un certain pourcentage de l'ensemble des citoyens inscrits sur les listes électorales dans 20 % des municipalités, et dans pas moins de neuf Etats !

(2) Le PMDB regroupe la majorité de

l'ancien MDB. En son sein se trouvent réunis : une grande partie de l'opposition bourgeoise, le PCB, le MR-8 (groupe stalinien) et d'autres encore.

(3) La loi de sécurité nationale constitue la clé de voûte de la législation répressive brésilienne. Grâce à cette loi, la grande grève d'ABC a été déclarée illégale, puis réprimée ; les syndicalistes qui la dirigeaient ont été condamnés.

(4) L'Union des oppositions est la proposition que font conjointement la bourgeoisie et le stalinisme afin de présenter des candidats communs de toute l'« opposition » aux élections prévues pour 1982... Mais le but réel de cette orientation est de faire pression pour obtenir la dissolution du PT au sein du PMDB.

## Des pas vers la légalisation

Au début du mois d'avril, le secrétariat national d'organisation du Parti du travail (PT) informait que le PT pourrait se légaliser dans douze Etats, c'est-à-dire trois de plus que le minimum exigé par la loi.

Ces Etats seraient : Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Sao Paulo, Espirito Santo, Minas Gerais, Mato Grosso do Sul, Goiás, Acre, Amazonas, Piauí et Maranhão, malgré les immenses difficultés que présentent les Etats de Sao Paulo et Minas Gerais du fait de la grande quantité de municipalités qu'ils comprennent.

Toujours d'après le secrétariat, il existe aussi de grandes possibilités à Ceara et Rio Grande do Norte.

Ces données démontrent que le PT peut vivre, mais cela ne prouve pas qu'il sera facile d'atteindre l'objectif.

Comme l'a signalé le journal *O Trabalho* du 15 avril : « Il est fondamental de faire de grands efforts au cours des dernières semaines, car les conventions municipales et de district se réuniront le 21 juin. »

J.A.



Légalisation du P.T. : ce sont les masses qui l'imposeront.

## Les stalinien contre le P.T.

En 1965, après un an de dictature militaire, le gouvernement promulgua une loi autorisant la création de « partis politiques ». C'est ainsi que sont apparus l'Alliance renouvancière nationale (ARENA) et le Mouvement démocratique brésilien (MDB). Il devait revenir au MDB le rôle d'« opposition » et à l'ARENA celui de parti « officiel ».

Le Parti communiste brésilien, non sans perdre certains courants qui se jetèrent ensuite tête baissée dans la guérilla, décida d'entrer complètement dans le MDB, essayant de donner vie à ce « parti » et jouant son rôle dans la farce que tentait de monter la dictature. Il n'y a d'ailleurs aucun doute à avoir sur l'importance de la collaboration du PC au cours de ces dernières années. Sous la pression constante des travailleurs, la dictature militaire engagea, début 1980, une réforme concernant les partis politiques. Il s'agissait d'en finir avec le bipartisme, tout en laissant quelques portes ouvertes pour l'organisation d'autres partis bourgeois afin que, modifiant quelque peu la façade, tout reste exactement en l'état.

Mais il se produisit quelque chose que la « réforme » ne prévoyait pas : les travailleurs, qui avaient poursuivi leur propre mouvement, commencèrent à construire, eux aussi, leur propre parti.

Le PT utilisa la brèche qui venait de s'ouvrir, mais cela ne faisait évidemment pas partie des plans du régime. De ceux du PCB non plus, d'ailleurs, qui commença à expliquer que la « réforme » était une arme de la dictature pour essayer de diviser l'opposition en plusieurs partis et que, face à cela, les travailleurs devaient rester dans le MDB (ou l'actuel PMDB). La raison de cette position est simple. De toute évidence, les stalinien se trouvaient très bien à l'intérieur du même parti que la bourgeoisie, se contentant d'occuper quelques postes et de contrôler des secteurs de l'appareil. Ils savent très bien que la bourgeoisie a besoin d'eux pour contrôler les travailleurs et que cette tâche deviendrait impossible avec l'apparition d'un parti ouvrier indépendant. Mais les travailleurs ne firent pas cas des appels du PCB et s'engagèrent réellement dans la construction de leur parti indépendant. Le PCB non seulement continua d'avancer aux côtés de la bourgeoisie en défense du régime militaire, mais en plus il commença à expliquer que le PT était un parti de division et à l'attaquer de l'intérieur même du mouvement ouvrier. Tel est le petit service accordé par le stalinisme au dictateur Figueiredo. Un petit service qui va jusqu'à combattre le PT de l'intérieur même du nouveau parti. Quelques-uns de leurs agents proclament avec insistance qu'il faut l'« union des oppositions », et ils s'attachent en même temps à empêcher la croissance du PT. Cela s'était déjà produit au cours de la première rencontre nationale du parti, rencontre au cours de laquelle les stalinien se déclarèrent opposés à la lutte pour une centrale syndicale indépendante de l'Etat, et proposèrent que se forme un parti de « toute la société » et non plus celui des travailleurs.

Au Brésil, le stalinisme est loin d'être majoritaire au sein du mouvement ouvrier. Mais cela ne l'empêche pas d'être un ennemi juré du PT. Pour ce faire, il ne voit d'ailleurs aucun inconvénient à collaborer avec la dictature pour empêcher que ce parti grandisse.

Jorge Adamastor



Venezuela

# Le grand Venezuela, c'est fini !

par Miguel Lamas

Il y a cinq ans à peine, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie vénézuéliennes connaissaient la « fièvre du pétrole ». Le boom économique, produit de l'augmentation des prix du pétrole, se poursuivait jusqu'en 1978. Le produit national brut doublait en quatre ans. Un tel bond économique n'a pourtant pas transformé le Venezuela en pays « développé ». Au contraire, les contradictions structurelles en ont été profondément accentuées. Le caractère semi-colonial du pays constitua tout de suite un « plafond » à ce développement colossal et artificiel. En effet, les importations furent multipliées par quatre et l'industrie se rendit chaque jour plus dépendante de la technique étrangère, des machines étrangères et même des techniciens étrangers. Au sein de l'appareil d'Etat, il se forma une bureaucratie corrompue d'un million de fonctionnaires.

L'industrie vénézuélienne a toujours été aidée financièrement par la rente pétrolière ; or, malgré cela, les coûts industriels ont augmenté de manière constante. Le Pacte andin, au lieu de solutionner le problème de l'étroitesse du marché intérieur, agit en fait comme voie de contagion de la crise.

## Les Chicago boys arrivent au Venezuela

La récession mondiale commencée en 1973 ne se fit sentir que plus tard au Venezuela. Le gouvernement de Luis Herrera Campins (parti COPEI, démocrate-chrétien) prétendit mener la tâche d'adaptation du pays à la nouvelle situation de l'économie mondiale. Les premières mesures de Herrera Campins, en 1979, quand il arriva au pouvoir, furent la baisse des taxes, la suppression des secours sociaux et la libération des prix. Les résultats furent conformes à ce qu'on attendait : inflation, augmentation du chômage, faillites des entreprises insuffisamment compétitives. La grande difficulté que rencontra Luis Herrera, c'était de faire appliquer un plan économique ouvertement réactionnaire par un régime démocratique bourgeois et en présence d'un mouvement ouvrier sorti renforcé du boom économique.

## Début de la fin du « Pacte »

La démocratie bourgeoise vénézuélienne fut établie, à la chute de la dictature de Perez Jimenez, en 1958, dans le cadre d'un accord appelé « Pacte de Punto Fijo », par lequel les partis bourgeois procédèrent à une sorte de répartition des pouvoirs et des actions communes à mener contre toute montée des masses. Ce cadre institutionnel se trouve aujourd'hui profondément miné.

Au sein des principaux partis bourgeois, les luttes de clans se multiplient et deviennent souvent des affrontements

de bandes armées. En même temps, les relations entre Action démocratique (parti bourgeois lié à la social-démocratie) et COPEI (démocrate-chrétien) se sont détériorées au point d'en arriver à un boycott d'Action démocratique au Parlement, en 1979. Cette dégradation accentuée du cadre politique de la bourgeoisie laisse prévoir des affrontements divers et de nombreuses transformations.

## Résistance ouvrière et populaire

Les illusions populaires causées par les promesses démagogiques du COPEI se sont vite évanouies : en trois ans, l'inflation a atteint 25 %, le chômage a dépassé 7 % et la croissance économique a été zéro au cours des deux dernières années.

Pendant la forte opposition d'Action démocratique aux aspects libre-échangistes de la politique de Luis Herrera, la centrale des travailleurs du Venezuela (CTV) appela en octobre 1979 à une mobilisation pour faire approuver un projet de loi d'augmentation des salaires. La mobilisation à Caracas s'avéra être la plus forte de l'histoire du mouvement ouvrier depuis la chute de Perez Jimenez, en 1958. L'échec du gouvernement était évident et, pour éviter la grève générale, il fut obligé d'approuver la loi d'augmentation des salaires.

Cette défaite retarda considérablement les plans de la bourgeoisie. Les 30 % d'augmentation obtenus neutrali-

sèrent en partie la détérioration du salaire réel et donna à la classe ouvrière une grande confiance en ses propres forces. Plus tard, les conflits partiels se multiplièrent à l'occasion des négociations des conventions collectives. Le plus important d'entre eux fut celui qui amena les 25 000 ouvriers du textile à réaliser une grève de quarante jours. Bien qu'elle ne permit d'obtenir qu'une légère augmentation et qu'elle fut conduite à une semi-défaite, cette grève fut très importante car c'était la première fois qu'elle était réalisée par une branche industrielle complète.

En plus des ouvriers du textile, les étudiants se mobilisèrent pour l'augmentation du budget universitaire (marche de 20 000 étudiants dans Caracas), les paysans aussi (manifestation avec 1 500 tracteurs) pour le paiement des dettes du gouvernement à leur égard, les ouvriers des ports, des postes, etc.

Après la grande mobilisation de 1979, par la suite, la CTV a toujours essayé d'éviter toute mobilisation nationale de la classe ouvrière et la dynamique de grève générale qu'elle pouvait ouvrir. Pendant la grève du textile, elle fit un travail de briseur de grève. Cependant, l'offensive capitaliste contre le salaire réel et contre les emplois appelle nécessairement une réponse, et ce, même de la part de la bureaucratie syndicale si elle ne veut pas perdre rapidement tout prestige à la base. Elle devra tenir compte du fait qu'au cours des dernières années, d'importants secteurs du mouvement ouvrier ont rompu avec Action démocratique, élisant des directions de gauche.

## La « zone du fer » chauffe

La « zone du fer » représente l'une des pointes avancées du développement capitaliste des dernières années dans l'Etat de Bolivar. Autour de la zone sidérurgique et des grandes constructions hydroélectriques, une nouvelle industrie vient de se former, qui regroupe 80 000 ouvriers.

Dans deux des plus grandes entreprises du pays, Sidor et Ferrominera, qui sont précisément installées dans cette zone, les conventions collectives sont actuellement en cours de négociation. Il semble qu'ici la situation s'oriente vers un conflit de grande portée, le gouvernement n'étant disposé à faire aucune

concession substantielle. De leur côté, les travailleurs exercent une forte pression sur la direction syndicale (à Sidor, elle est composée d'une coalition de groupes centristes, et à Ferrominera de dirigeants d'Action démocratique). Dans cette entreprise, un membre du comité exécutif du syndicat est militant du PST. Le PST, pour battre l'intransigeance du gouvernement, propose l'unification de tous les ouvriers des entreprises d'Etat de la région en une lutte commune — en premier lieu les ouvriers qui sont déjà en lutte — et de préparer la grève générale des travailleurs des usines d'Etat. Il est clair qu'un conflit dans la zone du fer aurait une portée nationale et constituerait une épreuve de force d'une très grande importance entre les classes, dans la situation actuelle.

## La gauche divisée

La gauche vénézuélienne est actuellement divisée par la question des élections de 1983. S'étant présentée unie à 20 % environ de l'électorat lors des élections municipales, elle n'est néanmoins pas capable de devenir une alternative de direction pour le mouvement ouvrier. La montée de la classe ouvrière et la crise du système de domination de la bourgeoisie ont coïncidé, et ce n'est pas un hasard, avec la crise d'une grande partie de la gauche. Une gauche formée pour grande partie d'intellectuels, et sans liens profonds avec le mouvement ouvrier, ne peut pas s'adapter facilement aux changements sociaux qu'a connus le pays. Aujourd'hui, comme parti de gauche d'importance nationale et avec un certain poids de masse, il ne reste que le MAS.

Un large front qui a pour drapeau la candidature de Jose Vicente Rangel est en train de se structurer contre le MAS, avec des partis comme le MIR Americo, Causa roja, Vanguardia comunista (parti réformiste issu du Parti communiste vénézuélien), le PCV, etc. ; ils essaient de constituer un regroupement qui se projettera, disent-ils « au-delà de la gauche », en cherchant des alliances avec des partis bourgeois en décomposition tels que l'Union républicaine démocratique. Le MAS, pour sa part, s'apprête à lancer son propre candidat.

Evidemment, le processus de rupture avec la bourgeoisie, que des centaines de

milliers de Vénézuéliens ont vécu sur le terrain électoral, constitue un danger pour le système, même s'il a été canalisé par des organisations réformistes. Cependant, cette absence d'implantation de la gauche dans la classe ouvrière (dans presque aucune entreprise il n'existe d'organisation de base du MAS ou d'autres partis de gauche) la rend extrêmement faible. C'est pour cette raison qu'une formation de type front populaire sans autre poids que la figure de José Vicente Rangel peut effectivement diviser ce courant socialiste qui se constitue depuis 1973.

## A la veille de grands événements

Le cadre politique décrit plus haut nous montre que la transition est en train de se faire d'une situation non révolutionnaire, avec un équilibre relatif entre les classes, à une situation pré-révolutionnaire. Bien que la richesse due au pétrole a permis plus d'une fois de retarder la crise du système, aujourd'hui commencent à se dessiner les éléments de changements profonds.

Le mouvement ouvrier vénézuélien n'acceptera pas dans la passivité qu'on lui fasse payer le prix de la crise. Sa jeunesse et son absence de traditions politiques le disposent à accepter facilement les drapeaux du socialisme, sans que la vieille adhésion à Action démocratique que constitue un obstacle infranchissable sur la voie de son indépendance politique. Il faut en tous envisager la possibilité que la bureaucratie syndicale, sûrement après les élections de 1983, doive rompre d'avec Action démocratique et impulse la formation d'un parti ouvrier. Encore que cela doive se faire à plus long terme, s'il n'y a pas eu entre temps d'éclatement pré-révolutionnaire.

## Le parti révolutionnaire se construit au feu de la lutte

Au cours des luttes des travailleurs contre les projets économiques du gouvernement (salaires, licenciements), le parti trotskyste unifié, Parti socialiste des travailleurs (PST-MIR Proletario), a eu une présence chaque fois plus importante. Les éditions locales de nos journaux sont diffusées par dizaines de milliers dans l'ensemble du pays. Le journal *La Chispa-Voz Socialista* (L'Étincelle-Voix socialiste) est diffusé dans les principaux centres industriels et universitaires. Le dernier numéro du journal appelle tout le mouvement ouvrier à s'unir dans la lutte pour les 35 % d'augmentation des salaires et s'adresse à la CTV pour qu'elle se mette à la tête de ce combat et qu'elle abandonne ses conversations avec le patronat. Dans la zone du fer, les militants du PST font campagne pour l'unification des luttes, à Cabimos les mots d'ordre du parti orientent une grève de 2 000 métallurgistes contre les licenciements ; dans la province de Maracay, le PST fait campagne pour une grève régionale. La voie de la centralisation de la lutte que propose le parti aujourd'hui, c'est une grande mobilisation nationale, comme celle de 1979, pour imposer une nouvelle loi salariale et, dans cette voie, expliquer la nécessité de préparer la grève générale.

Le PST combat pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier, pour l'indépendance des syndicats à l'égard des partis bourgeois et de l'Etat. Dans la perspective des élections de 1983, le parti défend la position d'unité de la gauche sans partis bourgeois. Cette unité ne sera pas possible sans le MAS ou contre le MAS, principal parti de la gauche. Or, le chemin que sont en train de suivre les secteurs de la « Nouvelle Alternative » (le front présidé par Rangel) est contraire à cette unité, car il se situe sur le terrain des partis bourgeois.

Aujourd'hui, l'unité de la gauche doit se concrétiser par une loi sur les salaires présentée de façon unitaire par les parlementaires de gauche, et ce indépendamment des divergences qu'il peut y avoir sur la question électorale. Le PST, pour sa part, a démontré dans la pratique sa vocation au combat pour l'unité, notamment en invitant à son congrès d'unification José Vicente Rangel, Teodoro Petkoff et Moïse Moleiro.



Les deux Venezuela : celui des automobiles de luxe, de la « fièvre du pétrole », et celui des bidonvilles, de la misère et du chômage.

## Argentine

# Démoralisation, défaitisme et révisionnisme

« La dictature argentine et la résistance qu'elle provoque n'existent pas. » Cela doit être l'opinion du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale, à en juger par le fait que, pendant deux ans et huit mois, sa revue officielle n'a consacré aucun article, ni aucune note, concernant l'Argentine (depuis juin 1978, exactement).

Cela rehausse la signification de l'article : *L'entrée en fonction du général Viola, nouveau dictateur choisi par la dictature*, dans *Inprecor* du 2 mars 1981. Un article insolite en vérité. Avec des affirmations catégoriques comme : « Ce ne sont pas les ouvriers qui se trouvent à la tête ou prennent l'initiative de la résistance à la junte... Ce n'est pas non plus la pauvresse industrielle nationale, représentée hier par la Confédération générale économique, qui prend la tête de cette résistance. Aujourd'hui, ce n'est pas moins que la grande bourgeoisie traditionnelle de l'Union industrielle argentine, les organisations de l'oligarchie terrienne et les armateurs de pêche. »

Si ce qu'écrivait *Inprecor* était certain, nous pourrions commencer à fêter le triomphe de l'opposition, puisque, comme tous les journaux du monde l'ont dit, les présidents de la IUA et de la Confédération rurale argentine (organisation de l'oligarchie terrienne) viennent d'être nommés ministres... mais par le général Viola ! C'est-à-dire que les supposés oppositionnels sont en réalité les plus grands collaborateurs du régime militaire ! Nous sommes tentés de rappeler au Secrétariat unifié un vieil adage : « Les paroles sont d'argent mais le silence est d'or ! »

Mais l'article du SU ne montre pas seulement leur incompréhension de ce qui se passe en Argentine et leur manque de sérieux. C'est toute une orientation capitulaire qui y est présentée. Et c'est ce qu'il nous faut démontrer.

Toute l'argumentation du journaliste du SU part de la supposition que « la classe ouvrière ne remplit pas encore un rôle de protagoniste face aux plans de la bourgeoisie et de la junte. Au contraire, c'est la bourgeoisie qui a pris l'initiative de discuter les plans de la junte, et ses marges de manœuvres dans ce débat se doivent, entre autres choses, à ce qu'elle sait bien que la classe ouvrière n'intervient pas. » Cette même affirmation se répète des dizaines de fois, dont en voici une : « La bourgeoisie prend l'initiative de l'opposition politique à la junte. Opposition si ouverte et provocatrice, qu'elle opère sur la désarticulation du mouvement ouvrier et la destruction de son avant-garde. »

La faute originelle de tout cela est l'ignorance de la force du mouvement ouvrier et la sous-estimation complète du développement de la résistance anti-dictatoriale. Ils ferment les yeux sur le fait que tout le projet militaro-bourgeois (et ses difficultés !) ne peut s'expliquer que par la véritable terreur ressentie par l'armée et le patronat argentins face au prolétariat qui a défait tous les régimes militaires depuis des décades. Le SU ne voit pas que les travailleurs, dans les conditions les plus défavorables de leur histoire, développent une opposition dure, tenace, armée par des milliers de militants forgés dans cette bataille. Des militants qui, non seulement se préparent à renverser les militaires, mais qui, pour la première fois, luttent sans se faire d'illusions sur le retour de Peron et du péronisme comme solution, et qui se construisent une nouvelle direction syndicale et politique.

La réalité argentine c'est, justement, que la peur des exploités vis-à-vis du prolétariat, se transforme en panique quand ils voient que, au moment où ils doivent passer à une surexploitation encore jamais connue, il n'existe plus le contrôle hégémonique et modérateur du péronisme.

C'est la seule explication possible du fait que les fortes protestations d'amples secteurs du patronat argentin et de leurs partis, face au plan économique appliqué par Videla-Martinez de Hoz, se soient toujours faites dans le cadre d'un soutien politique déclaré et public au régime militaire. Un soutien qui, comme nous l'avons dit dans l'introduction, implique même la participation directe de leurs principaux représentants au gouvernement, au moment où les partis bourgeois et le PC réitérent une confiance expectative pour négocier avec le nouveau président.

Mais *Inprecor* ne se limite pas à inventer une opposition politique inexistante de la bourgeoisie et à minimiser la résistance. Il dit que les appareils de la bureaucratie syndicale se joignent à l'opposition. Nous pouvons lire que « les syndicats provinciaux — près d'une centaine —, réunis en confédérations régionales, ont exigé de la vieille direction syndicale, divisée en trois branches, que celles-ci se réunissent et reconstituent la CGT. La bureaucratie centrale a dû céder à cette pression et finir par reconstituer la CGT, en regroupant les groupes Commission nationale du travail, Groupe des 25 et Groupe des 20. » Tout cela selon la revue du Secrétariat unifié. Et ils concluent : « La reconstitution de la CGT va représenter un élément de référence pour la centralisation nationale de l'énergie des travailleurs. »

Un nouveau faux. La bureaucratie centrale continue à être divisée, à la différence que les 25, encouragés par Lorenzo Miguel en personne (le bureaucrate des bureaucrates de la métallurgie, aujourd'hui relégué), décidèrent d'utiliser le sigle de la CGT et de faire des déclarations un peu plus à énergiques ». En tout cas, ce qui est certain, c'est que,

tant la CGT des 25 que les autres fractions bureaucratiques, ne veulent ni ne peuvent centraliser. Quand la journée nationale d'action du 26 février — convoquée par des organisations patronales pour faire pression — ouvrit une brèche favorisant la mobilisation de la classe sur ses propres revendications, la CGT resta passive. Ce fut la *Lista Verde* des banques, où militent les trotskystes, qui montra ce qui était possible : une grande campagne d'agitation et d'organisation de grèves-éclair dans de nombreux établissements. Un autre exemple de passivité de la bureaucratie : quand elle n'impulsa pas la solidarité avec la grève de 20 jours avec occupation, grève victorieuse des mécaniciens de FAE... alors que le syndicat des mécaniciens est le plus fort de la CGT des 25 !

Il faut souligner aussi le fait honteux que, dans tout l'article, pas une seule fois n'est fait mention du rôle traître du PC et de la nécessité d'empêcher la bureaucratie stalinienne de remplir le vide provoqué par la désarticulation de l'appareil péroniste. Et le bouquet de la fin, digne de tout l'article, c'est l'avancée d'une perspective syndicaliste, évolutive, inutile : « dans la lutte pour la reconquête des syndicats et des droits démocratiques et syndicaux perdus, les travailleurs pourront avancer dans le développement de structures d'auto-organisation qui permettront l'apparition d'une nouvelle avant-garde et d'une direction alternative indépendante ». Traduite dans un langage clair, cette recommandation veut dire : laissons l'opposition bourgeoise affaiblir le gouvernement, profitons de la future centralisation des conflits par la bureaucratie, attendons que naisse une nouvelle avant-garde, et alors, nous aurons une direction indépendante. C'est une orientation totalement capitulaire, qui cache la nécessité et la possibilité de la construction d'un parti trotskyste en Argentine !

## Révisionnisme et capitulation

Derrière cette capitulation se trouve, sans aucun doute, la démoralisation et



Une manifestation ouvrière à Buenos Aires, à la veille du coup d'Etat de 1976 : les travailleurs n'ont pas osé se battre contre la dictature.

le défaitisme où baigent les survivants du naufrage du guérillérisme et de l'avant-gardisme à Rio de la Plata. Derrière les erreurs grossières d'information, on devine le drame de celui qui écrit sur une réalité qui lui échappe, une réalité avec laquelle il a déjà perdu tout contact militant direct ou indirect. Derrière l'irresponsabilité de l'article, il faut voir la responsabilité politique des dirigeants qui, utilisant le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont imposé une ligne littéralement liquidationniste à leurs militants argentins.

C'est, il faut le redire, le révisionnisme. C'est cette direction qui, au lieu de convaincre de la nécessité de construire la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections, éduque dans le sens de l'adaptation à des courants petits-bourgeois et bureaucratiques, supposés révolutionnaires et qui, ainsi, finit toujours par capituler devant les grands appareils contre-révolutionnaires et plus particulièrement au stalinisme.

Ce fut le cas face au guérillérisme en Argentine. Et, comme le révisionnisme refuse d'apprendre de l'histoire, il continue aujourd'hui le cours sinués des guérilléristes en exil. Justement, l'article que nous avons critiqué, signé par A. Heredia, surgit du débat et de l'adaptation à ceux qui, affublant les masses d'un supposé « recul politique », découvrent les vertus d'opposition de la bourgeoisie péroniste et de la bureaucratie syndicale. Ce sont les castristes argentins qui, du Mexique, disent que les fédérations régionales de la CGT « sont potentiellement un organisme de la résistance : leurs paroles d'unité sont politiquement antidictatoriales et démocratiques », et ils ajoutent « que ces organismes s'appuient et incluent des secteurs de la bureaucratie et qu'en général, ils reflètent que le recul et la dégradation de ces dernières années n'ont pas altéré substantiellement son caractère » (*Rearme*, mars-avril 1981). Et pourquoi parler des « péronistes révolutionnaires » qui insistent sur le fait qu'il « convient d'éclaircir que, au-delà des erreurs et des déficiences, le péronisme dans son ensemble continue à être, comme en 1945, potentiellement révolutionnaire » (*Montoneros*, 17 octobre, publié dans *Rearme*).

Les répercussions de cette méthode vont beaucoup plus loin que le fait d'écrire un mauvais article ou de désorienter les militants d'un pays. Nous ne pouvons pas l'oublier, même quand Mandel, Maitan, Ben Said ou d'autres dirigeants, qui encouragèrent la déviation guérillériste d'il y a dix ans, essaient de le freiner, c'est le centrisme déchaîné

de la nouvelle direction du Socialist Workers Party des Etats-Unis...

L'expérience montre que, bien qu'ils ménagent les formes et résistent à l'abandon des références les plus élémentaires au programme et à la tradition du trotskysme, Mandel et les sec-

teur des dirigeants qui l'accompagnent, cèdent toujours.

Leur rôle en Argentine aide à comprendre le fait qu'ils ne peuvent assumer la défense conséquente de notre drapeau.

Andrés Romero

## Silence au lieu de rectification

Nous avons déjà noté que, tout au long de ses 64 éditions, la revue du Secrétariat unifié n'a rien trouvé à dire sur la résistance héroïque du mouvement ouvrier argentin, ni du rôle remarquable qu'ont joué les trotskystes dans cette résistance.

Cependant, il y a quelques années, Mandel, Maitan et de nombreux autres dirigeants parlaient et écrivaient sans cesse sur l'Argentine. A ce moment-là, ils défendaient la « stratégie » de la guérilla proposée par le castrisme, et soutenaient comme modèle d'organisation le Parti révolutionnaire des travailleurs-Armée révolutionnaire du peuple (PRT-ERP).

Rappelons quelques faits. En 1969, ils firent approuver, par le IX<sup>e</sup> Congrès mondial du Secrétariat unifié, la ligne de guérilla rurale pour toute l'Amérique latine. Pour donner un exemple de son application, ils imposèrent la reconnaissance du PRT-ERP comme section argentine, cachant que jusqu'alors cette organisation soutenait que l'important n'était pas de construire la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de faire une synthèse entre le trotskysme et le maoïsme, comme commençait à le faire, selon eux, le castrisme. Lancés dans le combat avec une telle confusion politique, ils ont fini dans la catastrophe : dégénérescence politique du PRT — qui a rompu complètement avec le trotskysme — et l'extermination physique de centaines de cadres héroïques qui, alors qu'ils cherchaient à se rapprocher du marxisme révolutionnaire, ont été embarqués dans l'aventure du foquisme par les dirigeants du Secrétariat unifié.

Plus tard, les tentatives désespérées du « mandélisme » pour regrouper ses partisans sur diverses variations de l'ultra-gauche (Fraction rouge du BRP, LCR, GOR...) échouèrent à leur tour, au coût de nombreuses vies.

Rappelons aussi que, dans la même orientation, ces dirigeants du Secrétariat unifié écrivirent des centaines de

pages de résolution attaquant le Parti socialiste des travailleurs. Cette persécution poursuivait celle des années 1950, quand les trotskystes du PST s'étaient prononcés contre le révisionnisme de Pablo et Mandel, dans la bataille qui scinda l'Internationale. Mais, pendant la période qui nous intéresse, attaquer le PST fut une véritable obsession de la direction du Secrétariat unifié.

En 1969, le Secrétariat unifié refusait de reconnaître le PST comme section officielle. En 1972 et 1973, il accusa le PST « d'électorisme », quand celui-ci se transforma en parti implanté nationalement, affrontant sur une politique d'indépendance de classe la dictature et le péronisme. Au X<sup>e</sup> Congrès mondial du Secrétariat unifié, le PST n'a toujours pas été reconnu, bien qu'il possédât plus de militants que toute autre section. Au cours de 1974 et 1975, ils lancèrent une campagne internationale publique contre l'« opportunisme » et le « légalisme », prédisant que n'importe quelle répression ferait disparaître le PST. Après 1976, les dirigeants du Secrétariat unifié affirmèrent, sans fondement, que le PST avait été décimé.

En résumé, nous pouvons affirmer qu'en Argentine, la ligne révisionniste a signifié non seulement des défaites politiques, mais aussi la disparition organisationnelle de ses disciples dans le pays.

Par contre, le PST a obtenu des succès politiques et organisationnels qui lui permirent de résister avec succès à la répression brutale de la dictature, et d'occuper une place importante dans la reconstitution du mouvement ouvrier et populaire. Et cela, parce que, au lieu de céder au castrisme et à la guérilla péroniste, il est resté fidèle au *Programme de transition* et à la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Mais le Secrétariat unifié n'a pas voulu accepter ce bilan sans pouvoir en proposer un autre. Il a opté pour le silence.

A.R.

Du 4 au 8 juin : Conférence internationale étudiante

# Avec la délégation polonaise, 35 pays seront représentés

par L. Reyes

Du 4 au 8 juin, se réuniront à Paris des représentants des organisations syndicales étudiantes du monde entier. Cette rencontre internationale a été convoquée par l'Union nationale des étudiants de France (indépendante et démocratique), et se conclura par un grand meeting de masse. D'ores et déjà deux faits nous permettent de souligner l'importance de cet événement.

D'une part « 70 délégués de 35 pays et de tous les continents ont déjà confirmé leur participation », annonce l'UNEF dans le numéro du mois d'avril de son journal. C'est dire la représentativité internationale qu'aura cette rencontre. D'autre part, sera également présente une importante délégation du Syndicat indépendant des étudiants de Pologne (NZS), cette organisation de 100 000 adhérents imposée par la mobilisation contre la volonté de la bureaucratie stalinienne. Signalons également la participation de l'Association des étudiants d'Asie (ASA), qui regroupe les syndicats étudiants de 16 pays d'Asie et dont le siège est à Hong-Kong.

Les thèmes des débats proposés sont nombreux, aussi nombreux que les motifs qui poussent les étudiants à se mobiliser dans les pays les plus divers : la position des étudiants face aux « réformes » engagées par les gouvernements capitalistes (et par la bureaucratie dans les pays d'Europe de l'Est, en URSS, ou en Chine), au détriment du droit aux études et à participer activement au fonctionnement des universités ; les bourses et autres formes d'aide financière et sociale réclamées par les étudiants ; les problèmes budgétaires et leur incidence dans le fonctionnement et l'indépendance des centres d'enseignement. Et, en abordant toutes ces questions, un problème vital sera posé : comment progresser dans l'organisation et la mobilisation syndicale des étudiants.

Question vitale en effet, car aucune des revendications étudiantes n'a de chance d'aboutir si elle n'est pas soutenue et défendue par l'organisation et l'action des étudiants eux-mêmes. C'est pourquoi, la grande victoire qu'a cons-

titué la légalisation du NZS (syndicat indépendant des étudiants polonais) n'a pu être obtenue qu'avec de puissantes grèves et manifestations. C'est pour cette raison également que la dictature militaire argentine maintient dans l'illégalité et sous une féroce répression les centres d'enseignement et la Fédération universitaire argentine. Pour cette raison encore, que le vice-président de la Ligue des étudiants philippins a été envoyé dans un camp de concentration en 1979 et que, pour sa libération, la Fédération des étudiants de Hong-Kong (HKFS) mène une campagne dans toute l'Asie.

Les problèmes qu'affrontent les étudiants présentent de grandes similitudes d'un pays à l'autre et souvent ils procèdent d'alliances ou d'accords entre gouvernements. La réponse syndicale à ces problèmes doit donc être posée elle aussi à l'échelle internationale. La conférence convoquée par l'UNEF essaiera précisément d'ouvrir la discussion sur la nécessité d'une nouvelle Internationale étudiante, afin de s'orienter vers sa construction. Et ce, en utilisant la seule méthode correcte : la confrontation des positions et des expériences des différentes organisations et, en même temps, la mobilisation massive des étudiants au niveau syndical.

A ce sujet, l'expérience vivante et présente des étudiants polonais constitue la meilleure illustration de ce qui vient d'être exposé. Dans ce pays, et comme partie intégrante de la formidable montée révolutionnaire des masses travailleuses, les étudiants n'hésitent pas à occuper leur place dans le combat. Et, ce faisant, ils créent leur propre syndicat. A Cracovie, les 3, 4 et 5 avril, 200 délégués venus de toutes les universités de Pologne votèrent la fondation et élurent la direction de leur syndicat. Et il est très important de souligner que c'est ce même congrès qui décida de répondre à l'invitation de l'UNEF et de participer à la réunion internationale, en juin, à Paris. Il y a là plus qu'un symbole.

Il ne fait aucun doute que cet appareil bureaucratique rigoureusement contrôlé

par le stalinisme qu'est actuellement l'Union internationale des étudiants (UIE), dont le siège est à Prague, mobilise déjà toutes les moyens dont elle dispose contre la réunion. Ils masquent l'information, refusent le débat, font courir des rumeurs calomnieuses sur

« les manœuvres divisionnistes financées par l'impérialisme » qui se cacheraient derrière cette conférence... Mais le stalinisme peut et doit être vaincu. Ses arguments et ses méthodes ne sont en rien différentes de ceux utilisés contre les étudiants polonais ; et ils constitu-

rent quand même leur syndicat. De la même manière, la conférence internationale de juin prochain à Paris marquera un pas important vers la réorganisation internationale du mouvement étudiant, indépendant de tous les gouvernements.

Pour débattre démocratiquement :

## Vers une nouvelle organisation internationale ?

Etudiants de France, journal de l'UNEF indépendante et démocratique, consacre une partie importante de son numéro du mois d'avril à la préparation de la conférence du mois de juin. Nous reproduisons ci-dessus l'article publié en page 8 de ce journal :

### I - Un premier bilan de l'UIE ? Un vide à l'échelle internationale !

Il y a quelques années, dans le monde entier, se constituait une internationale étudiante.

Combattant pour leur droit aux études, pour leurs revendications ou aspirations, souvent disparates, les étudiants se retrouvaient côte à côte de Berkeley à Nanterre, de Berlin à Prague et dans tous les pays.

Notre but n'est pas de dire si tel ou tel aspect ou telle ou telle lutte est juste ou justifiée, mais de partir du fait de cette explosion pour constater qu'un vide existait à l'échelle internationale dans ces mouvements.

En effet, l'UIE qui, depuis des années réduisait son activité à éditer des calendriers, l'UIE se taisait, et pour cause, confrontée elle-même, à Prague, à la soif d'indépendance, de liberté des étudiants.

Chacun peut le constater, un vide existait.

### II - Le XIII<sup>e</sup> Congrès de l'UIE

Réunissant les délégués de 79 pays, le XIII<sup>e</sup> Congrès de l'UIE s'est tenu à Berlin-Est.

Ni les événements de Pologne, avec la constitution de l'Union indépendante des étudiants, ni aucun des problèmes majeurs posés aux étudiants aujourd'hui, n'ont été abordés par ce Congrès.

C'est pourquoi, devant l'impossibilité de se faire entendre, de nombreuses unions nationales ont quitté le Congrès en signe de protestation, ajoutant de nouveaux éléments au processus engagé il y a vingt ans et qui amène nombre des Unions nationales importantes — que ce soit l'Australie, Hong-Kong, la Chine, l'Argentine, le Canada, l'Afrique du Sud... et en Europe l'une des deux dernières unions nationales membre de l'UIE, l'Union des étudiants d'Irlande — à décider de quitter cette union.

A la lumière du Congrès de Berlin-Est, plus que jamais il est possible d'affirmer : l'UIE se tait, l'UIE réduit son activité à publier des calendriers et des agendas.

### III - Une réflexion sur l'indépendance

Pourquoi les étudiants se détournaient de cette Union au passé prestigieux ?

Simplement parce que la diplomatie entravait son activité.

L'UNEF l'a constaté : sans indépendance, pas de démocratie, sans démocratie, pas d'action indépendante.

Voilà ce qui a tué l'UIE.

Peut-on dicter à des millions d'étudiants, dont la matière première est l'idéologie, ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire ?

Poser la question, c'est déjà y répondre.

L'étudiant est avant tout soucieux de son indépendance et il faut laisser aux étudiants le droit de décider seuls, eux seuls.

### IV - La conférence des 4, 5, 6, 7 et 8 juin 1981

L'UNEF met en œuvre des moyens importants afin d'assurer le succès de cette conférence à laquelle plus de 70 délégués de 35 pays et de tous les continents ont déjà confirmé leur participation.

Pourquoi une telle conférence ?

Pour créer une nouvelle Internationale ?

Le débat ne pourra pas trancher définitivement cette question. Mais, sans aucun doute elle sera abordée, non seulement par l'UNEF, mais aussi par d'autres unions et notamment le syndicat indépendant des étudiants de Pologne (NZS).

L'UNEF a eu et aura toujours le visage du dialogue, de la réflexion.

Sommes-nous pour une nouvelle union ?

Oui ! Nos congrès se sont prononcés sans ambiguïté en ce sens.

Mais, encore une fois, construire une nouvelle union ne peut se faire que dans le dialogue et l'indépendance. Peut-être certaines unions ont-elles une autre analyse, alors nous ne demandons qu'à en débattre.

D'autres veulent aller plus loin, nous ne demandons qu'à les écouter.

Ce que nous voulons, c'est faire de cette Conférence un carrefour d'idées, de propositions d'actions communes, tant contre la répression que contre la sélection.

Nous voulons que soit mis sur pied un bulletin international pour la coordination des unions nationales et ainsi combler le vide qui existe à l'échelle internationale.

Pour la discussion de la Conférence, l'UNEF prépare aujourd'hui trois rapports : l'un sur la collaboration des différents gouvernements, le deuxième sur les points communs de la situation universitaire dans de nombreux pays, et le troisième sur l'histoire du mouvement étudiants à l'échelle internationale depuis 1920.

En aucun cas, la diplomatie ne doit faire taire nos positions !

## La voix du NZS

Le président du Syndicat indépendant des étudiants de Pologne (NZS), Jaroslav Cuzy, vient d'accorder une importante interview à Etudiants de France.

A la question qui lui a été posée à propos de la conférence internationale de juin, Jaroslav Cuzy répond : « Le congrès a répondu oui à votre invitation. Le KKK (Conseil national de coordination) désignera la délégation, conjointement avec la commission internationale du NZS. Nous tenons beaucoup à la solidarité internationale, aussi bien aux liens avec l'Est qu'avec l'Ouest ; mais c'est avec l'Ouest qu'il y a les plus importants. »

Il s'agit de faire circuler les informations, d'engager des campagnes communes, comme nous commençons de le faire pour L. Wansch, étudiante tchèque expulsée de Pologne et actuellement prisonnière en Tchécoslovaquie. »

Sur la question des relations avec le gouvernement, il répond : « Il faut négocier à nouveau sur deux problèmes, la répression et les prisonniers politiques d'une part, et sur la loi générale d'éducation

d'autre part. Pour nous, le problème c'est celui de la démocratisation de l'université ; pour que ce soit les étudiants, les enseignants et le personnel qui dirigent l'université, que le Sénat de l'université soit librement élu et dispose de véritables pouvoirs. »

Son appréciation générale de la situation est claire : « Notre appréciation générale de la situation c'est celle de tout le monde dans ce pays : la ligne de démarcation c'est d'un côté le gouvernement, de l'autre la société. Nous, nous représentons les étudiants, mais nous n'oublions pas les paysans et les travailleurs. Notre milieu est dans une situation spécifique. Le NZS veut jouer un rôle de réorganisation et de regroupement des étudiants et des intellectuels. Cette spécificité nous empêche d'être une organisation exactement comme Solidarité. Le gouvernement a éparpillé le milieu étudiant, c'est pour cette raison que nous luttons pour le reconstruire. Nous avons la même orientation que tout le monde, mais naturellement Solidarité est "en avant", du fait de son histoire et de sa place dans la société. »



Des étudiants en médecine de Gdansk : sur leurs affiches on peut lire : « Le combat continue, grève avec occupation ! »

# La vraie guerre du Liban

par R. Clément et A. Hassan

Depuis le début du mois d'avril, il n'est pas de jour où l'artillerie et l'aviation israéliennes ne pilonnent les villes, villages, camps de réfugiés palestiniens du Sud-Liban.

Les raids de terreur succèdent aux raids de terreur. Ecoles, hôpitaux, dispensaires, rien n'est épargné.

Il s'agit, a déclaré le 16 avril le chef d'état-major de l'armée israélienne, « de frapper sans cesse les terroristes palestiniens (lisez la population palestinienne du Sud-Liban) et de saper à tel point leur dispositif qu'il suffira d'un dernier coup de poing pour qu'il s'effondre totalement (...). Nous détruisons systématiquement les bases palestiniennes, a poursuivi le général Eytan, nous semons le doute et la confusion parmi eux. Nous les démoralisons au point qu'ils n'osent plus circuler sur les routes libanaises la nuit tombée. »

Saïda, Tyr, Ras-El-Aïn, Debyeh, tels sont les noms des villes et villages martyrs où la chasse israélienne a frappé à coups répétés ces dernières semaines. Sans que la presse en rende compte, le plus souvent, car, selon l'état-major de Tel-Aviv lui-même, « seule une très petite proportion de nos raids sont rendus publics ou annoncés ».

Mais d'où l'état-major israélien tire-t-il donc sa cynique assurance dans le meurtre et le génocide ?

La brutale intensification des raids israéliens au Sud-Liban a été immédiatement précédée de la reprise de la guerre qui oppose les milices phalangistes de Béchir Gemayel (1) à l'armée syrienne à proximité de la frontière est du pays. L'initiative conjointe de Gemayel et de l'armée syrienne, notamment autour de la ville de Zahle, énormément amplifiée par les journaux et les télévisions du monde entier, est intervenue à point nommé pour donner au gouvernement israélien le prétexte qu'il cherchait pour reprendre sa guerre d'extermination de la population palestinienne au Sud-Liban.

Au même moment, faut-il le rappeler, le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig effectuait au Proche-Orient sa première tournée à l'étranger, et il va de soi que le gouvernement israélien n'a pas agi sans les plus solides assurances du côté de l'impérialisme US.

Ce feu vert donné par Haig aux dirigeants de Tel-Aviv doit lui-même être mis en relation avec le dialogue qui s'est noué en février entre Washington et Moscou sur la question du Proche-Orient.

Répondant aux premières déclarations du président américain Reagan, Brejnev avait, dans son discours d'ouverture prononcé devant le XXVI<sup>e</sup> Congrès du PCUS, été particulièrement net : « Il faut, avait-il dit en substance, « normaliser » la situation dans la région. Nous sommes prêts à collaborer à toute initiative constructrice allant dans ce sens. »

C'est pour préparer une telle « normalisation », bénéficiant du concours de la bureaucratie du Kremlin, que le secrétaire d'Etat Haig s'est rendu sur place. Derrière tous les discours sur le « consensus stratégique pour faire face à la menace soviétique », il y a une idée simple qui guide toute la politique de la nouvelle administration américaine : il faut à tout prix consolider les Etats bourgeois ou féodaux qui, avec Israël, sont indispensables pour assurer la défense des positions de l'impérialisme dans la région.

D'où la recherche d'un accord d'ensemble sur le contentieux régional, non seulement avec l'Egypte et Israël, mais aussi avec le roi d'Arabie et la monarchie jordanienne. D'un accord également avec le régime syrien, l'un des plus fragiles et des plus menacés de la région.

## Accords de Camp David : une impasse diplomatique

Dans ses entretiens avec Haig, le roi Hussein de Jordanie a été particulière-

ment clair : « Ce que vous appelez l'expansionnisme soviétique, a-t-il répondu au représentant de l'administration Reagan, ce n'est rien d'autre que la conséquence de la radicalisation des peuples de la région face à la politique annexionniste d'Israël et à l'appui exclusif que lui apportent les Etats-Unis. » « Vous devez comprendre, a poursuivi Hussein, que les accords de Camp David ont conduit à une impasse diplomatique, que la Maison-Blanche doit renoncer à ces accords et rechercher une solution qui bénéficie de la garantie conjointe des Etats-Unis et de l'URSS. »

Le roi d'Arabie a défendu une position identique : ce sont les développements de la révolution palestinienne, a-t-il expliqué, conséquence de la politique israélienne et de l'échec de Camp David, qui déstabilisent tous les Etats de la région. C'est à cette situation dangereuse qu'il faut mettre fin en priorité.

Tout porte à croire que le secrétaire d'Etat Haig a parfaitement compris ce langage. N'avait-il pas déclaré jeudi 26 mars, avant son départ, devant une sous-commission du Sénat : « Les accords de paix de Camp David entre Israël et l'Egypte ont découragé l'attitude généralement constructive de l'Arabie Saoudite envers le rétablissement de la paix au Proche-Orient (...). L'incompétence et la désorganisation de la précédente administration pourraient être l'une des raisons du changement d'attitude des Saoudiens. »

Cette remise en cause à peine voilée des accords de Camp David, manifestement dans l'impasse, implique néanmoins que la question palestinienne qui, selon les mots mêmes de Hussein, « entraîne la radicalisation de tous les peuples de la région » et menace donc tous les Etats bourgeois et féodaux arabes, soit enfin « réglée ».

## Le « règlement » de la question palestinienne

Sur ce que signifie le « règlement » de la question palestinienne, tous sont d'accord, les monarchies féodales d'Arabie et de Jordanie, le régime Sadate en Egypte, le régime Assad en Syrie, et jusqu'à bon nombre de représentants de la bourgeoisie compradore d'Israël : il faut, sur la base d'un écrasement préalable de la résistance palestinienne, aboutir à un compromis territorial permettant la création d'une sorte de pseudo-Etat en Cisjordanie et à Gaza, sous tutelle jordanienne, sans armée ni diplomatie, où seraient parqués un ou deux millions de Palestiniens, dans une sorte de vaste camp de réfugiés sous la menace constante des mitrailleuses et des canons israéliens.

Mais — et là encore, tous sont d'accord —, pour ouvrir la voie à une

telle « solution », il faut préalablement saigner la résistance palestinienne, terroriser les populations civiles, écraser les camps de réfugiés, bastions de la résistance, notamment au Sud-Liban. Il faut, en d'autres termes, répéter à plus large échelle, et mener, cette fois-ci jusqu'à son terme, le massacre des résistants palestiniens, que Hussein avait déjà entrepris en septembre 1970, et Assad en mai-juin 1976 (Tall-El Zaatar), avec, dans les deux cas, le soutien direct d'Israël.

## L'offensive de terreur anti-palestinienne

Dès lors, le sens des opérations engagées au Liban, en présence même du secrétaire d'Etat américain, apparaît clairement : pendant que l'artillerie syrienne canonne la zone chrétienne de Zahle, l'aviation israélienne, aidée par l'armée de supplétifs du « commandant Haddad », se livre à une offensive d'une tout autre ampleur, écrasant systématiquement les camps palestiniens du Sud-Liban, noyant villages, écoles, dispensaires et hôpitaux sous un déluge de fer et de feu, dans le but avoué de liquider définitivement la résistance et de terroriser la population civile.

Le caractère concerté de l'offensive de terreur anti-palestinienne est parfaitement établi : alors même que l'aviation et la marine israéliennes se déchaînaient au Sud-Liban, le porte-parole du département d'Etat américain, William Dyess, se félicitait de la « modération » des autorités syriennes. Quelques jours plus tard, Reagan adressait un message de vœux au président syrien Assad, saluant notamment « le rôle stabilisateur de la Syrie au Moyen-Orient ».

## Le rôle de la Syrie

Au même moment, peu après le passage de Haig à Amman, le ministre jordanien des Affaires étrangères, Marwan El Kassem, approuvait une nouvelle fois la présence des troupes syriennes au Liban sous couvert de la « force arabe de dissuasion » dont, disait-il, il faudrait renforcer les effectifs.

Enfin, à la veille de l'ouverture du Conseil national palestinien à Damas, alors que les villages et les camps palestiniens du Sud-Liban étaient écrasés sous les bombes, Yasser Arafat participait au X<sup>e</sup> Congrès du SED (le parti de la bureaucratie stalinienne d'Allemagne de l'Est) : parlant au nom de la bureaucratie du Kremlin, Honecker se prononçait à nouveau en faveur d'un pseudo-Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, mais faisait un silence total sur l'offensive de terreur anti-palestinienne au Sud-Liban.

Le rôle de la Syrie doit être particulièrement souligné. Lié par un « traité d'amitié et de coopération » avec l'URSS, le régime de Damas ne saurait agir sans l'accord préalable de la bureaucratie du Kremlin qui le soutient financièrement, militairement et diplomatiquement.

Mais il faut savoir que la Syrie dispose également de l'appui non moins réel de l'impérialisme américain, qui mesure parfaitement les conséquences déstabilisatrices qu'entraînerait dans toute la région un effondrement du fragile régime de Damas. Washington continue donc à verser une aide annuelle de 150 millions de dollars à Damas, qui n'est toutefois que peu de choses à côté du milliard et demi de dollars qui lui sont versés par la monarchie saoudienne (sous couvert de contribution au financement de la « force arabe de dissuasion » qui opère au Liban), avec, bien entendu, l'approbation pleine et entière du Département d'Etat.



Ces éléments contribuent sans doute à expliquer l'attitude du gouvernement syrien qui, par exemple, au plus fort des raids de terreur israéliens sur le Sud-Liban, a interdit au commandement palestinien de la région et au « Mouvement national » libanais de riposter. Et appuyé cette interdiction par le blocage des expéditions de munitions.

## Un sanglant complot

De Washington à Moscou en passant par Tel-Aviv, Le Caire, Damas, Amman et Ryad, c'est un vaste et sanglant complot qui se développe contre le peuple martyr de Palestine.

Les capitales européennes tiennent leur place dans ce concert. Auxiliaires de l'impérialisme US, elles s'efforcent de contribuer à la « solution finale » de la question palestinienne en proposant une « négociation internationale » dans le cadre de l'ONU, visant à « compléter le processus de Camp David », visiblement voué à l'échec. Cette proposition recoupe partiellement la « proposition soviétique » formulée par Brejnev lors du récent congrès du PCUS, qui vient d'être approuvée successivement par

Kadhafi, puis par le ministre koweïtien des Affaires étrangères (porte-parole officieux de Ryad) et qui va faire l'objet d'entretiens en mai, à Moscou, entre Brejnev et Hussein de Jordanie.

De tous côtés, il s'agit d'en finir avec la résistance, de mettre à genoux le peuple de Palestine. Mais les forces déchaînées de la contre-révolution mondiale n'ont pas encore eu le dernier mot. En Galilée et en Cisjordanie occupée, en dépit de la féroce répression policière (plus de 100 arrestations au cours des dernières semaines), les masses palestiniennes n'ont pas cessé de résister. En témoignent la puissante grève des enseignants, les grandes manifestations qui ont marqué la « journée de la terre », le 30 mars. En témoigne surtout la naissance de nouvelles organisations représentant le flambeau de la lutte héroïque pour la nation palestinienne, comme, notamment, le « Comité national démocratique » et les « Fils de Village ».

(1) Milices fascistes armées et financées par Israël.

## ISRAEL

# L'Etat sioniste en question

La création totalement artificielle de l'Etat d'Israël en 1948, par l'impérialisme avec l'appui de la bureaucratie du Kremlin, s'est faite par l'expulsion et l'oppression du peuple arabe de Palestine.

La situation tragique des Juifs pendant la guerre, les apparences d'une lutte de libération nationale contre les Anglais, les aspects « humanistes » et « socialistes » de l'idéologie sioniste, et surtout le fait qu'Israël soit l'un des produits des accords de Potsdam et Yalta entre l'impérialisme et la bureaucratie de Moscou ont gommé le caractère originel de l'Etat hébreu. La gestion du pays par les travaillistes a camouflé la politique menée depuis la victoire de 1967.

La guerre d'octobre 1973 a été un « séisme ». L'Etat d'Israël s'est trouvé dépendant des Etats-Unis en matériel de guerre sophistiqué et en pétrole. La course aux armements au Proche-Orient et la nécessité d'avoir une relative autonomie envers le tuteur américain, pour conserver les territoires occupés, ont poussé Israël à développer une industrie militaire considérable. En 1976, l'armement absorbait 60 % du budget, soit 30 % du PNB contre 10 % en 1966.

Avec Begin, l'ancien terroriste de l'Irgoun, l'Etat d'Israël est devenu une machine de guerre folle, qui s'insère en partie dans les plans de l'impérialisme qui cherche, avec l'aide de la bureaucratie du Kremlin, à stabiliser les Etats féodo-bourgeois de la région. Et qui, en partie, poursuit des objectifs propres d'annexion et de contrôle du Proche-Orient. C'est aussi un appareil répressif dirigé contre les travaillistes et les Juifs orientaux (Sépharades), les Palestiniens, les Chrétiens, les Druzes... d'Israël et des territoires occupés. Par-delà les élections générales de juin 1981, c'est l'existence même de l'Etat sioniste qui est en cause.

## Un pays au bord du gouffre

La politique de surarmement menée par le Maarak (Front travailliste) au pouvoir a entraîné un endettement massif de l'Etat (5,1 milliards de dollars en 1973 ; 6,23 en 1974 ; 7,6 en 1975), une dépendance accrue envers les Etats-Unis (en quatre ans : 7,075 milliards de dollars dont 4,3 d'aide militaire directe), une inflation galopante (40 % en 1977), une fiscalité écrasante (en 1976, l'Etat a prélevé 62 % du revenu), un déficit énorme de la balance commerciale (4 milliards de dollars en 1976 contre 1 en 1972).

Pour lutter contre la réduction brutale de leur pouvoir d'achat, les travailleurs déclenchent, en novembre 1976, d'importantes grèves malgré l'opposition de la centrale syndicale unique, la Histadrout, liée au Maarak et devenue un rouage de l'appareil d'Etat. Par ailleurs, la crise a accentué les distorsions entre Juifs occidentaux (Ashkenazes) et les Sépharades (60 % de la population) qui forment les couches inférieures du prolétariat et sont déshérités (le quart vivait, en 1976, au-dessous du seuil de pauvreté). L'un des quartiers où ils se regroupent au centre de Tel-Aviv (Hatikvah) suffit à établir l'incapacité de l'Etat sioniste à réaliser les tâches démocratiques. Selon le ministre Shimon Peres, « 10 à 15 % des jeunes sombrent annuellement dans le crime, la toxicomanie, l'aliénation, le déshonneur et le désespoir ». (1)

La crise frappe encore plus fort les « Arabes » d'Israël, beaucoup moins intégrés dans la société juive que ne le sont les Noirs dans la société américaine. La colère gronde. En mars 1976, c'est la grève générale, la première depuis 1948, pour s'opposer à la confiscation des terres arabes de Galilée. L'unité de ce mouvement est profonde et réelle, bien que les différentes composantes ne soient pas regroupées dans un même cadre organisationnel. C'est cette force qui, aux élections législatives de juin 1977, chasse le Maarak discrédité par sa politique sociale et les scandales financiers qui ont éclaboussé de nombreux dirigeants. Mais, en l'absence d'une compréhension claire des intérêts communs des travailleurs juifs et arabes, c'est la coalition réactionnaire du Likoud (2) de Begin, associée au parti religieux du Goush Emounim, qui accède au pouvoir, pour faire une politique d'extrême-droite.

Begin base sa politique sur la « libéralisation » de l'économie qui s'est traduite par un assouplissement du contrôle des changes, une législation fiscale avantageuse aux capitalistes, le démantèlement de certaines sociétés nationalisées, la réduction brutale des dépenses publiques (enseignement, santé...), des atteintes au droit de grève et aux avantages acquis des travailleurs. Les résultats : une inflation massive (48 % en 1978 ; 111 % en 1979 ; 135 % en 1980 ; 200 % prévus en 1981) ; une baisse de 14 % de la valeur des salaires en 1980 ; la montée du chômage (6,7 % en un an). Begin se base aussi sur la réalisation d'Eretz, (le Grand) Israël, par l'annexion de la Cisjordanie, de Gaza,

de Jérusalem-est et d'une partie du Golan. Il s'agit là d'une politique inacceptable pour l'impérialisme et l'ensemble des Etats féodo-bourgeois du Proche-Orient.

## L'Etat sioniste en question

La décomposition de l'Etat s'exprime par la dépendance totale envers les Etats-Unis (3,45 milliards de dollars d'aide en 1979, la moitié de l'aide extérieure totale des Etats-Unis), ainsi que par les profondes inégalités sociales et la paupérisation accrue des Palestiniens et des Sépharades (3), largement exclus de l'appareil de production et politique ; par le pourrissement de la vie politique (atteintes aux libertés démocratiques, répression, obscurantisme et corruption des dirigeants) (4) ; l'émigration (300 000 à 500 000 Israéliens ont quitté le pays) (5) ; la polarisation de la vie politique entre les groupes du Goush Emounim (30 000 sympathisants) et des groupes terroristes analogues à l'OAS d'Algérie, et un vaste mouvement de près de 500 000 sympathisants, le Shalom Arshav (Paix maintenant), capable de mobiliser 80 000 personnes dans une manifestation publique contre les implantations en Cisjordanie.

La création en octobre 1979 d'un parti d'idéologie nationaliste et mystique, la Hatehiva (La Renaissance), comme le rôle de bonaparte que cherchent à jouer les généraux Sharon,



Jérusalem occupée : l'Etat ne se maintient que grâce à l'armée.

Dayan ou Weizman en disent long sur l'ampleur de la crise sociale.

C'est cette puissance économique de l'armée et le poids des généraux liés au Goush Emounim qui expliquent la politique particulière menée au Liban, où il ne s'agit pas seulement de massacrer les Palestiniens, mais d'en faire, sous la direction des phalangistes, un protectorat israélien.

Le départ des généraux « américains » Dayan et Weizman (6) du gouvernement a imposé à Begin des élections anticipées. Mais il a renforcé le poids de Sharon qui recherche la confrontation avec la Syrie. Parlant des élections à venir, l'ancien président du Congrès juif mondial, Nahum Goldman, déclarait au *Matin* (24 janvier 1981) : « Je prévois une année très dramatique en Israël avec une campagne électorale extrêmement violente. Mais pas de guerre civile. Ni de coup d'Etat militaire. »

## Les masses arabes et juives contre l'Etat sioniste

Le déchaînement de la violence contre les camps de l'OLP au Liban s'explique aussi par la volonté de casser la mobilisation qui s'effectue contre l'Etat sioniste. L'année 1976 a été marquée par les grèves de novembre, les élections municipales de Cisjordanie, gagnées massivement par les candidats se réclamant de l'OLP, et la journée de la terre en Galilée.

En octobre 1978, est créé à Beit Hanina (Jérusalem-nord) un « Comité d'orientation nationale » chargé de « mobiliser les Palestiniens sous occupation israélienne, pour faire échouer le projet d'autonomie administrative. Il lance des ordres de grèves, de manifestations, il publie des communiqués, il tient des réunions... » (7). Ce comité, qui rassemble des responsables de toutes les couches sociales, est un front nation-

nal rattaché à l'OLP, même s'il possède une large autonomie. Mais, à l'intérieur de ce front, c'est le réseau des maires qui exprime le plus complètement les aspirations des masses contre la politique d'annexion.

En 1979, le déclenchement d'innombrables grèves se mêle avec toutes les formes de résistance « légale » et des actions militaires (8). Ce mouvement des masses radicalise le « Comité de coordination nationale » des municipalités arabes en Israël (400 solidement implantées en Galilée et dans la zone agricole de l'est de Tel-Aviv).

C'est en prenant appui sur ce mouvement qui unifie le combat des Palestiniens, dans et hors Israël, que s'est développée la grève générale de Cisjordanie (mai-juin 1980). Organisée par le Comité d'orientation, elle a présenté le caractère de la grève de masse et accentué la décomposition de l'Etat sioniste. C'est pour casser le mouvement, qui tendait à unifier dans un « Congrès national » l'ensemble des Palestiniens d'Israël, celui qui continue à s'exprimer sous les formes les plus diverses en Cisjordanie et celui qui gagne de larges couches du prolétariat et de la jeunesse juive, que Begin emploie la plus sévère répression dans les régions qu'il contrôle, la guerre d'extermination au Liban.

M. Aklouf

## SYRIE

# Vers l'effondrement du régime ?

Lors de son voyage au Proche-Orient, le général Haig qualifiait l'intervention syrienne à Beyrouth et à Zahle d'« inacceptable, barbare et très grave ». Mais quelques jours après, Reagan déclarait dans un message au président Assad que la « Syrie peut jouer un rôle dans l'instauration de la paix au Proche-Orient et dans la stabilité de tous les pays de la région ».

C'est que le régime de Assad, installé par un putsch en 1970, et qui ne repose plus que sur les forces de sécurité — les Mukhabarats et les brigades de défense de Rifaat Assad, son frère —, n'a cessé de se décomposer depuis la guerre d'octobre 1973 où une large partie de l'appareil de production a été détruite. L'achat massif d'armement, l'ouverture du pays aux capitaux arabes et à l'impérialisme comme la guerre du Liban ont entraîné un endettement massif, le chômage, l'inflation, les inégalités sociales, la corruption (1).

Le rôle contre-révolutionnaire joué par Assad aux côtés des phalangistes (massacre de Tall-El-Zaatar) lui a permis d'installer une armée de tutelle, la FAD, sur l'Etat libanais, toujours

désagrégé, et de contrôler les Palestiniens. Mais depuis le sommet de Bagdad de 1978, l'équilibre budgétaire et le financement du plan ne sont assurés que par l'aide de l'Arabie Saoudite, de l'Irak, des Etats arabes pétroliers... et des Etats-Unis. Mais la crise économique et sociale n'a cessé de s'approfondir, donnant une impulsion à la lutte des classes.

En juin 1979, des grèves générales éclatent à Hama, Homs, Lattaquie. Elles nourrissent un mouvement où la lutte, pour les libertés démocratiques et contre la répression, se mêle aux grèves pour les revendications matérielles et à la lutte contre les brigades de Rifaat. La capitulation d'Assad entraîne une crise au sein du parti unique, le Baath, et de l'armée, qui se prolonge jusqu'en janvier 1980. Mais c'est, en mars, la grève générale d'Alep (la deuxième ville du pays, 910 000 habitants) qui s'étend à Hama, Lattaquie et tout le nord du pays, puis le sud et Damas.

Le caractère politique du mouvement est donné par le fait que les masses centralisent leur combat contre l'appareil d'Etat : les brigades, le parti, les locaux de la sûreté, les édi-

ces publics. Si les formes de lutte sont les plus diverses, ce qui définit ce mouvement, c'est son caractère de masse et le rôle hégémonique que jouent les travailleurs qui reconstruisent leurs organisations syndicales et les rendent indépendantes de l'Etat. Le mouvement a pu être provisoirement maîtrisé, mais la stabilité toute fragile du régime est liée au retrait du Liban et à une solution acceptable au problème palestinien. La défaite que cherchent à infliger à l'armée syrienne Gemayel et Begin ne peut être acceptée par l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, car elle ouvrirait une étape nouvelle dans la montée révolutionnaire des masses au Proche-Orient.

M.A.

(1) E. Picard, *La Syrie des militaires* (Le Monde diplomatique d'avril 1978).

(2) P. Maler, *La Société syrienne contre son Etat* (Le Monde diplomatique d'avril 1980).

(3) J. Gueyras, *La Syrie, citadelle de la fermeté* (Le Monde du 11 avril 1981).

(1) *Le Monde* du 15 mai 1977.

(2) Le Likoud est un groupe de partis politiques, unis dans une sorte de fédération comprenant le Hérouth de Begin (18 sièges), le Parti libéral de Simha Erlich (14 sièges) et le Laam d'Horowitz (19 sièges).

(3) Les Sépharades affirment leur identité et s'opposent aux institutions (cf. *Les Temps modernes*, mai 1979).

(4) J. Derogy, *Israël Connection* (Plon 1980).

(5) Un sondage effectué dans un lycée d'Haïfa en 1981 montrait que 30 % des filles et 40 % des garçons envisageaient de partir (*Le Monde* du 2 janvier 1981).

(6) En réponse à Weizman, qui l'accusait d'avoir « conduit la nation dans un gouffre », Begin répliqua : « Devant des généraux, il a dit des choses que je ne peux pas répéter, mais croyez-moi, je n'exagère pas, c'était l'équivalent d'une tentative de coup d'Etat. » (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juin 1980).

(7) *Le Monde diplomatique* de juin 1980.

(8) « Ces derniers mois, il est vrai, avaient vu une recrudescence des activités armées des Palestiniens dans les territoires occupés. 138 cellules de fedayin avaient été découvertes pendant l'année 1980, dont 24 avaient réussi à procéder à des actes de sabotage. » (*Le Monde diplomatique* de juin 1980).



Machel (Mozambique), Mugabe-Nkomo acceptèrent les accords de Lancaster House qui donnaient l'indépendance politique du Zimbabwe, mais en préservant les intérêts essentiels des colons blancs et de l'impérialisme.

En Namibie, ils prévoient un cessez-le-feu entre l'Afrique du Sud (RSA) et la SWAPO, considérée comme seule représentante du peuple namibien, et des élections libres, sous contrôle de l'ONU, menant à l'indépendance politique formelle.

**La politique africaine de Reagan**

Elle est déterminée par sa volonté de protéger les investissements du capitalisme américain, de poursuivre sa politique de pillage du continent, d'exercer une position hégémonique en Afrique, d'intégrer plus étroitement la RSA dans son appareil de production, d'en faire la clé de voûte de son dispositif économique et militaire en Afrique australe.

Elle est aussi déterminée par la situation politique de l'Afrique, caractérisée par la faillite économique et la déstabilisation de la plupart des Etats compradores, la montée révolutionnaire des masses. La défaite de l'impérialisme au Zimbabwe a accentué la crise sociale et politique en Zambie, en Mozambique et au sein même de la RSA. C'est cette contradiction entre les déclarations musclées de Reagan-Haig et la fragilité des bastions sur lesquels ils cherchent à s'appuyer — le Maroc, l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud — qui explique les fluctuations de la politique étrangère américaine et l'absence d'une politique précise en avril 1981 ; tout comme le fait étonnant que l'envoyé de Reagan en Afrique, le Dr Crocker, n'ait toujours pas de poste officiel dans l'administration américaine (10).

**La politique de la République sud-africaine**

La politique de Prétoria est basée sur plusieurs points. D'abord sur le renforcement de la puissance militaire (aide de la France, des Etats-Unis et d'Israël) et son intégration dans la machine de guerre américaine. Ensuite, sur le renforcement de son emprise économique sur les pays d'Afrique australe que Prétoria cherche à intégrer dans un marché commun, doublé d'un cadre politique et militaire. C'est pour accentuer cette intégration et rendre vaine toute politique de sanctions que la RSA est intervenue en Angola et au Mozambique pour désorganiser l'appareil de production (usines, mines, voies ferrées, gares...), sous le couvert de la lutte contre les maquisards de la SWAPO et de l'ANC, et terroriser les masses d'Afrique australe. Elle s'appuie aussi sur l'utilisation de tous les artifices pour empêcher l'application de la résolution 435 de l'ONU car, si elle protège les intérêts



La terreur de l'Afrique du Sud : la montée révolutionnaire des masses noires.

miniers de l'impérialisme dans le cadre de la Namibie formellement indépendante, elle remet en cause l'apartheid dans ce pays.

Pour affirmer sa tactique qui se différencie des « Cinq », Prétoria a poursuivi sa politique d'apartheid avec plusieurs éléments : le développement du nombre des bantoustans « indépendants » (11) ; le renforcement de la législation anti-ouvrière et de l'apartheid pour interdire aux travailleurs africains de s'organiser d'une manière indépendante (12) ; le développement économique séparé (13), d'une part, dans les bantoustans sans ville et sans industrie, à proximité des industries des zones blanches. Ainsi serait généralisé le système du travail migrant. Dans ces régions industrielles, la main-d'œuvre surexploitée produirait des produits de consommation courante (caractère des industries de Durban, East-London,

Port-Elisabeth). D'autre part, l'industrie utilisant une très haute technologie serait concentrée dans des régions totalement blanches. Pour réaliser ces objectifs, Prétoria a considérablement renforcé son appareil militaro-policié (14).

La victoire de Reagan a été saluée avec ferveur. Ses déclarations condamnant « la subversion d'inspiration communiste » en Afrique australe, les interventions faites au Sénat sur l'abrogation de l'amendement Clark et la relance de Savimbi et de l'UNITA, le voyage de D. Murge aux Etats-Unis et ses déclarations sur la nouvelle politique américaine favorable à la RSA ont amené les délégués de Prétoria à exiger, lors de la conférence de Genève de l'ONU en janvier 1981, que « les partis internes » de Namibie soient mis sur pied d'égalité avec la SWAPO, comme condition d'élections en Namibie, supervisées par l'ONU. C'était annuler le plan de

l'ONU, pourtant élaboré par les « Cinq », et proposer la solution de Ian Smith, associant l'évêque noir Muzorewa à l'aménagement de l'apartheid en Rhodésie. Les pays africains ayant refusé une « solution interne », la Conférence de Genève aboutit à un échec, provoquant voyages et conférences pour sortir de l'impasse.

**Après l'échec de Genève, quelle solution ?**

L'Algérie est l'un des pays chefs de file de l'« anti-impérialisme » et du « non-alignement ». Sa politique s'inscrit dans le cadre de la coexistence pacifique, de l'ONU et de l'OUA. C'est ainsi qu'Alger, respectueux des frontières établies par l'impérialisme, a appuyé le gouvernement central nigérian dans la guerre civile qui a ravagé le pays, les accords d'Alvor et d'Alger sur l'Angola (gouvernement MPLA-FNLA-UNITA)

et sur l'Iran-Irak, dirigés contre le peuple kurde... Pour préparer la Conférence d'Alger des non-alignés en avril, le président Chadli a entrepris un long voyage sur le continent. Sa position a été clairement exposée à Lagos (Nigeria) le 11 avril. Il s'agit « de peser de tout son poids pour imposer la solution arrêtée par la communauté internationale sur la Namibie », c'est-à-dire revenir à la résolution 435 élaborée par les « Cinq ».

La Conférence de Luanda réunissait les délégués des six pays de la « ligne de front », largement dépendants sur le plan économique de la RSA. La position adoptée (retour à la résolution 435) avait été préparée par celles de Mugabe : déclaration du 21 mars sur le refus d'appliquer des sanctions à la RSA ; lettre à Reagan pour qu'il interviene en faisant des pressions sur Prétoria, qu'il accepte l'indépendance de la Namibie et abroge l'apartheid pour que soit tracé « le chemin de la démocratie en RSA ».

A la Conférence des « non-alignés » d'Alger, la position des six a pesé sur les délégués ; la résolution finale parle bien de la nécessité de « sanctions globales obligatoires » à l'encontre de Prétoria, et d'organiser un boycottage, impossible à réaliser. Il est même question d'aider la SWAPO à intensifier la lutte armée, moins pour arracher l'indépendance que parce qu'elle constitue, selon le ministre algérien Ben Yahia, le « seul recours possible ». Au total, « une ultime affirmation de la volonté des pays non alignés de voir aboutir le processus de négociation et de règlement politique en Afrique australe ».

**Les conséquences du voyage de C. Crocker en Afrique**

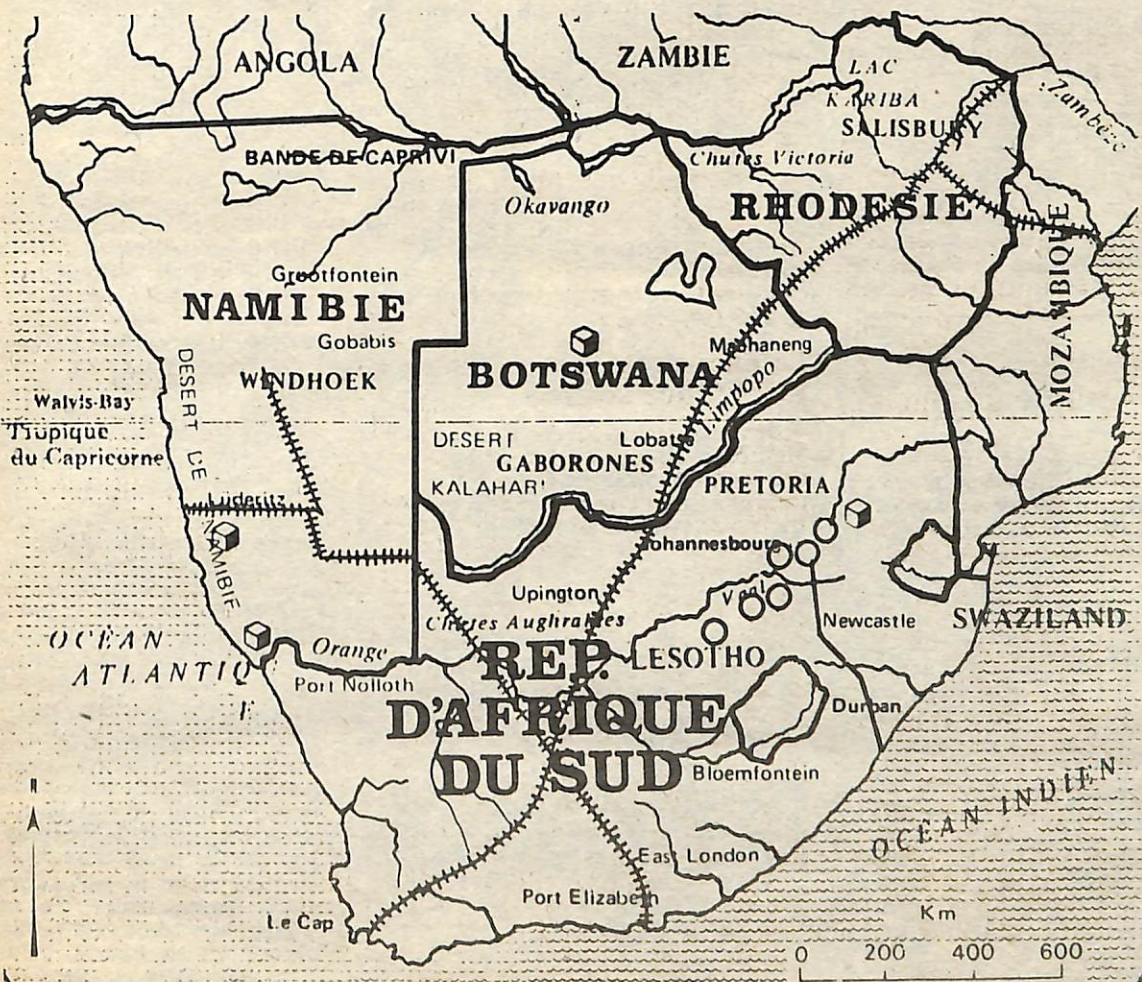
Si la position de Reagan-Haig est favorable à la RSA, elle doit tenir compte de la situation explosive de l'Afrique australe et noire. Le choix du « libéral » Crocker et le caractère exploratoire de sa mission sont révélateurs de la prudence des Etats-Unis et des « Cinq ». L'approche américaine prend en compte l'importance économique et stratégique de la RSA (déclaration de Haig) et recherche à la Namibie une solution proche de celle sur la Rhodésie (accords de Lancaster House).

Tout au long de son voyage, la position de Crocker évolue. A Lagos, « notre commerce avec l'Afrique noire est plus important que celui avec l'Afrique du Sud ». A Prétoria, la 435 « constituait toujours une base pour de futures négociations... peut-être pas une base complète, mais elle permet d'aller de l'avant ». A Gaborone, capitale du Botswana, les partisans de la SWAPO ne constituent pas « des hommes de main des Russes ».

C'est sur la base des travaux des conférences et du voyage de Crocker que

(suite page 16)

**Quelques données sur la Namibie**



La Namibie est un pays immense de 824 269 km<sup>2</sup> (France et Italie réunies), mais sous-peuplé : 1,2 millions d'habitants environ, dont près de 100 000 Blancs.

Principales richesses : l'élevage du mouton karakul pour les peaux d'astrakan ; les minerais : cuivre, zinc, plomb, argent, mais surtout les diamants (le principal gisement mondial est contrôlé par le magnat sud-africain Oppenheimer, près d'un milliard de dollars de bénéfices en 1979), et l'uranium : la principale mine, celle de Rossing, est contrôlée par deux trusts principaux, la Rio Tinto Zinc (G.-B.) et l'IDC sud-africaine.

En 1964, le pays est divisé en douze « nations » africaines, dotées chacune d'un territoire. Les Blancs s'approprient 61 % du pays, regroupent la quasi-totalité des terres cultivables, les mines, les voies ferrées, les usines et le seul port en eau profonde, Walvis Bay (annexé à la RSA).

En 1969, les « indigènes » sont regroupés en six nations (bantoustans) dont deux seront déclarées « indépendantes » en 1975 (Ovamboland, Okavangoland).

En décembre 1978, Prétoria organise des « élections » et, après la victoire du principal parti blanc, l'Alliance démocratique de la Turnhalle (DTA), une Assemblée et un Conseil des ministres dirigé par le leader de la DTA, le fermier blanc Dirk Mudge.

## Irlande

## La Namibie...

(Suite de la page 15)

s'est tenue à Londres la réunion des Cinq du « groupe de contact ». La position, qui sera développée au Conseil de sécurité (fin avril) par les Cinq, marque une évolution de la position américaine qui se rapproche des positions africaines et de la résolution de l'ONU, qui correspond aux intérêts généraux de l'impérialisme, confortés par l'évolution positive, à leurs yeux, du Zimbabwe. Bien que les Cinq refuseront d'exercer une pression radicale sur Prétoria, c'est la marche à une solution en Namibie et à l'aménagement de l'apartheid en Afrique du Sud, comme le comprennent les dirigeants impérialistes. Ainsi Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American, déclare « rétablir la mobilité du travailleur noir, entravée par un labyrinthe de lois et de réglementations, accepter le fait que les Noirs font partie intégrante de notre population urbaine et agir en conséquence, enfin et surtout reconnaître que la discrimination raciale et que l'inaptitude à supprimer l'une débouchera sur la destruction de l'autre ».

## La poudrière de l'Afrique australe

Le renversement de l'Etat impérial d'Ethiopie en 1974, puis l'effondrement de l'empire portugais (Angola, Mozambique) vont donner une formidable impulsion à la lutte des masses en Afrique australe : grèves et révolte de masse contre l'apartheid en RSA (Soweto), insurrection au Shaba (Zaïre) en 1977, développement de la lutte armée en Rhodésie. La défaite de l'impérialisme au Zimbabwe a marqué une nouvelle étape dans le processus de la révolution en Afrique. Au lendemain des fêtes de l'indépendance, Moscou considère que la victoire de Mugabe « a radicalement changé, au bénéfice de l'Afrique indépendante, la situation politique, militaire et économique dans le sud du continent ». (Le Monde du 19 avril 1980).

C'est cette victoire qui a déstabilisé l'ensemble des pays de la région (Zambie, Mozambique), nourri la lutte armée et les grèves en Namibie, accéléré la décomposition de la RSA. Dès mars 1980 et prenant appui sur la grève générale des lycées de janvier, le mouvement s'élargit. En mai, les meetings et les manifestations des étudiants noirs, indiens et métis s'amplifient. Le pouvoir intervient brutalement (60 morts et 200 blessés). Mais l'entrée en lutte de la classe ouvrière, la plus importante et la plus combative du continent, va donner au mouvement les caractères de la grève de masse.

La grève victorieuse des 6 000 ouvriers du groupe textile Frame est suivie de celle des usines Volkswagen, Ford, Goodyear, SKF, Sasol. Dans ces grèves, les travailleurs se dotent de leurs propres organes de lutte, les piquets de grève massifs, les comités d'action, le syndicat indépendant multiracial (FOSATU). Parlant de ce mouvement, le *Financial Mail* sud-africain écrit qu'il « avait probablement marqué un tournant sur le continent » (Le Monde du 19 avril 1980).

En Afrique australe, l'explosion révolutionnaire est inéluctable.

M. Aklouf

(1) Barry Cohen et H. Schissel, *L'Afrique australe de Kissinger à Carter* (L'Harmattan, 1977).

(2) Cohen-Schissel, id. (pp. 19, 20).

(3) R. Lefort, *L'Afrique du Sud, histoire d'une crise* (Maspero, 1977). Un rand vaut près de 5 francs.

(4) R. Lefort, id. (p. 54).

(5) John Myers dans *Afrique*, avril 1981.

(6) O. Dia dans *Afrique*, octobre 1978.

(7) R. Lefort, id. (annexe II) et H. Delahaye dans *Afrique-Asie* du 17 mars 1980.

(8) John Stockwell, *In search of Enemies : A CIA Story*.

(9) *Le Matin* du 16 avril 1981.

(10) *Afrique-Asie* du 2 février 1981.

(11) B. Lachatre dans *Le Monde diplomatique*, octobre 1979.

(12) R. Lefort, id.

(13) *Le Monde diplomatique*, octobre 1979.

## Un siècle de luttes anti-impérialistes

Une extrême tension règne en Irlande du Nord. Chaque jour, chaque heure qui passe l'aggrave. Bobby Sands, prisonnier nationaliste irlandais qui a dépassé la soixantième journée de sa grève de la faim, se meurt. Dans les quartiers « catholiques », les manifestations succèdent aux manifestations, aboutissent à des affrontements avec les forces de l'ordre, avec la police, avec l'armée anglaise qui intervient directement. Les autorités anglaises font savoir qu'elles sont en état de « maintenir l'ordre ». D'ailleurs, en quelques jours à Derry, l'une des concentrations prolétariennes catholiques du Nord, trois jeunes ont été tués...

Mais en toute tranquillité, les milices extrémistes « protestantes » ou « unionistes », ces groupes réactionnaires qui ont tenté — après bien d'autres crimes — d'assassiner Bernadette Devlin, font savoir qu'elles se préparent à des pogroms.

La tension s'étend à toute l'Irlande. Le 28 avril, c'était une ville importante du Sud, Dundalk, qui était paralysée par une grève générale — décidée par le « Trades Council » (l'union locale regroupant tous les syndicats) — de solidarité avec Bobby Sands et ses camarades... Bobby Sands depuis le 1<sup>er</sup> mars, Francis Hughes depuis le 15 mars (il est maintenant aussi dans un état critique), Raymond Maccreeh et Patsy O'Hara depuis le 22 mars, font la grève de la faim pour arracher le rétablissement du statut politique pour les prisonniers républicains irlandais.

Malgré la puissance du soutien populaire en Irlande pour les revendications des prisonniers — exprimé en particulier dans le fait que le 10 avril, à l'occasion d'une élection partielle dans une circonscription

Récemment, William Whitelaw, ministre de l'Intérieur du gouvernement britannique, déclarait : « Nous sommes totalement engagés dans le maintien de troupes britanniques dans la province (l'Irlande du Nord) pour assurer la protection de la grande majorité des citoyens qui respectent la loi. Il n'est pas question que nous nous lavions les mains de la situation. L'armée restera tant qu'elle sera nécessaire au maintien de la loi et de l'ordre. Il n'y a pas d'autre alternative. Nous ne pouvons pas abandonner et nous n'abandonnerons pas l'Ulster aux extrémistes de l'un ou l'autre bord. Une telle attitude conduirait à la guerre civile. »

Whitelaw résume ainsi parfaitement et la réalité de la politique de l'impérialisme britannique (restée fondamentalement la même, qu'il s'agisse de gouvernements conservateurs ou de gouvernements

de Labour Party), et la justification mensongère dont les tenants de l'impérialisme britannique l'ont toujours entourée.

En effet, en plus des forces de police, des forces spéciales de répression de caractère militaire (l'Ulster Defence Regiment), environ 15 000 hommes des forces armées britanniques — et, parmi eux, les « troupes de choc » du Special Air Services — sont en permanence en Irlande du Nord pour « maintenir l'ordre » sur un territoire de moins de 15 000 km<sup>2</sup>, peuplé par 1 500 000 habitants. Telle est la réalité.

La fiction : ces forces armées sont là pour éviter que deux communautés, la communauté catholique et la communauté protestante, entraînées par des « fanatiques », ne s'ent'égorgent. Il s'agirait somme toute d'éviter une barbare « guerre de religion ».

d'Irlande du Nord, Bobby Sands a été élu député — le gouvernement britannique s'est refusé à toute concession, à même entamer une négociation.

Il est resté sourd également aux cris d'alarme et aux avertissements d'hommes politiques de la bourgeoisie internationale, de représentants de l'Eglise qui le mettaient en garde contre les risques d'une explosion en Irlande du Nord si l'un des prisonniers venait à mourir.

Avec une sauvage férocité, plutôt que d'admettre ce qui est incontestable, que les actions des détenus républicains ont des causes politiques, qu'il s'agit de détenus politiques, Thatcher voue à une mort affreuse Bobby Sands et ses camarades.

La tension en Irlande du Nord évoque celle qui a conduit à la situation pratiquement insurrectionnelle de 1968-1969. L'élection de Bobby Sands a réaffirmé ce qu'était la volonté de l'écrasante majorité de la population catholique d'Irlande du Nord, de la majorité de la population de toute l'Irlande.

Les heures tragiques que vit aujourd'hui le peuple irlandais sont aussi un moment où s'accumulent les conditions d'une nouvelle phase de la lutte incessante du peuple irlandais pour son indépendance et son unité, revendications dont Karl Marx disait qu'il fallait les défendre « non seulement par sympathie pour l'Irlande, mais comme une revendication dans l'intérêt même du prolétariat anglais ».

Dans ce numéro de *Correspondance internationale*, nous voulons tenter de donner quelques éléments nécessaires à la compréhension de la lutte révolutionnaire qui se développe en Irlande.

Le caractère grossier de ces affirmations ressort d'un examen même superficiel des faits les plus criants. Ce n'est que contre la « communauté catholique », contre les combattants de l'Irish Republican Army (IRA), que les forces britanniques concentrent leurs coups. Les formations para-militaires des extrémistes protestants s'organisent et s'affirment au grand jour. D'ailleurs, l'Ulster Defence Regiment comme la police ne sont formés que de « protestants ».

## Aux origines de la partition

Plus fondamentalement, le mensonge est dans la tentative de présenter l'« Irlande du Nord » comme une réalité historique propre, de feindre d'oublier que c'est une fraction du territoire irlandais, de l'Irlande qui s'est for-

gée comme une nation depuis des siècles. Que l'on prétende que cette fraction de l'Irlande n'est qu'une « province » du Royaume-Uni ne change rien et ne résiste d'ailleurs pas à la réalité des faits : c'est l'usage permanent de la force qui maintient cette fiction.

L'Irlande du Nord est une création récente, artificielle et monstrueuse, imposée par la force des armes, par la violence impérialiste, au peuple d'Irlande. Elle date de 1922. Elle est constituée alors qu'à la suite de la guerre révolutionnaire qui s'est développée dans toute l'Irlande après l'insurrection de 1916, l'impérialisme britannique est amené à abandonner sa domination directe sur l'ensemble de l'Irlande et donc à réaménager les formes du maintien de sa domination. Le moyen essentiel en sera la partition de l'Irlande, la formation d'une enclave restant directement et militairement intégrée à la Grande-Bretagne qui, assurant la division du peuple et de la classe ouvrière d'Irlande, permet de maintenir la sujétion de l'Irlande du Sud (aujourd'hui la République d'Irlande), son statut de semi-colonie.

L'Irlande du Nord actuelle ne correspond à aucune réalité historique antérieure. C'est abusivement qu'elle est désignée comme l'Ulster, ancienne province irlandaise qui coïncidait avec le nord de l'île. En effet, toute une partie occidentale de l'ancienne Ulster fait partie de la République d'Irlande et ce n'est que l'extrémité nord-est de l'île qui forme l'enclave dont Belfast est la capitale.

Mais pour certains, la réalité (et la justification) de l'Irlande du Nord tiendrait au fait que la majorité de la population (environ 1 million sur un total de 1 500 000) est protestante. C'est oublier que si la fraction catholique de la population ne compte que 500 000 personnes, c'est précisément parce qu'on a artificiellement découpé une zone assurant une majorité protestante. C'est surtout oublier le développement historique qui a donné son importance et son contenu social et politique aux termes « protestant » et « catholique », et sur lequel nous reviendrons plus loin.

Non seulement les dirigeants révolutionnaires, pionniers du socialisme et du syndicalisme en Irlande comme James Connolly, mais le mouvement nationaliste ont toujours refusé de subordonner l'unité nationale aux différences religieuses. James Connolly, qui fut l'un des dirigeants de l'héroïque insurrection d'avril 1916, en pleine guerre impérialiste, et qui fut fusillé par les Anglais, avait été l'organisateur à Belfast en 1907 de grèves unissant ouvriers protestants et catholiques.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, alors que le mouvement nationaliste se développait et que l'impérialisme britannique cherchait déjà à aménager les formes de sa domination, il s'orientait vers une solution de « Home Rule » (d'autonomie interne) mais il était déjà question d'en exclure l'Ulster (le Nord).

James Connolly déclarait alors : « Tout espoir d'unir les travailleurs, indépendamment des questions religieuses et des vieux cris de guerre, sera brisé ; au Nord comme au Sud, la question du « Home Rule » sera utilisée pour préserver les iniquités des capitalistes et des propriétaires fonciers. Je parle en connaissance de cause de ce que sont les sentiments du mouvement ouvrier organisé en Irlande en assurant que nous préférons voir la loi sur le Home Rule repoussée que de la voir adoptée en excluant tout ou partie de l'Ulster. »

Mise en garde qui devait prendre toute son actualité lorsqu'en 1921-1922 l'impérialisme britannique dut renoncer à la domination directe qu'il exerçait sur toute l'Irlande. La guerre révolutionnaire menée par l'IRA s'était développée par la mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie faisant valoir toutes leurs revendications. C'était une révolution sociale qui se développait en Irlande, les revendications nationales et démocratiques ne pouvaient être pleinement réalisées qu'en extirpant la racine de la domina-



Les manifestations en Irlande : elles expriment le soutien à chaque fois plus massif à la lutte des prisonniers du Bloc H.





## Bobby Sands est mort Thatcher assassin !

Le 5 mai 1981, Bobby Sands est mort à l'âge de vingt-sept ans. Il entra dans la 66<sup>e</sup> journée de la grève de la faim menée pour arracher le rétablissement du statut politique pour les prisonniers républicains irlandais.

Militant nationaliste, militant syndicaliste, Bobby Sands a été assassiné par le gouvernement de l'impérialisme britannique.

C'est d'un meurtre délibéré, prémédité, froidement exécuté, que le gouvernement réactionnaire de Thatcher s'est rendu coupable.

Le 10 avril 1981 — alors qu'il faisait la grève de la faim depuis quarante jours, que son état se détériorait rapidement mais qu'il pouvait encore être sauvé — Bobby Sands était élu député au parlement britannique par les électeurs d'une circonscription de l'Irlande du Nord. Exprimant la volonté et les aspirations du peuple d'Irlande, ce vote confirmait sans équivoque que Bobby Sands était un prisonnier politique.

Ce prisonnier politique est mort étant membre, régulièrement élu, du parlement britannique. Cette institution présentée comme l'institution modèle des institutions démocratiques, n'aura cependant jamais débattu du sort de l'un de ses membres. Elle ne l'aura jamais entendu...

Dans son barbare acharnement, le gouvernement Thatcher a piétiné tous les principes dont il prétend se réclamer. Il a ignoré la volonté clairement exprimée des électeurs qui avaient voté pour Bobby Sands.

Le crime commis par Thatcher demeurera dans la longue liste des infamies perpétrées contre le peuple opprimé d'Irlande par l'impérialisme anglais comme l'un des plus abjects.

Mais ce n'est pas un crime gratuit. Si le gouvernement britannique s'est refusé à toute concession, à toute discussion, c'est parce qu'il veut de toutes ses forces, en traitant les détenus politiques irlandais comme des criminels de droit commun, « criminaliser » la lutte même du peuple irlandais.

L'indignation et la colère que ce meurtre suscitent dans le monde comme en Irlande prouvent qu'il n'y parviendra pas.

L'impérialisme britannique a pu tuer Bobby Sands. Il n'a pu briser sa résistance ; la barbarie ne brisera pas la résistance du peuple d'Irlande.

tions, les grèves générales, la lutte armée de masse) pour l'indépendance.

Le découpage de cette monstruosité qu'on appelle l'Irlande du Nord a fait de 500 000 catholiques les otages du maintien de la domination impérialiste au Nord.

L'Etat-croupion de l'Irlande du Nord n'a pas seulement toléré ou développé la discrimination, l'inégalité à l'égard de la population nationaliste (minoritaire dans ses frontières artificielles mais représentante de la majorité du peuple irlandais), elle est fondée sur la discrimination, l'inégalité, la violence permanente à l'égard de la population nationaliste.

Fondé par la terreur, il n'a survécu que par l'exercice de fait de l'état de siège. Prétendument territorial anglais, les lois anglaises ne s'y sont jamais

appliquées. L'habeas corpus y est sans cesse suspendu. Des lois d'exception (comme celles qui aujourd'hui permettent les procès sans jury, les arrestations sans mandat) y ont été, sous des formes diverses, en vigueur depuis 1922.

En matière de salaires, de logement, d'éducation, d'emploi, la population nationaliste a toujours été victime d'une discrimination qui fait qu'aujourd'hui, dans certaines villes, un jeune travailleur catholique sur deux est chômeur !

Voilà l'origine de la situation actuelle : le maintien de la domination impérialiste en Irlande, l'existence d'une question nationale qui, à notre époque, se repose avec une force d'autant plus explosive qu'elle se combine avec la montée révolutionnaire du prolétariat à l'échelle mondiale.

## URSS

# Les rhumatismes d'un pachyderme

par Jean-Jacques Marie

Toute la vie politique et sociale de l'URSS paraît aujourd'hui en suspens. Le dernier congrès du Parti communiste de l'URSS a confirmé cette impression. A la lecture des discours prononcés et des décisions prises, le sentiment se dégage que la seule décision nette est l'invitation adressée aux dirigeants du parti stalinien polonais « d'inverser le cours des événements », c'est-à-dire de faire reculer les travailleurs polonais, de revenir à avant juillet 1980, lorsque les syndicats indépendants polonais comptaient à peine dans leurs rangs les 200 membres que les syndicats indépendants soviétiques, décimés par la répression, ne comptent plus aujourd'hui.

Cette « inversion du cours des événements » en Pologne, qui représente aujourd'hui l'objectif premier de la bureaucratie du Kremlin, ne dépend qu'en partie de son intervention et de son action.

Le congrès s'ouvrait déjà sous le signe de l'échec pour le Kremlin, dans la mesure où il se tenait sous le regard lointain des dix millions de travailleurs polonais réunis, sur le flanc gauche de l'URSS, dans un syndicat indépendant du parti et de l'Etat. C'est la première fois que le congrès du parti de Staline ou de ses héritiers se déroulait dans ces conditions. Brejnev et ses amis réunissaient donc le grand forum stalinien international sous le signe de leur paralysie commune.

### Plus de cent millions de prolétaires

Deux courtes séries de chiffres illustrent, dans leur sécheresse, les rapports politiques actuels entre les masses et la bureaucratie du Kremlin.

En 1979, le plan prévoyait un accroissement du revenu national de 4,3 % — il n'a été que de 2 % — et une augmentation de la production industrielle de 5,7 % — qui est restée à 3,4 %.

En revanche, pour la même année, le plan ne prévoyait qu'une augmentation de 3,6 % du fonds des salaires... C'est le seul domaine dans lequel les objectifs du plan ont été dépassés : l'accroissement réalisé a été de 4,1 %. Cette contradiction révèle toute l'ampleur du conflit souterrain et permanent qui met face, l'une à l'autre, la classe ouvrière et la bureaucratie, contrainte d'engager une offensive brutale. La caste dirigeante doit en effet s'attaquer de toute urgence aux droits et conquêtes de la classe ouvrière soviétique, dans quatre domaines étroitement liés l'un à l'autre : les salaires, les conditions de

travail, la liberté pour les travailleurs de changer d'emploi, les prix de détail des produits de première nécessité. Mais l'affrontement s'engage mal pour la caste bureaucratique...

Dans la préface à l'édition française de *La Révolution permanente*, Trotsky écrit : « L'industrialisation, force motrice de toute la civilisation moderne, devient, de ce fait, le seul fondement possible du socialisme. Dans les conditions actuelles de l'Union soviétique, l'industrialisation signifie avant tout le renforcement du prolétariat comme force dominante. »

L'une des principales conquêtes d'Octobre — c'est-à-dire l'un des résultats essentiels et toujours vivants de la révolution que la domination politique de la bureaucratie n'a pu anéantir, même si elle en déforme la nature — est très précisément la croissance formidable du prolétariat, la principale force productive. Fort d'au mieux trois millions d'individus au lendemain de la guerre civile, le prolétariat soviétique

(Suite page 18)



XXVI<sup>e</sup> Congrès du PCUS : la bureaucratie est de plus en plus incapable de résoudre les problèmes qui l'assaillent.

# Les rhumatismes d'un pachyderme

par Jean-Jacques Marie



Trop de problèmes...



... il ne voit pas de solutions...

(suite de la page 17)

dépasse aujourd'hui les cent millions d'hommes et de femmes. Sans doute faut-il manier avec la plus extrême prudence les statistiques officielles, mais la courbe de croissance est indéniable. Elle ne cesse de grimper : le prolétariat soviétique a dépassé les 25 millions d'hommes au lendemain de la guerre mondiale ; à la fin des années 1970, il a dépassé le cap des 100 millions. Les syndicats affirment avoir, en 1979, 120 et quelques millions d'adhérents. Une fois éliminés tous les bureaucrates déguisés en travailleurs et accepté le rythme officiel, réel celui-ci, d'accroissement du nombre d'ouvriers et d'employés de 2,5 % par an, on peut admettre qu'aujourd'hui il y a en URSS 105 millions environ d'ouvriers et d'employés... Une force gigantesque.

Privé de tout droit politique, privé de toute possibilité de s'organiser, le prolétariat soviétique n'en pèse pas moins de tout son poids de classe socialement dominante, quoique, politiquement, brutalement opprimée. Le « coût » de cette position est indiqué par un certain nombre de chiffres qui le matérialisent : depuis dix-huit ans, le prix des produits

de base (viande, lait, pain...) n'a pas varié. Leur dernière augmentation, sous Khrouchtchev, avait entraîné plusieurs grèves et manifestations, dont celle de Novotcherkask, que les troupes de sécurité du ministère de l'Intérieur repriment dans le sang (75 morts). Les loyers, qui représentent de 5 à 8 % du budget moyen d'une famille ouvrière, n'ont pas augmenté depuis un demi-siècle. Le prix du gaz et de l'électricité est resté stable depuis 1949.

La différence entre les prix bloqués — même si depuis 1976 les prix de certains produits ont grimpé — et les coûts réels est compensée par des subventions budgétaires d'un montant de 30 milliards de roubles, soit un peu plus du quart du montant des investissements annuels.

## La stagnation de la productivité du travail

Le bilan de l'économie soviétique pour 1979, fourni le 25 janvier par l'Office des statistiques officielles dont les responsables centraux dénoncent eux-mêmes le gonflement à tous les échelons intermédiaires, donne une image saisissante des distorsions et des

problèmes aigus qui frappent l'économie de l'URSS : « La productivité du travail demeure l'un des principaux goulets d'étranglement ; dans l'industrie, elle n'a progressé que de 2,4 % contre un objectif annuel de 4,7 % ; dans l'agriculture et les transports, elle est même en baisse. (...) La construction de logements est en baisse de 4 %, alors que la crise est loin d'être résorbée, surtout dans les grandes villes. Non seulement le plan n'a pas été accompli dans de nombreux secteurs clés, mais la production a même diminué en valeur absolue en ce qui concerne le charbon, la métallurgie, l'industrie du bois et du papier, l'industrie des métaux de construction. »

Les chiffres signifient — puisqu'il est couramment admis chez les économistes soviétiques qu'il faut corriger les chiffres officiels d'un abattement de 10 % — que la productivité du travail stagne... voire baisse !

C'est la question la plus aiguë, à la fois économiquement et politiquement : le rapport entre la productivité du travail en URSS et dans les pays capitalistes définit fondamentalement les rapports entre l'impérialisme et la propriété collective sur laquelle repose le pouvoir politique usurpé de la bureaucratie ;

ensuite, la stagnation de la productivité du travail n'est pas seulement le produit de distorsions internes entre les diverses branches de l'économie soviétique ensermée dans le carcan national, ni de l'arriération relative de l'économie, mais d'abord le fruit du rapport des forces et des relations antagonistes entre la bureaucratie et la classe ouvrière. Nous verrons ce point plus en détail ci-après...

En 1936, la productivité du travail était en URSS de cinq fois inférieure à celle des USA. En 1959, Khrouchtchev affirmait qu'elle était de 2,5 fois inférieure. En réalité, elle l'était d'au moins 3 fois, sinon plus. Il ajoutait que, d'ici 1971 : « L'Union soviétique occupera la première place au monde, tant par le volume absolu de la production que pour la production par habitant. ». Cette rododromade bureaucratique, lancée pendant le XXI<sup>e</sup> Congrès, supposait implicitement un développement très élevé de la productivité du travail. C'est bien ce que, pour réaliser cette promesse aussi impudente qu'imprudente, la bureaucratie a réclamé, sur tous les tons et par tous les temps, de la classe ouvrière, mais qu'elle n'a pu obtenir. Il est en effet certain que, depuis le milieu des années 1970 au

moins, l'écart s'est élargi entre une productivité du travail stagnante en URSS et accrue par les divers moyens de restructuration et de pression du capital dans les pays capitalistes avancés. Et plus l'écart se creuse entre la productivité du travail dans les pays capitalistes avancés et l'URSS, et plus la pression de l'impérialisme sur l'URSS se renforce et s'intensifie. Le caractère dramatique pris par la crise d'une agriculture de plus en plus incapable de nourrir la population de l'URSS renforce encore cette pression.

## L'agriculture

« Cela dure et ne peut pas durer. » Cette formule peut définir la situation de l'agriculture soviétique depuis près de cinquante ans, depuis les méthodes employées par Staline pour collectiviser la terre.

Il y a quinze ans, dans le numéro de septembre 1965 de *Novy Mir*, l'économiste Lissitchikine portait le diagnostic suivant : « De 1958 à 1964, on a investi dans l'agriculture des sommes considérables (...). Et le volume de la production agricole n'a connu qu'une progression insignifiante, sans rapport avec les investissements. »

Depuis lors, le Kremlin a accru considérablement les investissements dans l'agriculture. Entre 1971 et 1975, il y a investi 135 milliards de roubles ; entre 1965 et 1975, il y a investi autant qu'entre 1917 et 1965. Les résultats ? Nuls, ou presque. La récolte de céréales de 1975 est de 170 millions de tonnes (le plan en prévoyait 215. Déficit : 45 millions de tonnes !) ; celle de 1979 était de 179 millions de tonnes !

Depuis, les investissements n'ont cessé de croître et la production de stagné aux environs de 200 millions de tonnes de céréales, selon la bienveillance ou la dureté des saisons. Brejnev a tiré de cet échec permanent une double conclusion : il a passé avec les Etats-Unis un contrat d'achat régulier de céréales. Il a lancé un appel au plénum du comité central de novembre 1978 : « Il faut créer un climat social déterminé où les kolkhoziens et les travailleurs des sovkhozes sentent qu'en entretenant à la maison du bétail et des volailles, ils accomplissent une œuvre utile, une tâche d'Etat. » Demander ainsi aux 3 % de lopins individuels de colmater les défaillances de l'agriculture collectivisée, qui emploie 25 % des Soviétiques, c'est avouer la faillite de sa gestion bureaucratique et son incapacité à y remédier, faillite qui a englouti et continue d'engloutir des centaines de milliards de roubles et menace aujourd'hui le simple ravitaillement de la population soviétique. La paysannerie soviétique met donc la bureaucratie à genoux et menace l'approvisionnement en pain du pays. Et cette faillite agricole rejaille brutalement sur l'industrie qu'elle désorganise pendant des semaines entières.

## La discipline du travail

Le 30 novembre 1973, Brejnev tonnait : « Nous n'avons pas le droit de

## Tensions dans l'appareil bureaucratique

L'incapacité du Kremlin et de son agence polonaise pour endiguer le mouvement des masses s'organisant, rassemblant les travailleurs dans et par la grève, ne peut que susciter des tensions au sein de l'appareil dirigeant, qui se régleme bien sûr en dehors du congrès.

Les uniques modifications intervenues dans la direction du parti ont été dues à mort d'homme : l'une naturelle, gardée secrète trente-six heures durant, celle de Kossyguine ; l'autre accidentelle, celle du « dur de dur » Macherov, mort en octobre 1980 dans des conditions fort étranges : sa voiture venant s'encaster dans un véhicule de l'armée, inopinément sorti entre l'avant-garde de son escorte motocycliste et sa voiture officielle... Aucun membre du bureau politique n'a participé à ses funérailles...

On peut penser que la mort de Macherov était un avertissement solennel de Brejnev et ses hommes : la gravité de la situation exclut désormais la liquidation douce, du type de la mise à l'écart sans douleur de Malenkov, Kagarovitch et Molotov par Khrouchtchev, puis de Khrouchtchev et plus tard de Chélepine par Brejnev lui-même.

L'incapacité de la bureaucratie à résoudre les problèmes qui l'assaillent, la crise permanente qui la ronge, la puissance numérique grandissante de la classe ouvrière, sa place même, en tenailles entre les classes fondamentales à l'échelle du monde, son rôle de parasite sur les rapports sociaux, les contradictions qui la déchirent rongent le monolithisme indispensable à sa domination, et, par là même, nourrissent en elle des tendances permanentes au bonapartisme. Elle doit corseter la classe ouvrière, la paysannerie, l'ensemble des masses laborieuses et, pour ce faire, se corseter elle-même. Depuis 1953, l'expérience a confirmé à ses yeux que toute brèche dans le système de sa domination absolue, imposée par la terreur, ouvrirait aux masses une possibilité de s'engouffrer. La nécessité d'un bonaparte, capable de garantir, d'une poigne de fer, l'unité des rangs de la bureaucratie, surgit précisément de son incapacité à assurer « normalement » le maintien de sa domination.

Il ne saurait y avoir de « parlementarisme » bureaucratique. Alors même que des conflits d'intérêt très profonds et des divergences graves déchirent la bureaucratie, le système « soviétique » formellement maintenu, mais entièrement dégénéré, ne peut pas même prendre l'apparence d'une caricature de système parlementaire bourgeois. Le soviét suprême de l'URSS, qui rassemble les députés élus, s'est ainsi réuni trois jours les 28, 29 et 30

novembre 1979, pour entendre cinq rapports et adopter cinq projets de loi... et pas n'importe lesquels : sur le plan d'Etat, sur le budget de l'Etat, sur le contrôle populaire, sur tout le système judiciaire (Cour suprême, etc.) et sur la validation des décisions de son présidium. Après avoir réglé ce programme chargé en trois jours, les « députés » se sont ajournés pour six mois, selon la règle...

Le bonapartisme récurrent s'exprime de deux façons : d'abord par la tendance à réhabiliter Staline, la bureaucratie va chercher là un bonaparte menaçant mais inefficace chez les morts. Tentative à la fois dérisoire et significative d'un second aspect plus immédiat : le « pouvoir absolu » du premier secrétaire. C'est pourquoi Brejnev, pour se tailler quelques galoches dans les brodequins de Staline, a rétabli le bureau politique débaptisé au lendemain de la mort de Staline, et le titre de secrétaire général, s'est fait nommer général, se distribue une décoration par mois, s'est fait décerner le prix Lénine de littérature, a publié ses œuvres encore incomplètes, ses souvenirs, etc.

Ces mesures, comme la réhabilitation de Staline, ont un caractère manifeste d'« inachevé » et d'« incertain ». Sakharov expliquait il y a quelques années : « Aujourd'hui, la volonté première des autorités consiste, autant que faire se peut, à ne rien changer d'essentiel pour ne pas risquer de briser l'équilibre instauré et, en fin de compte, pour ne pas risquer de mettre en péril la situation et les privilèges de l'élite sociale, étroitement liée au maintien de la situation actuelle. »

Mais cet « inachevé » et cet « incertain », qui imprègnent toutes les décisions de la bureaucratie dirigeante et qui accroissent la gravité même des problèmes non résolus, ne sauraient durer indéfiniment. Unifier les rangs de la bureaucratie pour déclencher l'offensive de grande envergure contre un prolétariat de plus de cent millions d'hommes, c'est un impératif qui hisse la nécessité d'un bonaparte à des hauteurs vertigineuses. Brejnev a beau tempêter, révéler ses exploits militaires jusqu'alors inconnus, se donner des étoiles de général à tout va, il ne peut inverser les rapports politiques existants pour être à la hauteur de cette exigence... On peut penser qu'en cette situation, le KGB et son chef Andropov constituent l'axe policier indispensable de ce bonapartisme anémique. Mais si la bureaucratie hésite, angoissée, à l'idée d'affronter la classe ouvrière de front, il est impossible au KGB d'assumer cette tâche à sa place... J.-J. M.



... Attention à la chute !

tolérer le moindre manquement à la discipline du travail. » Un an plus tard, il reprenait : « Camarades, il nous faut garder constamment dans notre champ de vision toutes les questions liées à l'élevation de la discipline du travail. » (La Pravda du 28 novembre 1974). Les années passent et rien ne change... au contraire. Un exemple : dans Troud du 2 septembre 1979, un article posait la question en ces termes abrupts : « Pourquoi l'absentéisme est-il devenu la norme ? » Et l'auteur y indiquait que dans l'usine de briquetterie où il travaille, en 1977, un travailleur sur deux avait violé la discipline du travail. Phénomène complémentaire, la « fluidité » des cadres — autre mal dont se plaint la bureaucratie — a atteint en un an 60 % du personnel d'encadrement. La bureaucratie a pris une première mesure pour serrer un peu la vis. Par décret du 12 janvier 1980 — trois semaines après l'intervention en Afghanistan —, le délai de préavis pour quitter son emploi est élevé de 15 jours à... 30 jours. Si le mal est si grand — et il est très grand —, la mesure est dérisoire. Mais en même temps, elle illustre une volonté politique dont la portée ne saurait échapper aux intéressés.

### La grille des salaires

Le 18 décembre 1972, au plénum du comité central, le vice-président du Conseil des ministres, N. Kbaikalov, a déclaré : « En 1973, continuera le mouvement de l'élevation du salaire minimum vital jusqu'à la somme de 70 roubles. » (La Pravda du 19 décembre 1972). Au dernier congrès du PCUS, huit ans plus tard, Brejnev déclarait : « Il est dans nos intentions de nous atteler à la réalisation d'une mesure aussi importante que l'élevation du salaire minimum à 80 roubles par mois. » Mais les travailleurs ont, au cours de cette période, arraché tout un réseau de primes diverses et multiples que la bureaucratie aimerait rationaliser pour les reprendre. Le marchandage permanent qu'ils exercent avec la bureaucratie constitue une sorte de « négociation salariale » sans représentants et sans table de négociations, mais qui a abouti à l'éclatement de la politique salariale de l'Etat bureaucratique.

La bureaucratie a engagé timidement la discussion dans ses propres rangs sur l'offensive à déclencher dans le domaine des salaires. C'est à la fois le seul levier réel qu'elle puisse utiliser pour mener réellement la bataille de la productivité du travail et en même temps l'instrument le plus explosif à manier pour elle. Décider de rationaliser la grille des salaires, de la rendre transparente en y incluant les primes diverses et multiples par lesquelles les directeurs s'arrangent avec leurs ouvriers, dans toute l'URSS, pour diminuer les tensions les plus graves, c'est appeler toute la bureaucratie, toutes ses couches intermédiaires, à faire front contre la classe ouvrière...

Et les mouvements de grève dont on peut avoir connaissance en URSS touchent en général le système des primes, et les tentatives faites par la bureaucra-

tie de les réduire. D'ordinaire, après une tentative d'intimidation, les bureaucrates cèdent...

### Les conditions de travail

La bureaucratie s'en prend ensuite aux conditions de travail des ouvriers. Ses insuccès dans cette tentative sont particulièrement vifs. Un exemple : la production de charbon baissant dans un certain nombre de puits, la direction impose aux mineurs de descendre au fond les samedi et dimanche. Ces milliers d'heures supplémentaires (normalement payées à 150 % de l'heure normale), la bureaucratie s'attache en règle générale à ne les payer qu'au tarif de l'heure normale. Le résultat de cette politique : en 1979, la production de charbon a baissé, et elle continue à baisser en 1980. Les mineurs, contraints à travailler 7 jours sur 7, ont extrait moins de charbon en 7 jours qu'en 5 ! Cette situation a suffisamment alarmé la bureaucratie pour qu'elle soit amenée à discuter publiquement. Suivant l'habitude, on présente les faits comme un élément local ou régional, ou passager. Mais ici, l'exception est la règle.

### La réforme des prix

Concurremment à la tentative de bloquer les salaires et la lente mais irrésistible évolution des primes, en nombre et en montant, la bureaucratie doit tenter de fonder le système des prix. Au début d'avril s'est réunie une conférence à l'échelle de toute l'URSS, sur les problèmes de formation des prix, c'est-à-dire d'abord sur la modification des prix de gros, restés inchangés depuis 1967. La conférence s'est achevée sans prendre de décision claire, ses travaux « ouvrent la voie à l'amélioration du mécanisme de formation des prix dans l'économie » (8). On ne saurait être plus prudent. Mais l'indication que les prix de gros seraient augmentés a suffi pour semer l'inquiétude... Et les autorités se sont empressées de faire savoir, à plusieurs reprises, que cela n'entraînerait aucune modification des prix de détail. Cette promesse, destinée à calmer les esprits, ne pourrait être tenue que si le Kremlin réussissait à restaurer la discipline du travail.

Rien ne laissant présager un succès à ce point inattendu, on comprend que la refonte des prix de gros, sans laquelle toutes les mesures de réforme économique prises depuis une douzaine d'années restent en l'air, ne soit étudiée qu'avec une sage lenteur. Mais cette sagesse, du point de vue des rapports politiques entre la bureaucratie et les masses, interdit à la bureaucratie toute tentative sérieuse d'aller de l'avant dans l'insertion dans la division internationale du travail, dominée par l'impérialisme. Cette preuve inversée de la puissance sociale du prolétariat aiguise les problèmes économiques et les divisions internes de la caste dirigeante.

La mobilisation du prolétariat polonais à partir de chaque tentative de la bureaucratie de Varsovie de refondre le système des prix (1970-1976-1980) souligne l'acuité et le caractère explosif de

cette question vitale pour l'alignement — si relatif soit-il — des prix de l'économie collectivisée des pays de l'Est sur ceux de l'économie capitaliste. Prudent en avril, le Kremlin le sera dix fois plus en octobre !

Le bilan des maigres tentatives de refondre son système des prix — absolument indispensable pourtant — est que le Kremlin n'a, à quelques rares exceptions près, augmenté que les biens achetés par les couches privilégiées qu'il représente : le 1<sup>er</sup> janvier 1977, le Kremlin a ainsi augmenté le prix des produits de luxe, le café de 400 %, l'essence de 100 %, etc. Ces augmentations ont suscité un vif mécontentement dans les couches privilégiées.

### Le mouvement ouvrier

L'angoisse qui saisit la bureaucratie, les hésitations qui la déchirent devant la nécessité vitale pour elle d'engager sans tarder une offensive frontale contre la classe ouvrière soviétique, sa peur panique de voir cette dernière s'organiser, expliquent son attitude devant les mouvements de grève ouverte sporadique des travailleurs de l'URSS. Dans son interview au Monde, Vladimir Borissov explique : « Les autorités craignent énormément les mouvements ouvriers organisés. En général, elles cèdent aussitôt, et, quand il s'agit d'un mouvement d'ampleur, il arrive souvent qu'un membre du bureau politique vienne immédiatement sur place pour satisfaire les revendications, le temps que le mouvement s'arrête. »

Ce faisant, la bureaucratie obéit à un souci primordial : intervenir assez tôt pour empêcher que les travailleurs en grève n'aient eu le temps de mettre sur pied les formes d'organisation qui les regroupent face à elle et qui constituent par là un facteur décisif de la conscience, un élément décisif du rassemblement des travailleurs soviétiques en tant que classe.

Ainsi, en avril 1979, les travailleurs de Gomselmach à Gomel se mirent en grève pour protester contre la diminution de leurs primes. Ils élurent des délégués qui se présentèrent au comité central du PC de Biélorussie. Après une vaine tentative de convaincre les 12 000 ou 13 000 travailleurs de l'entreprise de reprendre le travail aux nouvelles conditions, le comité central rétablit les primes antérieures et les régla immédiatement...

Le 9 août 1979, à Togliattigrad, les conducteurs d'autobus se mettent en grève pour l'augmentation de leurs salaires, l'aménagement des horaires, le licenciement immédiat du directeur du dépôt et de son adjoint. Dans la nuit, les grévistes bloquent la sortie du dépôt avec un autobus enchaîné aux grilles et installent un piquet de grève. Les autorités s'efforcent de les convaincre qu'elles examineront leurs revendications avec bienveillance à condition que le travail reprenne. Le comité de grève refuse et exige que les négociations s'engagent avec un dirigeant régional du parti. Les autorités envoient des jaunes qui revendiquent la liberté du travail. Le piquet de grève les assomme. Les autorités municipales dépêchent des détachements de la police (dite milice) et du KGB... qui ne réussissent pas à pénétrer dans le dépôt. Pendant ce temps, les habitants de Togliattigrad s'entassaient aux arrêts de bus. La nouvelle de la grève se répand peu à peu. Les chaînes de montage de l'usine d'automobile (la plus grande d'URSS) restent en panne. Au milieu de la journée, les autorités capitulent et cèdent à toutes les revendications des grévistes.

Dans le numéro 5 de la revue Poiski, publié en janvier 1979 en Samizdat à Moscou, deux opposants, Piotr Eguidés et Pinkhos Podrabinek, étudiant la « résistance économique des masses travailleuses », soulignent : « Les gens ne veulent pas travailler sans rétribution convenable, pour le seul profit des privilégiés spéciaux de l'élite dirigeante. Dans le pays se déroule en permanence une grève générale à l'italienne, qui a une signification non seulement économique mais aussi politique, car elle favorise la fermentation des esprits (...). Aussi la stabilité est illusoire, purement apparente. Devant nous se dresse un colosse aux pieds d'argile. »

Le moment approche, et il approche vite, où la bureaucratie, aujourd'hui saisie à la gorge, ne va plus pouvoir continuer à hésiter, à différer, à transiger. Elle doit se battre pour briser la grève générale à l'italienne des travailleurs. La création de deux petits syndicats libres — même détruits — en l'espace de deux ans est, sur le fond des combats réels de la classe ouvrière ici rapidement esquissés, plus qu'un signe. L'heure de l'affrontement s'approche. C'est la bureaucratie qui en prendra l'initiative. Cette initiative est inévitable. La réponse du puissant prolétariat de l'URSS ne l'est pas moins.

## Pologne

# Pour qui travaille la bureaucratie ?

Depuis la grève générale d'août 1980, le Kremlin n'a pas cessé de dénoncer les « forces de la contre-révolution » qui opéreraient en Pologne sous couvert de Solidarité, le soutien qu'elles recevraient de l'Ouest et les risques qu'elles font courir au « socialisme ». Toutefois, cette propagande stalinienne a elle-même fourni la preuve qu'il ne s'agissait que de calomnies, puisque jamais elle n'a été en mesure de citer une seule revendication ou lutte des masses polonaises qui s'inscrive dans la perspective d'une restauration du capitalisme. Son seul argument est un sophisme grossier, celui qui revient à assimiler l'Etat ouvrier et sa principale conquête, l'expropriation du capital, à la dictature sans partage du POUP contre laquelle les ouvriers polonais se battent effectivement.

Or, c'est exactement l'inverse. Si les travailleurs ne songent nullement à se replacer sous le joug du capitalisme dont ils se sont débarrassés depuis plus de trente ans, face à sa crise économique et politique croissante, la bureaucratie ne voit de porte de sortie que du côté de l'impérialisme. Après s'être rendu à chaque fois plus dépendant de l'Ouest en faisant appel à des crédits croissants, le POUP prépare maintenant une réforme économique qui poursuit l'intégration de la Pologne au marché mondial et la placera ainsi, dans des proportions jamais vues, sous la coupe de l'impérialisme. Là se trouve la véritable tendance à une restauration du capitalisme.

(Suite page 20)



Ouvriers polonais : ce ne sont pas eux mais la bureaucratie qui alimente les tendances à la restauration du capitalisme.

# Pour qui travaille la bureaucratie ?



Tandis que les bureaucrates du POUP sont bien nourris...

(Suite de la page 19)

Plusieurs réunions internationales des créanciers de la Pologne ont eu lieu ces dernières semaines. Le 31 mars et le 7 avril, ce sont 19 délégués des banques occidentales, venus de 11 pays différents, qui se retrouvaient à Londres, tandis que les 9-10 et 27 avril, se réunissaient à Paris les représentants de 15 Etats envers lesquels Varsovie avait des dettes ou qui avaient apporté leur caution à des prêts consentis par des établissements bancaires. Les Etats-Unis, la RFA, la France, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Autriche figuraient en bonne place, et seul manquait à l'appel le Japon qui, devant la crise polonaise, avait décidé de ne plus accorder de nouvelles facilités de paiement à la bureaucratie.

Faisant suite aux discussions qui s'étaient déroulées à la fin de l'année 1980, ces réunions devaient en effet décider d'une position commune face à l'impossibilité dans laquelle était la Pologne de faire face à ses échéances. D'après les agences de presse occidentales, Varsovie avait demandé de repousser ses remboursements de trois ans mais l'impérialisme n'était disposé à lui accorder qu'un sursis d'une année, dix-huit mois tout au plus. Les banques, en particulier, avaient la position la plus intransigeante et elles en faisaient guère confiance à un régime dont la crise allait encore s'approfondissant.

Par la mise en commun de toutes les informations, ces réunions ont permis de définir avec exactitude le montant de la dette polonaise à l'Ouest. Les estimations les plus pessimistes étaient ainsi confirmées puisque, intérêts non compris, il est apparu que l'« ardoise » de Varsovie se monte à 24 milliards de dollars, desquels 7,4 arrivent à échéance cette année.

## Deux classes, deux politiques

Il ne s'agit pas de s'opposer par principe à ce qu'un Etat ouvrier ait recours à des capitaux occidentaux, même assortis d'un fort taux d'intérêt et représentant donc un indéniable pillage impérialiste.

Un Etat ouvrier à direction révolutionnaire, comme la Russie de Lénine et de Trotsky, pourrait fort bien avoir recours à des crédits capitalistes. Mais il le ferait de façon momentanée, tactique, continuerait à combattre sans merci l'impérialisme et la bourgeoisie, ne cesserait pas de construire des partis et une Internationale révolutionnaires, et présenterait enfin aux masses cette « aide » pour ce qu'elle est, dénonçant par exemple ses prêteurs qui, espérant réaliser une fructueuse opération financière, révéleraient une fois de plus leur vrai visage. Ce faisant, un Etat ouvrier ne cesserait pas de se maintenir sur le terrain de la révolution prolétarienne, de s'appuyer sur l'énergie révolutionnaire des masses et leur mobilisation.

Il en va tout autrement des bureaucraties de Varsovie et de Moscou. Plutôt que de démasquer les intentions et la rapacité de l'impérialisme, leurs représentants se font recevoir en grande pompe par celui-ci, multiplient les courbettes et se félicitent du climat de « compréhension mutuelle » qui règne entre eux, à l'instar du vice-ministre Jagielski lors de ses deux récents voyages à Paris. Loin de construire des partis

révolutionnaires pour le renversement des régimes bourgeois, la bureaucratie vole à leur secours. En Argentine, le Parti communiste soutient la sanglante dictature militaire. En France, alors que des élections présidentielles vont avoir lieu, la Pravda du 13 mars présente le principal candidat de la bourgeoisie, Giscard, comme « un homme politique prudent, de sang-froid, en particulier dans l'arène internationale ». Et pas plus qu'il ne précisait quelles forces de classe sont derrière le président de la République française, l'organe du Kremlin ne manifestait pas la moindre solidarité avec les travailleurs français et leur volonté de chasser Giscard à l'occasion de ces élections (voir Correspondance internationale numéro 7).

Ces faits ne sont pas isolés. Ils ne sont qu'une illustration particulière de l'ensemble de la politique nationale et internationale de la bureaucratie, celle de la « coexistence pacifique » que Moscou présente comme la continuation de l'action des bolcheviks alors qu'elle en est précisément la négation. Lénine et Trotsky acceptaient, en effet, de reconnaître les Etats bourgeois, de nouer des relations diplomatiques et de passer des accords avec eux. Mais ils n'ont jamais inféodé la politique des partis communistes et de la III<sup>e</sup> Internationale à ces accords. Ils n'ont jamais soutenu les gouvernements ou les régimes qui étaient à un moment leurs alliés, mais ils continuaient à les combattre comme par le passé, plus même que par le passé. A l'inverse, la bureaucratie décerne toute une série de qualificatifs louangeurs et soutient les gouvernements avec lesquels elle passe des accords diplomatiques. Si Giscard, par exemple, se voit qualifié par la Pravda d'« homme prudent » et de « sang-froid », c'est notamment parce que, du côté occidental, c'est l'un des chefs d'Etat les plus acquis à la collaboration active avec le Kremlin. Si Viola, le bourreau du peuple argentin, bénéficie de l'appui du Parti communiste, c'est parce qu'il reçoit ainsi le paiement des cargaisons de blé et de viande que la dictature militaire expédie en URSS.

Autant les dirigeants bolcheviques s'appuyaient donc sur la mobilisation des masses, autant la bureaucratie cherche à bénéficier du soutien de la bourgeoisie. Elle n'occupe pas une position intermédiaire, ne représente pas une « troisième voie », et cela pour des raisons de fond qui tiennent aux conditions les plus essentielles de la lutte de classes. Aujourd'hui, sous l'impérialisme, il finit par ne plus y avoir, à l'échelle mondiale, que deux forces et deux classes aux intérêts totalement inconciliables : la bourgeoisie et l'impérialisme d'une part, le prolétariat et la révolution socialiste de l'autre. Faute de pouvoir s'appuyer sur la classe ouvrière et sa mobilisation, la bureaucratie doit donc rechercher le soutien de la bourgeoisie.

Couche sociale étrangère au prolétariat à qui elle a soustrait le contrôle des Etats ouvriers, celle-ci a dès l'origine été marquée du sceau de l'impérialisme. Apparue en Russie à partir des années 1920, elle s'est constituée en raison directe des coups que l'impérialisme a pu porter à la révolution prolétarienne et du reflux généralisé qui en a résulté.

Même si elle s'est considérablement renforcée dans l'après-guerre, en parvenant notamment à placer ses agents à la tête des Etats ouvriers qui, comme la Pologne, ont alors surgi, elle n'en est pas moins restée inféodée à l'impérialisme parce qu'elle restait un ennemi mortel de la révolution prolétarienne.

Si le mouvement des masses se renforce et que sa crise s'accroît, la bureaucratie ne peut donc que faire appel à l'impérialisme pour se défendre et chercher auprès de lui un secours, puisque c'est de lui seul qu'elle tire son existence et sa force. Et comme le démontre aujourd'hui de façon éclatante l'exemple polonais, plus le mouvement des masses est fort et plus la bureaucratie doit se lier plus directement encore à l'impérialisme.

Telle est la solidarité politique fondamentale qui, par-delà leurs divergences et leurs négociations, lie la bureaucratie à l'impérialisme, et tel est le cadre à l'intérieur duquel s'explique la liaison croissante de la bureaucratie polonaise à l'Ouest, en particulier par le biais de ses demandes de crédits.

## La politique de l'impérialisme

Washington, Bonn, Paris ou Londres ont d'abord utilisé les moyens de pression qu'ils possédaient sur l'économie polonaise du fait de son endettement pour commencer à piller le pays de la façon la plus classique et la plus traditionnelle qui soit. Accordant leurs crédits pour l'achat, par exemple, d'usines « clés en main » à la France ou de machines-outils à l'Allemagne, ils importaient en retour des matières premières polonaises. Au fur et à mesure que son endettement s'accroissait, les prêts qui parvenaient en Pologne de la part de l'impérialisme ont été le plus souvent gagés, sur des stocks de charbon notamment, et dont la livraison devait rembourser la dette contractée. Aux taux d'intérêt déjà versés à l'impérialisme s'ajoutait donc le bénéfice que celui-ci tirait du mécanisme bien connu dans les pays semi-coloniaux de la dégradation des termes de l'échange, c'est-à-dire de l'augmentation plus rapide des prix des produits manufacturés par rapport à ceux des matières premières.

L'ouverture économique maximale à l'Ouest décidée début 1971 par la bureaucratie polonaise a d'ailleurs rapidement rendu nécessaire une sévère austerité. Le plan quinquennal 1976-1980 avait déjà été placé sous ce signe et, dès la fin de l'année 1976, la « manœuvre socio-économique » l'approfondissait. En 1978, le salaire moyen réel diminuait de 2,7 % selon les statistiques officielles elles-mêmes. D'évidence, la bureaucratie de Varsovie était en train d'orienter toute l'économie du pays vers le paiement de sa dette extérieure et c'étaient les ouvriers qui, au premier chef, en faisaient les frais.

Maintenant qu'elle se combine à une crise politique aiguë et qu'elle s'est encore accrue, la dépendance de Varsovie vis-à-vis des capitaux impérialistes commence à avoir des conséquences bien plus importantes encore. Exploitant au maximum leur position de force, ils exercent aujourd'hui des pressions croissantes en faveur de la « réforme »

économique que prônaient depuis longtemps déjà certains secteurs de la bureaucratie. Giscard, par exemple, au nom de l'impérialisme français, cinquième exportateur occidental en Pologne mais son deuxième client, déclarait le 27 janvier : « La Pologne doit pouvoir compter sur une aide. Cette aide ne doit pas remplacer l'effort de la Pologne. Elle doit permettre l'effort de la Pologne (...). Il faut qu'il y ait une réorganisation de l'économie. » (Le Monde du 29 janvier 1981). Difficile d'être plus clair. Et l'un des meilleurs organes de presse que possède l'impérialisme de préciser : « En aidant la Pologne, les gouvernements occidentaux espèrent empêcher les difficultés économiques de provoquer des troubles sociaux incontrôlés. A terme, ils espèrent prolonger la carotte de l'aide occidentale à l'économie polonaise en ruines, s'il y a une chance qu'elle aboutisse à une réforme. » (International Herald Tribune du 30 mars 1981).

## La « réforme »

Le 27 avril, la réunion à Paris des représentants des Etats créanciers de la Pologne arrivait à faire progresser ce projet. En annexe de l'accord qu'elle a passé avec Varsovie, était en effet attaché un rapport économique émanant du gouvernement polonais et qui énumérait ses objectifs pour redresser la situation. Une commission composée des pays créanciers a également été désignée pour suivre l'exécution de ce programme et elle doit se réunir tous les six mois avec les représentants de la bureaucratie polonaise. Ainsi, comme n'importe quel gouvernement en difficulté et membre du Fonds monétaire international, la Pologne doit ouvrir ses livres de comptes à ses créanciers et ceux-ci vont attentivement suivre une politique économique qui ne pourra plus se décider sans leur accord.

Toutefois, c'est une autre décision qui a constitué l'« événement » de cette réunion. Alors qu'en décembre dernier, il n'était pas question d'accorder un répit de plus de dix-huit mois à la bureaucratie polonaise et que les banques s'y montraient même réticentes, fin avril, c'est un report de ses échéances de huit ans que l'impérialisme consentait à la Pologne. Un cadeau royal dont la contrepartie ne va pas tarder à arriver.

Milieu novembre, un groupe gouvernemental, qui avec ses sous-commissions réunissait plus de 500 experts, a été chargé de préparer un projet de « réforme économique » de la Pologne. Placée sous la direction de J. Olszowski, cette savante assemblée a laissé filtrer quelques-unes de ses conclusions et, le 10 janvier dernier, la presse dominicale polonaise publiait les grandes lignes de la réforme projetée. Le Monde du 13 janvier en rendait compte en ces termes : on se « propose notamment de réduire le nombre des ministères industriels, directions omnipotentes et impotentes ; d'accroître le rôle des banques appelées à favoriser par leur intervention la rationalisation et la rentabilisation des industries ; de donner à la planification un rôle non plus incitatif et illusoirement contraignant, mais stratégique ; c'est-à-dire de

définir de la politique industrielle ; de renforcer le rôle incitatif des salaires ; et enfin, d'envisager à terme la convertibilité du zloty. »

La restriction du rôle de la planification comme celui des ministères industriels au profit des banques vont dans le sens d'une réévaluation du rôle du marché. Elles ne font que prolonger toutes les réformes entreprises en URSS ou en Hongrie ces quinze dernières années.

Quand elle annonce sa volonté de « renforcer le rôle incitatif des salaires », la bureaucratie exprime en des termes particulièrement choisis qu'elle entend suivre la politique de plus en plus pratiquée à l'Est et qui, si d'une part elle vise à un certain renforcement des privilèges d'une aristocratie ouvrière très restreinte, se traduit surtout par une plus grande inégalité des salaires, la mise en concurrence des ouvriers entre eux et une introduction du chômage.

La convertibilité du zloty qu'elle propose d'instaurer donne la mesure exacte de la réforme économique à laquelle travaille en ce moment la bureaucratie de Varsovie. Aujourd'hui, le marché intérieur polonais est protégé du marché mondial que domine l'impérialisme par un triple barrage : 1. le fait que l'ensemble du commerce extérieur polonais soit contrôlé par l'administration centrale et que les opérations d'importation comme d'exportation ne puissent se réaliser sans son accord ; 2. l'inconvertibilité du zloty, c'est-à-dire le fait qu'il soit seulement utilisé sur le marché intérieur et ne puisse servir dans les échanges internationaux ; 3. un dernier barrage que les économistes appellent « réel » parce qu'il n'est pas monétaire et qui tient aux très importantes différences existant entre les prix internationaux et les prix internes, ainsi qu'à la planification de la production et de sa répartition.

C'est l'existence de ce barrage « réel » qui explique pourquoi les économistes de Varsovie n'envisagent d'instituer la convertibilité du zloty qu'à terme, de façon à pouvoir auparavant faire sauter le verrou qu'il représente. Il peut ainsi être tenu pour certain que le mode de fixation des prix polonais sera bientôt modifié ou tout au moins que la réforme commencée par Gierek en 1971 et poursuivie en 1973, et qui avait finalement fait long feu, sera relancée. Quant à la question de la planification, nous avons vu qu'elle devait être réglée dès l'entrée en vigueur de la réforme.

Si le zloty devenait librement convertible, seul resterait donc en place le contrôle de l'administration centrale sur le commerce extérieur polonais. Aurait-elle la volonté de s'opposer à la vassalisation de son économie par l'impérialisme que la bureaucratie de Varsovie ne pourra plus élever que des murs de papier face à des flux économiques autrement plus puissants que ses décrets. Mais ce ne sera de toute façon pas sa politique, la seule raison d'être de la réforme étant justement cette intégration de l'Etat ouvrier au marché mondial.

## Avec l'accord de Moscou

Un tel bouleversement nécessite bien évidemment l'accord de Moscou, et



... les ménagères polonaises font la queue pour acheter les rares produits disponibles...

c'est celui-ci que sont allés chercher Pinkowski, le Premier ministre polonais d'alors, et le vice-ministre Jagielski au cours des voyages-éclairés de vingt-quatre heures qu'ils ont effectués en URSS début janvier, juste avant de rendre publics les principaux points de la réforme projetée.

La « solidarité de bloc » n'avait déjà pas joué face aux dettes polonaises, puisque les Soviétiques ont laissé Varsovie tenter seule d'obtenir de nouveaux délais de la part de ses créanciers. La théorie dite du « parapluie » et selon laquelle l'ensemble des pays du COMECON garantirait le paiement des dettes de l'un de ses membres insolvable s'est donc avérée fautive et, dans le cas de la réforme économique projetée, Moscou n'a rien fait non plus pour tenter de diminuer la dépendance croissante de la bureaucratie polonaise à l'égard de l'impérialisme.

A l'instar du POUP et pour les mêmes raisons que celui-ci, le Kremlin ne voit en effet pas d'autre sortie à la crise polonaise qu'en direction de l'impérialisme. Toutefois, la dynamique ainsi enclenchée peut aller si loin et si vite que la bureaucratie soviétique ne peut pas se désintéresser de cette question. Elle figurera certainement en bonne place dans les discussions qui doivent s'ouvrir entre Reagan et Brejnev.

**Vers la restauration du capitalisme ?**

Au début des années 1970 déjà, lors de la première ouverture de la Pologne à la pénétration occidentale, des secteurs entiers de la bureaucratie avaient modelé, comme jamais auparavant, leur façon de vivre et de penser sur la bourgeoisie impérialiste. Les révélations faites par les ouvriers polonais depuis août 1980 sur les résidences somptueuses, les chasses réservées et même les élevages de chevaux de course de certains bureaucrates n'en sont qu'un exemple parmi d'autres, la partie visible de l'iceberg.

Ces couches de la bureaucratie, imprégnées d'idéologie impérialiste jusqu'à la moelle et plus corrompues encore que l'ensemble de leur caste, sont à chaque fois plus tentées d'asseoir leurs privilèges sur une base plus solide que la seule possession d'un poste ou du pouvoir. Ce sont eux qui forment la couche sociale polonaise la plus directement intéressée à un rétablissement du capitalisme en Pologne, et leur position ne peut aller que se renforçant puisqu'ils ont pour eux la dynamique objective dans laquelle est engagé le pays, son intégration accrue au marché mondial.

Toutefois, comme Trotsky l'a toujours souligné dans le cas de l'URSS, une tentative de restauration du capitalisme dans l'Etat ouvrier provoquerait les plus vastes affrontements et crises. A la différence de ce qu'il a réussi à réaliser Staline et la bureaucratie soviétique quand ils ont liquidé l'avant-garde bolchevique et supprimé toute démocratie dans le parti, il ne s'agirait pas seulement d'une réaction et de l'expropriation politique du prolétariat, mais d'une contre-révolution complète, allant jusqu'au bout et expropriant économiquement les travailleurs.

De plus, et sans attendre là non plus que la perspective de restauration soit

concrètement posée, mais seulement par la poursuite du processus qui y conduit, le POUP entrerait dans la voie de sa dislocation. En effet, si certains secteurs de la bureaucratie sont à chaque fois plus tentés par la réintroduction du capitalisme, d'autres en revanche voient leur survie conditionnée par celle de l'Etat ouvrier bureaucraté. Militaires, vieux apparatchiki, responsables des « syndicats » officiels, ils n'ont que peu de liens directs avec l'impérialisme et ne sont guère préparés à se constituer en bourgeoisie. Résistant à un processus de

restauration, ceux-ci iraient toutefois vers une défaite certaine car, comme bureaucrates, ils se refuseraient à appeler à la mobilisation révolutionnaire des masses. Là encore, la véritable lutte serait entre le prolétariat et les purs et simples reflets de l'impérialisme.

**Une seule révolution mondiale**

En organisant la pénétration de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier polo-



... et ce sont les ouvriers les plus durement frappés par l'austérité.

mais et en le faisant passer à chaque fois plus étroitement sous son contrôle, les bureaucraties polonaise et russe sont aujourd'hui les meilleurs agents qu'y possèdent Paris, Bonn ou Washington.

Le sens de la lutte actuellement menée par les travailleurs polonais se dégage ainsi en toute clarté. Leur révolution est certes directement dirigée contre les privilèges bureaucratiques, contre le monopole du pouvoir par le POUP et plus généralement contre la présence à la tête de l'Etat ouvrier d'une caste

parasitaire qui vit de leur travail. Cependant, étant donné le rôle de cette dernière, son travail de sape en faveur de l'impérialisme, quelle que soit la conscience que les ouvriers polonais puissent en avoir, leur lutte est dirigée contre l'impérialisme. La révolution politique est anti-impérialiste, au même titre que celle des masses du Salvador ou d'Iran, et c'est là l'unité de la révolution mondiale.

Philippe Olrik

# La « réforme » hongroise

Le vice-président d'une banque centrale de moyenne importance déploie il y a quelques mois, devant l'Association française des banques, l'état de crise et de désorganisation de l'économie mondiale. Dans un exposé auquel *Le Monde* du 7 novembre 1980 a fait largement écho, celui-ci commençait par donner en exemple la politique de « stabilisation » menée par son gouvernement : « Pour rétablir l'équilibre extérieur, il n'y a pas de miracle : il faut diminuer la consommation intérieure. » Certes, « les mesures n'étaient pas populaires » et « pour les faire passer, il faut un gouvernement fort ». Et *Le Monde* de nous éclairer sur ces décisions : « Le (dernier) congrès du parti a fait savoir à la population que le pays n'était plus en mesure d'assurer une augmentation du niveau de vie pendant les quatre ans à venir. » Recommandant l'adoption généralisée de telles mesures néfastes que celle-ci pouvait avoir pour son gouvernement, désireux de « vendre, acheter et participer de plus en plus à la division internationale du travail ».

Même devant un parterre constitué des représentants parmi les plus qualifiés de l'impérialisme français, une telle franchise est rare et le journaliste qui en rendait compte a souligné la « grande liberté » avec laquelle avaient été tenus ces propos. Pourtant, ce jour-là, ce n'était pas un envoyé des dictatures militaires d'Argentine ou du Chili qui donnait des leçons d'austérité à la bourgeoisie française et vantait la « force » de son gouvernement face aux travailleurs. Ce n'était pas non plus le représentant de ces régimes fantoches comme Taïwan ou la Corée du Sud, et auxquels la « division internationale du travail » a attribué le rôle de développer à une vitesse record un capitalisme sauvage de surexploitation et tout entier tourné vers le marché extérieur. Non, ces propos ont été tenus par l'honorable Janos Fekete, vice-président de la Banque nationale de Hongrie. Et ce faisant, celui-ci se contentait d'exposer les deux principaux axes du plan quinquennal 1981-1985 et du projet de réformes que vient de rendre publics Budapest : sacrifices pour les travailleurs et intégration accrue de l'économie hongroise au marché mondial que domine l'impérialisme.

La réforme hongroise s'inscrit dans la même dynamique que celle qui est actuellement en préparation en Pologne et elle vient à point pour confirmer que même si les rythmes et les modalités varient d'un pays à l'autre, c'est un processus identique qui est aujourd'hui en train de se développer dans l'ensemble des « démocraties populaires » — et même des Etats ouvriers, si l'on songe par exemple à la Chine (voir *Correspondance internationale* numéro 4). Tandis que l'on ne connaît jusqu'à maintenant que les grandes lignes du projet polonais, en publiant toutes les mesures qu'elle entend prendre, la bureaucratie hongroise permet de cerner au plus près quels peuvent être les plans de ses homologues.

Succinctement, les grands objectifs de la réforme hongroise peuvent se résumer comme suit (1) :

on peut d'ores et déjà considérer que c'est une baisse du niveau de vie des travailleurs hongrois qui vient d'être planifiée par le gouvernement de Budapest. Comme il a été également décidé que le crédit bancaire devait systématiquement favoriser les entreprises travaillant pour l'exportation, le premier profiteur de cette austérité apparaît clairement. C'est l'impérialisme à qui les devises entrant en Hongrie en échange des biens exportés serviront à payer son tribut.

— développer les inégalités : à l'instar de la grille des salaires polonaise, celle des travailleurs hongrois doit être élargie. Il s'agit pour la bureaucratie de diviser et d'atomiser la classe ouvrière, de créer une mince couche de privilégiés lui servant de clientèle et de réduire le plus grand nombre à la misère. Va également dans le même sens, ainsi que dans celui d'un renforcement de ses privilèges par la bureaucratie, la décision d'importer 600 000 nouvelles automobiles.

— accorder une plus grande autonomie aux entreprises : les trois puissants ministères industriels (industrie lourde, constructions mécaniques et métallurgie, industrie légère) qui dirigeaient jusqu'à maintenant l'industrie hongroise sont supprimés et remplacés par un seul nouveau ministère, à la main beaucoup plus légère. De même, plusieurs « trusts » industriels, c'est-à-dire des concentrations d'entreprises spécialisées dans la même branche, sont dissous.

— reconstituer un fort secteur privé : en même temps qu'elle a décidé de favoriser la petite agriculture privée, la bureaucratie de Budapest vient de décider une imposante réforme de la restauration et du petit commerce. Un système de gérance libre a été introduit. Des locaux ont été mis aux enchères. Les plus offrants seront ensuite totalement libres dans leur gestion, aussi bien pour leur approvisionnement que pour la gestion du personnel.

De même que l'octroi d'une importante autonomie aux entreprises industrielles, il s'agit ici de développer la concurrence entre entreprises. Enregistrant la faillite de la planification qu'elle dirige, la bureaucratie a donc décidé de

s'en remettre de plus en plus à la « main invisible » du marché chère aux économistes bourgeois. Mais les gestionnaires avides de bénéfices et les petits commerçants privés qui accumuleront peu à peu ne seront-ils pas les premiers à vouloir continuer leur activité et leur enrichissement dans le cadre qui leur est le plus propice, à savoir le capitalisme ?

— accroître l'intégration au marché mondial : le nombre jusqu'ici très restreint d'entreprises autorisées à traiter directement avec l'étranger doit être accru. Un nouveau système de fixation des prix est déjà entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1981, avec pour but d'aligner les prix du marché intérieur hongrois sur ceux du marché mondial. Un nouvel établissement financier, enfin, vient d'être créé pour aider au développement des échanges avec l'Ouest, la Banque internationale d'Europe centrale. Pour la première fois à l'Est, ses capitaux sont mixtes puisqu'aux côtés de six établissements occidentaux, y figure la Banque nationale hongroise, celle-ci n'ayant fourni que 34 % de la mise de fonds initiale. Une « petite révolution » lorsque l'on sait que toute la législation des « démocraties populaires » prévoyait que les sociétés mixtes devaient réserver au moins 51 % de leur capital à l'Etat ouvrier. Enfin, Budapest a fait part de sa volonté de parvenir à établir au plus vite la libre convertibilité, au moins partielle, du forint, la monnaie nationale hongroise.

C'est ici que la similitude des projets hongrois et polonais est la plus frappante. L'un comme l'autre, ils ont comme clé de voûte une croissante intégration au marché mondial et comme principal moyen, la libre convertibilité de leur devise. C'est également la décision qui, pour l'Etat ouvrier comme pour les travailleurs, risque de se révéler la plus désastreuse, notamment en renforçant comme jamais les tendances à la restauration du capitalisme en Hongrie et en Pologne.

Philippe Olrik

(1) Projet de réformes et objectifs du plan quinquennal 1981-1985, ainsi d'ailleurs que les résultats du plan 1976-1980, ont été publiés et commentés dans *Le Monde* des 26-27 avril 1981.

# Edmund Baluka est en Pologne

par A. Dombrowsky

Edmund Baluka est la personnalité qui symbolise le mieux la lutte historique des ouvriers polonais contre la bureaucratie.

Prisonnier politique quand éclatent les journées de juin 1953 à Potsdam, dirigeant indiscuté des «événements de la Baltique» en décembre et janvier 1970-71, exilé le 14 août 1980 quand le département K-3 des chantiers navals «Lénine» commença le processus révolutionnaire actuel, sa vie a une constante: celle d'un oppositional ouvrier conséquent. Dès son adolescence, il lutta avec les Milices de Combat — organisation des jeunesses socialistes de la résistance anti-nazie. Il les quitta après la guerre, quand la bureaucratie stalinienne s'en empara. Aujourd'hui, à 47 ans, il est retourné dans son chantier naval Adolf Warski à Szczecin. Ce retour est le triomphe de trente ans de combat d'opposition de Baluka, et du peuple polonais.

Les «événements de la Baltique» font partie de l'histoire. Ils sont très connus. Baluka a été formé dans ce moule. Quand, en décembre 1970, commence la grève, il entre dans la Milice Ouvrière Armée, qui dépend de la Commission Ouvrière du chantier naval et est chargée de la prévention des sabotages et de la défense des travailleurs.

La grève s'est généralisée à toute la côte baltique, tant est profonde l'indignation provoquée par l'augmentation des prix alimentaires. Un coup de pouce de Gomulka les avait fait monter de 30%. Les manifestations ouvrières furent féroceement réprimées, plus de cent morts. La réponse des masses fut l'incendie des locaux du POUP et des stations de radio et de télévision mensongères. A Szczecin, où il n'y avait pas eu de violence, le Comité décida de créer sa Milice.

Le 20 décembre, le Comité Central du POUP remplace Gomulka par Gierek. Il réunit la Diète et annonce des concessions aux travailleurs. La radio et la télévision commencent à marteler sur la pacification sociale, et passe des images montrant le secteur Tubes de «Adolf Warski» travaillant normalement sur fond d'affiches louant le POUP.

Les ouvriers du chantier naval, surtout ceux du secteur Tubes, se regardèrent sidérés par un mensonge aussi scan-

daleux. Ils décidèrent d'occuper l'usine. Le 23, le chantier étant en grève et occupé, le Comité est élargi à de nouveaux délégués de secteurs et désigne Baluka comme secrétaire.

Une revendication est ajoutée: que les autorités du Parti et de l'Etat aillent à l'usine. Rapidement, Gierek et une délégation arrivent au chantier. Après une attente de trois heures, ils se réunissent à la cantine avec les délégués ouvriers, présidés par Baluka.

Gierek fit appel à tout son pouvoir de conviction, fit des promesses de démocratisation, rappela qu'il était un ouvrier, un mineur de Silésie. Baluka doit s'être souvenu aussi qu'il était mineur en Silésie, mais comme prisonnier, condamné aux travaux forcés,

alors que Gierek, lui, était du côté des gardiens.

Après de nouvelles luttes et négociations, Gierek accepte d'annuler les augmentations décidées par Gomulka. Les délégués ouvriers décident de lever la grève. Mais ils réclament, et obtiennent, que le Comité de grève se transforme en Comité ouvrier permanent, avec droit de contrôle sur les élections syndicales et sur celles du POUP. Grâce à cela, Edmund Baluka est élu secrétaire général des syndicats de Szczecin.

Commence alors une autre histoire, dont Baluka et ses camarades firent l'expérience dans leur chair.

Avec la trêve octroyée par les masses, Gierek se donne une politique à longue échéance qui cherche à combiner la répression et la tentative de bureaucratiation des dirigeants ouvriers combattifs.

Le 10 août, Bogdan Golaszewski est assassiné.

Un autre membre du comité de grève, Ulfik, est victime d'un attentat et meurt peu de temps après. Il y eut aussi plusieurs «disparitions».

En même temps qu'elle voit l'extermination physique de ses membres, l'organisation fut rongée par le cancer de la bureaucratie et séparée de sa base. En 1972, au congrès national syndical tenu à Varsovie, Baluka fut le seul délégué à émettre un vote d'opposition parmi les 2 800 présents.

A son retour, il fut destitué et licencié de son emploi. Ainsi commencèrent 8 années d'exil, à Madrid, Paris, en Belgique. A chaque étape de son périple, il fut un défenseur de la lutte des ouvriers polonais. Il entra au Comité pour la défense des syndicats libres en Europe

de l'Est et en URSS. Cet homme qui vit monter et tomber Gomulka, Gierek et Kania, qui symbolisa les forces sociales qui les secouèrent, pendant ces 8 années, attendit.

Il y a quelques mois, la télévision suisse-italienne lui demandait si, dans dix ans, il faudrait faire une interview à Gierek, à Walesa, ou à lui.

Baluka tira sur sa pipe de marin, et répondit: «une interview de Gierek, peut-être; de Walesa, je ne sais pas; de moi certainement pas, car je serai en Pologne». Son retour n'est pas celui d'un aventurier. Il est retourné auprès des siens, qui le protègent.

Mais ce retour représente un dur combat. Avant de partir, il a laissé ces lettres, à l'intention de différents destinataires, que *Correspondance internationale* a maintenant l'honneur de publier.



Le Comité de grève des chantiers navals A. Warski en 1971 : au second rang, le quatrième à partir de la droite, Edmund Baluka.

## Lettres ouvertes d'Edmund Baluka

Avant de quitter la France, Edmund Baluka s'est notamment adressé par voie de lettre ouverte aux adhérents de *Solidarité*, au KSS-KOR (Comité d'auto-défense social - Comité de défense des ouvriers) dont les principaux animateurs sont Jacek Kuron et Adam Michnik, et aux syndicats occidentaux. Il se plaçait ainsi sous la protection des travailleurs et de leurs organisations et demandait de ne surtout pas interrompre les efforts et les campagnes de solidarité avec les luttes ouvrières à l'Est. Son appel sera entendu.

Signalons enfin que les lettres ouvertes qu'Edmund Baluka a envoyées à *Solidarité* et au KOR ont été publiées par le syndicat *Solidarité* de la région de Varsovie dans son bulletin *Niezalezność*.

### A *Solidarité*

Chers compatriotes,  
«En décembre 1970 et janvier 1971, j'étais l'un d'entre vous, l'un de ceux qui ont fait ouvertement preuve de leur opposition tout au long des événements qui se sont produits dans les villes du littoral. Et c'est à cause de cette opposition, à cause de cette pierre lancée, que j'ai du quitter, en mars 1973, ma patrie, et vivre huit ans de ma vie en exil.

L'absence de solidarité entre les entreprises, l'absence de solidarité pour défendre les personnes individuelles contre la répression ont éli-

miné nombre de combattants de cette époque. Certains ont même payé pour cela du maximum, de leur propre vie.

Aujourd'hui, où des millions sont regroupés dans les rangs de votre syndicat *Solidarité*, je vous demande de m'aider à pouvoir demeurer avec vous.

Je m'adresse particulièrement à mon atelier TRM2, là où je travaillais avant d'être renvoyé des chantiers navals.

Rappelez-vous ce que vous disiez il y a dix ans, lorsque les uns après les autres étaient éliminés les militants de la commission ouvrière!

J'ai l'espoir que, malgré tous les graves problèmes auxquels vous

devez faire face, vous prendrez aussi en main mon problème.»

Le 19 avril 1981,  
Edmund Baluka

### Au KSS-KOR

Chers amis,

Le 20 avril, je vais franchir les frontières de la Pologne pour reprendre mon travail dans les chantiers navals Warski de Szczecin, conformément aux principes de l'accord signé le 30 août 1980.

Je ne peux savoir à l'avance ce que je vais rencontrer sur ma route.

Je veux vous remercier sincèrement pour l'action que vous menez pour la société polonaise. J'ai toujours été avec vous lorsque vous étiez réprimés, je le suis encore lorsqu'on lance contre vous de viles calomnies.

Je sais que je peux compter sur votre voix pour me défendre.

Le 19 avril 1981,  
Edmund Baluka

### Aux syndicats occidentaux

Chers amis,

...Je tiens à vous remercier sincèrement pour l'aide et la sympathie dont vous avez fait preuve à mon égard personnellement comme pour votre soutien à l'action menée par le Comité européen d'aide aux syndicats libres en Europe de l'Est et en URSS, dont je suis le président.

J'estime tout particulièrement l'aide et la sympathie que vous montrez pour le mouvement syndical qui renaît en Pologne depuis septembre 1980...

Je suis persuadé que vous allez continuer d'aider moralement et matériellement le mouvement syndical en Europe de l'Est car, dans le monde entier, les syndicalistes ont le même objectif, tout comme vos organisations propres.

Bien qu'à ce jour je n'aie toujours reçu aucune réponse du Conseil d'Etat de la République populaire de Pologne à ma lettre du 8 octobre 1980 dans laquelle j'exigeais de pouvoir revenir légalement dans mon pays, j'ai pris la décision de rentrer, car je considère que ma

place est en Pologne parmi mes camarades de travail des chantiers navals Warski de Szczecin.

J'ai pris cette décision en tenant compte des articles 13 et 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948:

Article 13: Chaque personne a le droit de quitter chaque pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14: Devant la répression, chaque personne a le droit de chercher asile dans d'autres pays.

Je m'appuie également sur le point 21 des revendications des chantiers navals de Szczecin, l'accord du 30 août 1980 entre le MKS de Szczecin et la commission gouvernementale qui précise que doivent être réintégrés dans leurs droits tous ceux qui ont été licenciés pour leur action en décembre 1970 et juin 1976...

Indépendamment de la situation qui sera la mienne après que j'aurai franchi les frontières de mon pays, je désire vivement rester en contact permanent avec vous tous, fidèle jusqu'au bout à mes principes de militant ouvrier et syndical.

le 20 avril 1981,  
Edmund Baluka



L'entrée principale des chantiers navals A. Warski en janvier 1971 : Les banderoles disent : « Grève avec occupation ! », « Nous exigeons la publication de la vérité dans les masses médias ! », « En nous aidant, la grève continue ! »



## Dans la presse polonaise et tchécoslovaque

En Pologne et même en Tchécoslovaquie, la bureaucratie n'a pas pu ignorer dans sa presse le retour d'Edmund Baluka en Pologne et dans son ancienne entreprise. Comme l'un de ces journaux l'avoue lui-même, cette « affaire » « passionnée » trop les ouvriers pour qu'elle puisse être passée sous silence. Comme la principale force d'Edmund est constituée par le soutien des travailleurs polonais à ses demandes, rien d'étonnant donc à ce que l'axe de toutes ces attaques soit de reprocher au syndicat Solidarité de Szczecin de protéger Edmund Baluka et de se porter garant de sa liberté.

Le 22 avril, une dépêche de l'agence polonaise officielle PAP annonçait pour la première fois et donc avec plus de vingt-quatre heures de retard le retour d'Edmund Baluka aux chantiers. A. Warski de Szczecin. Elle annonçait même que celui-ci avait présenté une demande de réintégration à son ancien poste de travail et, maintenant qu'Edmund pouvait tout révéler sur son cas, PAP devait reconnaître qu'il avait effectivement écrit à la fin de l'année dernière aux autorités pour en obtenir le droit de rentrer dans son pays et que celles-

ci ne lui avaient pas répondu.

Le 23 avril, le quotidien du Parti communiste tchécoslovaque *Rude Pravo* a lui aussi évoqué le retour d'E. Baluka, mais en des termes que la bureaucratie polonaise et le POUP ne peuvent pas se permettre, craignant la réaction des travailleurs. Condamnant l'attitude de Solidarité qui en soutenant Baluka montre bien son « désintérêt pour l'apaisement de la situation dans le pays », *Rude Pravo* continuait en notant que « les représentants de Solidarité de Szczecin apparaissent aux côtés de « l'un des

contre-révolutionnaires qui avaient organisé des grèves en Pologne en 1970 ». Et de terminer en écrivant que Solidarité « se pose ainsi en soutien d'un homme dont les actes criminels ont été prouvés et qui sent très bien les possibilités qu'il a dans la situation actuelle en Pologne ».

Le 25 avril ensuite, le quotidien de l'armée polonaise, *Zolnierz Wolnosci* a accusé Edmund Baluka d'avoir noué à l'étranger des contacts avec la station de radio *Free Europe*, avec les milieux trotskystes parisiens et d'avoir diffusé des publications « hostiles aux intérêts de la Pologne, à son système politique et à ses alliances ».

Le 27 avril, enfin, *Trybuna Ludu*, l'organe du Comité central du POUP, le parti au pouvoir en Pologne, a rendu compte sur trois colonnes et en deuxième page du retour d'Edmund Baluka et de l'information qui a été ouverte à son sujet. *Trybuna Ludu* reprochait lui aussi à Solidarité d'avoir apporté son soutien à Edmund mais il est particulièrement intéressant de noter pour quoi le journal a dû écrire cet article. Au début, il nous en livre lui-même la raison, écrivant : cette « affaire » « bouleverse la société, les lecteurs nous écrivent et nous demandent qui est cet homme et de quoi s'agit-il ? ».

## « C'est un devoir de tout faire, immédiatement, pour que soient garanties la sécurité et la liberté d'Edmund Baluka »

Les 19 et 20 avril 1980, s'est constitué à Paris, en présence de 173 délégués de douze pays (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Allemagne, Angleterre, Belgique, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal et Suisse), le Comité de défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est. Celui-ci a placé à sa tête Edmund Baluka et a entamé une série de campagnes de défense de syndicalistes tels que :

— Vasile Parashiv, l'un des fondateurs du Syndicat libres des travailleurs de Roumanie (SLOMR), « porté disparu » le 9 mars avec plusieurs dizaines de militants roumains ;

— Vladimir Klebhanov, fondateur du premier Syndicat libre en URSS, interné en hôpital psychiatrique depuis deux ans ;

— Vladimir Borissov, fondateur de l'Union inter-professionnelle libre des travailleurs, (SMOT), arrêté pour la 4<sup>e</sup> fois le 28 mars 1980, interné lui aussi en hôpital psychiatrique ;

— Bernd Sobl, ouvrier allemand, auteur d'un appel des travailleurs de RDA aux syndicats d'Allemagne de l'Ouest, emprisonné à Dresde, RDA.

Au moment de rentrer dans son pays Edmund Baluka n'a pas manqué d'écrire au membres du Comité dont il était le président la lettre ci-dessous :

Chers amis,

«... En vous informant aujourd'hui de ma décision de retourner dans mon pays, je tiens également à vous remercier personnellement et à remercier les organisations que vous représentez, pour votre part de travail et de dévouement pour défendre les militants victimes de répressions en Europe de l'Est et en URSS, aider matériellement et soutenir moralement les syndicats libres naissants.

Mon retour dans mon pays ne signifie pas que je déserte nos rangs, au contraire. Je ferai tout pour que la section polonaise du comité se développe par rapport à ce qu'elle était le jour de la conférence de fondation...

Au moment de prendre une décision aussi grave, je vous lance un appel, pour que vous renforciez l'action du comité et qu'ainsi la solidarité des travailleurs sur l'arène internationale devienne un fait accompli et pas seulement un mot d'ordre creux.

Je propose que, dans un délai à déterminer, le secrétariat de notre comité entreprenne la réorganisation du comité, de nos méthodes, afin de permettre d'aboutir à une nouvelle conférence qui déciderait du programme et du plan d'action à mener pour les mois à venir, en se basant sur la situation qui existe en Europe de l'Est, et notamment la situation politique en Pologne.

Le combat pour de véritables organisations indépendantes des travailleurs ne fait que commencer.

Soyez prêts, camarades, à réaliser le programme que vous vous êtes donnés les 19 et 20 avril 1980 à Paris.»

### La réponse du Comité de liaison

Le Comité de liaison mis en place par la Conférence d'avril 1980 a répondu au message d'Edmund Baluka en lui envoyant tout d'abord un télégramme.

«Le comité salue Edmund Baluka, l'assure de son soutien ainsi que les travailleurs du chantier naval et du MKR qui assure sa sécurité.

Nous agissons sur place pour que tu puisses vivre et travailler dans ton pays conformément aux accords du 20 août 1980 et aux conventions internationales correspondantes.»

Puis, dans une lettre ouverte, le Comité de liaison a assuré Edmund Baluka de sa volonté de poursuivre la solidarité et de l'élargir en tenant compte des nouvelles conditions à son action apparues avec la constitution de Solidarité, un syndicat libre qui rassemble à l'Est plus de dix millions de travailleurs.

«...Pour tous ceux qui ont combattu avec Edmund Baluka pour que soit reconnu le droit imprescriptible des travailleurs de Pologne, d'URSS, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, de Yougoslavie, d'Allemagne de l'Est, de constituer librement leurs syndicats indépendants des Etats et des partis au pouvoir.

Pour tous ceux qui ont participé avec lui, il y a un presque jour pour jour, à la première Conférence européenne pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est.

Pour tous ceux qui ont salué comme une première et immense victoire la constitution par les travailleurs polonais en août-septembre 1980 du syndicat Solidarité, qui rassemble aujourd'hui plus de dix millions de travailleurs.

Pour tous ceux, militants et organisations syndicales qui, partout en Europe, ont lutté pour que soit fait droit à la demande d'Edmund Baluka de rentrer librement en Pologne et d'y reprendre son poste de travail aux chantiers navals Adolf Warski de Szczecin.

C'est un devoir de tout faire, immédiatement, pour que soient garanties la sécurité et la liberté d'Edmund Baluka...

Comme l'on dit les travailleurs des chantiers eux-mêmes, la seule solution que puisse souffrir (la question de l'information judiciaire qui a été ouverte contre lui, NDLR), c'est l'abandon immédiat de toutes les poursuites engagées contre Edmund Baluka, qui n'ont pas le moindre fondement juridique, ainsi que le respect inconditionnel de son droit de vivre en Pologne et d'occuper son poste de travail aux chantiers Warski de Szczecin.

Mme Françoise Cotta et les avocats du Comité de liaison permanent ont rédigé un mémoire établissant l'absence totale de tout fondement juridique aux poursuites engagées contre Edmund Baluka.

Le Comité de liaison permanent pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est adresse à son président Edmund Baluka son salut le plus chaleureux et l'expression de son indéfectible amitié.

Nous poursuivons sans relâche le travail entrepris par Edmund Baluka, notre ami, notre camarade, le président de notre comité.

Nous appelons tous ceux qui sont attachés à la grande cause de la liberté et des droits des travailleurs à intervenir par tous les moyens auprès des autorités polonaises pour que soit respecté sans restriction aucune le droit de notre camarade Edmund Baluka de vivre et de travailler en Pologne.»

### ABONNEMENT à Correspondance internationale 10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de :  
Gérard Iltis - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - PARIS

## Sous la protection des travailleurs

# E. Baluka est en Pologne

Le 20 avril 1981, Edmund Baluka a regagné la Pologne et les chantiers navals A. Warski où il travaillait avant d'en avoir été licencié et d'être forcé à émigrer par les menaces qui pesaient sur lui en raison de son rôle dirigeant dans les grèves de décembre 1970 et janvier 1971.

A la fin de l'année dernière, il avait envoyé une lettre ouverte au syndicat de son ancienne entreprise et au Conseil d'Etat polonais, la présidence collégiale de la République, dans laquelle il demandait à pouvoir rentrer dans son pays et à être réintégré dans son « droit de travailler aux chantiers navals A. Warski, à (son) poste de travail à l'atelier TRM2, en tant que mécanicien spécialisé dans la réparation des mécanismes de grues ». Le gouvernement polonais n'avait pas répondu à sa demande et le 21 avril, E. Baluka a déclaré que devant l'absence de réponse officielle, il avait dû rentrer en Pologne par ses propres moyens, « sans les documents indispensables permettant de franchir la frontière polonaise ».

A peine était-il rentré en Pologne que ses anciens camarades de travail ont pris Edmund Baluka sous leur protection. Réuni en sa présence, le MKZ (section locale) de Solidarité des chantiers navals a adopté le mardi 21 une résolution déclarant :

« 1) Edmund Baluka a le droit de résider sur le territoire de la Pologne, d'habiter en Pologne, de se déplacer librement dans le pays ainsi que de retrouver un travail adéquat dans les chantiers navals Warski de Szczecin. Il ne peut être réprimé par les autorités de quelque façon que ce soit.

2) La commission d'entreprise et toutes les commissions d'atelier du NZS Solidarité accordent à Edmund Baluka la garantie de sa sécurité conformément au point 1 (de cette résolution) et déclarent qu'au cas où les autorités violeraient ces garanties, les organisations syndicales des chantiers navals utiliseraient tous les moyens de protestation que prévoient les statuts de NZS Solidarité » ce qui inclut bien sûr la grève.

Le parquet de Szczecin en apprenant le retour d'Edmund Baluka a décidé d'ouvrir une information à son encontre sur les conditions de son retour à Szczecin et son activité en France et en Belgique où il s'était réfugié en 1973. Le 25, le procureur de Szczecin faisait savoir à la presse que « Edmund Baluka ne sera provisoirement pas arrêté par rapport aux affaires en cours et pour franchissement illégal de la frontière polonaise s'il se présente devant le procureur, s'il ne se cache pas et s'il n'incite aucun témoin à faire de faux témoignage ou essaye par quelque autre moyen que ce soit d'entraver la bonne marche de la justice ».

Dans les discussions suivantes qui ont eu lieu sur demande du président du MKR de Szczecin et les représentants de la commission d'entreprise de Solidarité du chantier naval avec le procureur général de Varsovie et celui de Szczecin, cette position a été maintenue.

Après qu'un vote des travailleurs du chantier naval réunis en assemblée générale en ait décidé ainsi, Edmund Baluka s'est présenté le 29 avril devant le Parquet de Szczecin qui lui a exposé les charges pesant sur lui. D'après l'agence officielle polonaise PAP, il s'agirait du passage illégal de la frontière, d'une « coopération avec la radio (américaine mais à destination de l'Europe de l'Est) Free Europe », et sa participation à la rédaction et à l'édition à Paris du Bulletin Szerszen (le Frelon), publié par des cercles émigrés polonais.

Se refusant à toute déclaration qui puisse constituer une violation du secret de l'information, Edmund Baluka a toutefois déclaré le jour-même dans une interview retransmise par la télévision polonaise qu'il pourrait prouver qu'il était « tout à fait innocent » et que les accusations portées contre lui étaient « directement liées » à son activité pendant les luttes de 1970-1971. (Varsovie, AFP, 29/04/81).

Dès le mercredi 22, Baluka avait présenté une demande de réintégration dans les chantiers navals avec l'appui du syndicat Solidarité. On apprenait ensuite que le lundi 4 mai devaient commencer les démarches administratives et les discussions entre Solidarité et la direction des chantiers navals A. Warski pour permettre rapidement la réintégration d'Edmund dans son emploi et tous ses droits (Sécurité sociale, ancienneté, etc.).

Edmund Baluka a maintenant quitté les chantiers navals depuis les assurances de son maintien en liberté qui lui ont été prodiguées par le procureur et il habite chez l'un de ses camarades. Toutefois, celui-ci reste sous la protection des ouvriers polonais et il ne se déplace que sous leur garde (voir nos informations en pages 22 et 23).



Dernière heure :

## Le résultat des élections françaises

La victoire de François Mitterrand, socialiste, aux élections présidentielles françaises est intervenue après le bouclage de ce numéro de *Correspondance internationale*. Etant donné l'immense importance de cet événement, et non seulement pour la lutte de classes en France mais aussi au niveau international, nous reviendrons longuement sur celui-ci dans le prochain numéro de *Correspondance internationale*.

Deux leçons principales peuvent déjà être tirées de cette élection. Tout d'abord, celle-ci a consacré la défaite de tous les partis bourgeois, puisque tous, des giscardiens aux radicaux et des lecanuetistes au RPR (gaullistes),

ils avaient soutenu Giscard d'Estaing ou s'étaient présentés contre Mitterrand au premier tour comme Crépeau, le candidat des radicaux.

Mais cette élection consacre aussi la défaite de la division. Tandis que le Parti communiste l'avait poussée à son comble au premier tour, son candidat, Georges Marchais, n'avait à peine récolté que 15 % des voix. Le score du PCF aux législatives de 1978 avait été de presque 21 % et dès le premier tour, de nombreux suffrages de travailleurs communistes s'étaient donc portés sur Mitterrand, le candidat ouvrier le mieux placé pour battre Giscard.

### Correspondance internationale - La Vérité

Revue mensuelle

Comité de rédaction : Pierre Lambert, Nahuel Moreno, Christian Nemo, Ernesto Gonzalez.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction en Amérique latine : Carrera 17 No. 30 - 12 Bogotà - Colombia

Rédaction en Europe : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

Sigma : A. Keler - pages 1, 2 et 5, M. Philippot - pages 7, 16 et 17, Diego Goldberg - pages 9 et 10, A. Nogues - pages 11 et 21, C. Salhani - page 12, Nogues - Bureau - page 13, W. Campbell - page 15, Régis Bossu - page 18, J.-L. Atlan - page 21, Oxen Franken - page 11, J.-P. Laffont - page VII, Gamma : E. Montes - pages 3 et III, Lochon - pages 1 et 8, Vionjard - page 20, Ch. Poveda - page I, DR : pages 4, 8, 22, 23 et 24, AP : page 6, Roger Viollet - pages VI et VII.